

Jean-Marie
Luffin

DE LA DEMOCRATIE AVANT TOUTE CHOSE



Jean-Marie Luffin

**De la démocratie
avant toute chose**

Le riche tient le pouvoir dans sa main.
Jean-Jacques Rousseau.

Avant-propos

N'étant ni impliqué directement dans la sphère politique, ni économiste, ni sociologue, ni philosophe le présent ouvrage est forcément redevable à quelques penseurs, économistes, chercheurs et autres conférenciers dans les propos desquels j'ai pu reconnaître quelques-uns de mes propres points de vue. Je leur dois, en quelque sorte, mon initiation (mon réveil !) en matière de démocratie, comme mon intention de me mêler désormais d'une politique qui me regarde.

J'estime que les qualités premières de ces auteurs ne sont certainement pas d'être de doux rêveurs. M'étant permis d'estimer qu'il s'agit de référents suffisamment avisés (dont on trouvera quelques noms, soit dans la bibliographie soit au gré de cette réflexion très subjective) pour m'inspirer l'envie de prolonger à ma manière leur approche de la démocratie, et d'en constituer le très modeste relais. Faire pousser une fleur à partir d'une graine pour n'obtenir finalement qu'une autre graine peut sembler vain, sans utilité apparente, si ce n'est contribuer à perpétuer un cycle qui n'a de sens que pour lui-même. Pourtant, les bonnes idées sont comme les graines : elles doivent se propager et trouver le bon humus, sinon elles sont condamnées à perdre toute vitalité. C'est un peu comme si nous avions en poche un sachet de semences que nous ne disperserions jamais au-

dessus d'une terre fertile. Il me paraît logique qu'au cours de notre parcours philosophico-politique vient un moment où nous devons à notre tour propager, perpétuer les meilleures idées, afin de permettre au plus grand nombre d'entre-nous d'accéder au statut de citoyen suffisamment averti pour se protéger de la pensée unique, d'un pouvoir unique et de tout conditionnement pervers. Bien que la création d'une Union européenne délibérément antidémocratique ait constitué la goutte d'eau qui fit déborder le vase, c'est depuis au moins la fin des années 60, déjà, que s'est amorcée la création d'un type de société qui ne saurait nous convenir parce qu'elle nous imprime sa volonté, nous contraint à vivre des incohérences politiques, des abus et des injustices.

Cette Europe-là incarne le viol de notre souveraineté sociale, monétaire, agricole, environnementale et économique. Nous ne voulons plus de cette société moutonnaire menée au dépeçage par quelques groupes de financiers, par des banques, des multinationales, des cartels d'entreprises et d'actionnaires, par des politiciens professionnels corrompus, des non-élus qui se targuent de ruiner les états-membres, de pousser des petits indépendants au suicide, pour mieux maintenir les peuples sous un joug initiateur de guerres. Nous ne voulons plus d'un régime prétendument démocratique : nous voulons vivre un projet commun de société démocrate qui n'en n'ait pas que le nom et les seules apparences. Nous voulons une société humanisée, sans favorisés ni exclus. Dans un environnement réellement respecté et protégé, nous voulons un partage équitable des biens,

en nous interdisant les uns les autres de détruire le capital-Terre qui revient, de droit, aux générations futures. Le discours mondial humaniste est pourtant clair depuis longtemps et n'a qu'un souhait : vivre un essor social, économique soutenable mais sobre et respectueux de la vie sous toutes ses formes au bénéfice inconditionnel et non négociable de la population, dans un esprit de justice, d'équité et de paix. Cela ne se peut qu'à la condition que le peuple reprenne au moins une partie de ce pouvoir qu'il n'a que trop délégué en totalité aux nantis. Nous en donner les moyens pour y parvenir constitue l'un des impératifs de notre temps, dont l'insurrection intelligente et constructive n'est pas le moindre, décidément trop dominé par l'argent, les armes, la soif de pouvoir et les revendications dogmatiques. Il ne sera pas ici question d'analyse historique ou économiste profonde à propos des tenants et aboutissants de la démocratie, mais un ensemble de réflexions susceptibles de venir en aide à qui souhaite comprendre les raisons pour lesquelles en politique, rien n'a vraiment changé, malgré les successions d'élections.

Comprendre pourquoi nous ne sommes pas en démocratie n'est pas difficile. La politique non plus n'est pas aussi difficile qu'on se plaît à nous le faire croire. Mais elle est certainement complexifiée à outrance par des manœuvres hypocrites dont l'origine élitiste se situe au sein d'intérêts privés n'ayant guère de points communs avec la démocratie. Pourvus d'éléments éclairants sur l'état de santé de notre régime, nous comprendrons combien nous partageons le même intérêt à nous impliquer, à ne plus être effrayé par

l'ampleur du chantier, à nous atteler en permanence dans la défense active de ce que nous ne pratiquons toujours pas, à savoir une démocratie de bon aloi, vécue, contrôlée et protégée en qualité de citoyens égaux et libres... ce que nous avons toujours trop cru être jusqu'ici, mais qui n'est qu'une vaste tromperie. D'ailleurs, tant que rien ne change de par notre volonté, nous ne devrions plus utiliser le terme « démocratie », mais lui préférer « système représentatif », parce que le système représentatif est le principe autonome que nous subissons : celui d'une élite qui craint plus que tout de perdre ses prérogatives et le « désordre » que figurerait - selon elle - l'exercice d'une démocratie qui aurait pour socle une constitution pensée et écrite par une assemblée constituante exclusivement composée de citoyens volontaires, tirés au sort.

En matière politique il n'y a pas de fatalité, il n'y a que la valeur, que l'honnêteté des choix qui doivent être faits dans la perspective du bien commun.

De l'inertie à l'éveil

L'indifférence c'est la perfection de l'égoïsme.

Gr. Greene

On ne soigne pas le mal en détournant les yeux, en ne se bornant qu'à atténuer la douleur ou en ne s'en prenant qu'aux seuls symptômes. Cela peut sembler une évidence. Pourtant, nous sommes pratiquement tous conditionnés par des mots tronqués, vidés de leur substance originelle. Nous nous contentons de ces ersatz au même titre que l'illusion de notre prétendue égalité politique, dont l'appellation très contrôlée ne vaut pas démocratie, puisqu'il ne s'agit que d'un miroir aux alouettes. Pour provoquer notre sursaut, il faut, comme dans la lutte contre un incendie, attaquer au ras des flammes, à la base, à l'origine de nos perceptions, aux éléments qui engendrent et prolongent la fumisterie légalisée qui est la marque de fabrique capitaliste de notre régime politique. Mais ôtons-nous immédiatement d'un doute et disons-le tout net : ce régime n'est pas le nôtre, il est celui de nos gouvernants, conçu par d'ultra-riches qui usent des soi-disant représentants du peuple comme ils le feraient de pantins. Les uns étant esclaves des autres et vice-versa. Jusqu'il y a quelques années, je nourrissais la conviction que seul le travail sur soi, le dé-

veloppement personnel constituait l'un des moteurs psychologiques capable de provoquer un changement de mentalité général, vecteur d'une refonte de la société. Comme tout un chacun, formaté depuis l'enfance j'étais entièrement acquis à la confortable idée que mon existence bénéficiait des bienfaits d'un régime dit démocratique, allant jusqu'à apprécier que ce leitmotiv soit dispensé jusqu'à plus soif et en toutes occasions par des politiciens dont je ne soupçonnai pas encore le dévoiement. Comment eut-il pu en être autrement, tant il est vrai que leurs turpitudes n'apparaissent pas d'emblée sur l'image digne et propre qu'ils se plaisent à nous offrir ? Bon an mal an, au gré de certaines « affaires », de l'une ou l'autre coalition indésirable je me contentai de maugréer sur les déplorables effets d'une politique toujours semblable à elle-même. Et si j'allais, comme tout un chacun, jusqu'à en conspuer généreusement tel ou tel représentant indélicat, cela ne me semblait pas tirer à conséquence. C'est que je ne pouvais comprendre en quoi j'en étais, au moins pour une part, à la fois responsable et victime tout comme mes contemporains.

Depuis, par l'effet d'une saine curiosité, j'ai connu l'instant premier du changement radical de mon point de vue à l'égard de ce que la sphère politique nous fait vivre, nous donne à subir. Ainsi s'est imposée en moi l'évidence que, depuis un bon moment déjà, si notre société sait parfaitement qu'elle prend eau de toutes parts elle n'en continue pas moins à poursuivre son travail de sape. On ne s'en alarme guère, sinon pour la forme, puisque, remarquez : tout fonctionne, malgré tout. Si les rouages

de la machine grincent bien un peu, néanmoins ils tournent, et cela en dépit des grèves, des délocalisations, des coups de gueule, du chômage exponentiel, des attentats, des magouilles boursières et autres corruptions et abus de pouvoir. Oui, la fuite en avant se poursuit, malgré l'impunité scandaleuse dont bénéficient les membres d'un suprême pouvoir qui ne brille pas par son désintéressement, pas plus que les *banksters* qui lui sont étroitement associés. Le répertoire des pratiques douteuses de nos représentants est connu de tous, et nous pouvons être certains que l'on ne nous en révèle que la faible part qui parvient à remonter jusqu'aux médias. Ainsi on n'étonnera plus grand monde en affirmant que les plus riches ont le plus grand intérêt à maintenir des complices à la tête d'un électorat de consommateurs distraits, de travailleurs harcelés, éreintés ou laissés pour compte pour être encore suffisamment curieux des affaires de l'État.

La population d'aujourd'hui n'a que les élections, que les grèves, les pétitions ou la rue pour espérer se faire entendre. Si les réseaux sociaux ont quelque peu modifié cette donne, il demeure qu'auprès de sourds, aucune doléance n'a de chance d'engendrer la réaction attendue. La preuve est désormais faite depuis longtemps qu'une fausse démocratie fonctionne aussi bien qu'une vraie dictature. Alors, avons-nous de si bonnes raisons de nous plaindre ? Assurément. Sous la parure vitrifiée et sans âme des cités d'argent, parmi les contingents de pauvres, dans les coulisses de la corruption et des prérogatives frauduleuses, dans les méandres des injustices et du pro-

fit, la rouille de l'inertie politique citoyenne a considérablement rongé la démocratie. Le mal gagne, même si la colère ne dort plus que d'un œil. Désormais elle veille en permanence. Mais, puisqu'il est dit qu'aucun régime politique ne saurait prétendre à la perfection, et qu'il faut bien qu'un système, aussi cynique soit-il, fonctionne, faut-il pour autant nous contenter d'un succédané de démocratie en nous confortant dans l'idée que ailleurs c'est peut-être pire ? Non. Et pas question d'adhérer, avec Ruy Barbosa, à l'optique selon laquelle *la pire des démocraties est de loin préférable à la meilleure des dictatures*, car s'accommoder du présent c'est accepter les malfaçons, les injustices du moment en ne se souciant guère de ce qu'elles représentent pour le futur. La politique du court terme contient toujours les germes de sa rapide disparition. Et le temps d'une république, d'une dictature étalée sur une génération, c'est très court à l'échelle du temps universel.

Retenons d'abord et surtout qu'il ne saurait y avoir de bonne dictature et qu'ensuite il faut savoir quel type de démocratie vaut la peine qu'on engage une lutte, sachant que la pire des démocraties est déjà en soi une forme de dictature, et que la meilleure démocratie est encore à venir. Durant ma période d'insouciance politique, engagé comme bénévole au sein de diverses associations engagées dans la défense de l'environnement, les échanges de services gratuits ou le commerce équitable, je demeurai néanmoins politiquement indifférent, pour ne pas dire léthargique. Mon parcours ressemble étonnamment à celui de bon nombre d'entre-nous qui, durant tout un temps

de leur vie perdent de vue le problème central, originel, vecteur de tous ceux qui lui sont subordonnés et qui ne nous laisse que nos yeux pour pleurer : notre absence de réelle liberté de décider de notre vie. Impossible pourtant de considérer, l'esprit serein, la masse d'abus en tous genres qui caractérise la mécanique politique dont usent nos gouvernements successifs, prodigues en ces « vertus » que nous vaut l'ultralibéralisme. Cette violence de riches réussit adroitement le fameux tour, que nous connaissons bien, celui des élections : une illusion de pouvoir décisionnel qu'octroie généreusement le gouvernement par le biais du choix de candidats déjà au pouvoir. Et regardons-les sourire dans les médias et sur leurs affiches, ils ont de quoi, face à des idiots (du grec *idiôtes* : homme vulgaire, sot, qui ne participe pas à la vie politique.) comme nous qui leur adressons notre entière confiance.

Puisque durant trop longtemps j'ai négligé de chercher à savoir ce qui fonde notre impuissance et notre inégalité politique, ainsi que la manière d'en finir avec cette forfaiture, je ne pouvais que pester, doté de mes œillères et surtout préoccupé de mes petites affaires privées, attitude « citoyenne » qui arrange bien nos dirigeants. A vrai dire, je m'agitais tel qu'ils le souhaitent, me contentant de consommer, de m'abrutir en des emplois stupides, des labeurs ingrats destinés surtout à enrichir toujours plus de riches inconnus, à les maintenir envers et contre tout aux gouvernes du pays. Et la paranoïa n'a pas sa place dans des propos, des ressentiments fondés sur l'observation, l'évidence frappante face à une réalité vécue sans à-priori, quoi que l'on puisse en penser. Puis, un jour

j'ai pris conscience qu'au sein des mouvements associatifs on se liguait discrètement en faveur de causes diverses, la plupart du temps avec des moyens réduits : droits des animaux, faim dans le monde, circuits courts de production alimentaire, commerce équitable, lutte en faveur de la simplicité volontaire, pour le revenu de base inconditionnel, contre l'accaparement des terres, contre la pauvreté, contre le racisme, pour l'essor du végétarisme, pour la liberté d'expression, contre le nucléaire,... Excédés par le délabrement social ou environnemental, les citoyens se mobilisent généreusement depuis des années, mais pour quel changement ? Toutes ces actions font la preuve que le peuple ne veut pas se satisfaire de l'inertie, du désintérêt ou de l'inaptitude des élus. Ces engagements tout à l'honneur de ces ligues de citoyens dignes de ce nom donnent la mesure de l'incapacité ou de l'absence de volonté des pouvoirs politiques à en faire autant, malgré qu'ils semblent détenir les pleins pouvoirs.

Étant plus jeune, je n'ai pu ou voulu développer de l'intérêt pour cette vie active, bourdonnante, pour ces groupements qui militent et développent de considérables sommes d'énergies. Depuis quelques années, ce qui m'a frappé, c'est que ces associations ciblent toutes un problème particulier, voire un ensemble de problèmes de société « cousins », mais de manière très dispersée, indépendante. Énormément de « doublons » et de dispersion d'énergie dans tout cela. Généralement, ces associations perdent de vue le caractère interdépendant, multifactoriel des problèmes auxquels elles s'attaquent avec un bel acharnement.

Pourtant, l'ensemble de ces louables efforts, pour exemplaires et stimulants qu'ils puissent s'avérer, ne saurait suffire à atteindre l'idéal de chacun de ces mouvements de résistance, pas plus qu'il ne peut laisser augurer un changement de société. Pourquoi ? Parce que ces actions ne tiennent pas suffisamment compte des tenants et aboutissants du délabrement socio-économique, ni des intérêts particuliers au sein de notre système politique. Ce qui peut se résumer au seul événement causal, au *Big bang* de notre déroute : une démocratie inexistante. Ce qui me fait dire, avec beaucoup d'autres, que les luttes entamées de bonne foi pour telles ou telles conséquences, elles-même dépendantes d'un vaste échec de sous-conséquences ne tiennent pas assez compte du problème initial, et par conséquent n'ont aucune chance de modifier le problème en profondeur.

C'est grâce aux travaux de certains chercheurs parmi ceux que j'estime les plus éveillés de notre époque et dont, je le souligne, je ne suis pas devenu le fanatique, que certaines évidences sur l'origine de maintes incohérences me sont apparues, sur le plan politique. Cette découverte en a occasionné une autre : ce que j'ai pu perdre comme nombre d'années en futilités. C'est ce qui se passe, lorsque, jeune adulte, on tente de se détourner du marasme et de la coercition d'une société sans pitié pour se jeter à corps perdu dans le sport ou les arts. Une espèce de tentative de fuite, en somme. Ce fut bel et bien mon cas. Aujourd'hui, je considère mes anciennes occupations d'un œil nettement plus critique, les jugeant en tant que pratiques très secondaires, même si elles m'ont

permis d'en arriver là où je suis. Sans doute parce qu'il m'a été donné d'observer que les passions qu'elles engendrent malgré l'honorabilité dont elles se prévalent, à juste titre ou non, se sont toujours révélées dramatiquement inaptes à bonifier un tant soit peu la nature humaine.

Si la sagesse populaire prétend qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire, tout de même, la précocité en matière d'éducation politique et citoyenne constitue un atout majeur qui permet de ne pas accepter comme étant normal un théâtre politique classique dont on nous fait subir les *remakes* truffés d'avatars à longueur de vie, et surtout de ne pas estimer plus normal notre dangereux désinvestissement politique par rapport à ce qui nous concerne au plus haut degré. Mais pour traquer les méfaits de la « novlangue », il faut se secouer les neurones. Notre décor politique paraît indéboulonnable : *Nul autre régime à part le nôtre, n'est envisageable, ni même souhaitable, ... Sans nous, ce serait pire...*

Ces fredaines-là nous ont été chantées sur tous les tons. Il faut reconnaître que pour ce qui est de nous informer en long et en large des principes de démocratie directe, délibérative, non représentative, du tirage au sort ou de la signification et de l'utilité d'une constitution, le ministère de l'Enseignement se garde bien d'en susciter l'éveil auprès des jeunes élèves, aussi bien en Belgique que sous d'autres cieux. Sans doute cette institution juge-t-elle plus prudent de faire ânonner à nos rejetons les bases d'une démocratie de pacotille pour manuels scolaires, prenant effet grâce à un droit de vote confortant

tout un chacun dans l'idée qu'il permet de participer au carrousel électoral, dont les complexes rouages équivalent à une science réservée aux élites. Celles-ci, paraît-il, n'ayant en tête que le bien de leur électorat. Quel lénifiant programme que celui qui insiste sur ce que cette démocratie-là représente comme véritable opportunité qui octroie « la chance de vivre en citoyens » grâce à un processus qui, sitôt venu l'âge de maturité politique, procure le droit de voter, moment essentiel au cours duquel nous avons la frêle et éphémère « liberté » de prendre une part active à la vie politique... soit une fois tous les quatre ou cinq ans. Douce illusion. Une fois débarrassée de ses masques, une fois nos yeux libérés de leurs œillères, la réalité est toute différente, qui creuse un gouffre vertigineux entre ce qui est et ce qui paraît.

Au fond de cet abîme grouillent tous les échantillonnages d'escroqueries, d'artifices rhétoriques, de quêtes compulsive du pouvoir, de manœuvres coercitives, de lois qui permettent aux élus de bénéficier d'un maximum de droits et d'un minimum de devoirs. Juste assez pour que le système fonctionne à leur avantage. Ainsi la liberté du peuple se résume-t-elle à pouvoir désigner ceux qui deviendront ses maîtres. S'il existe certainement des personnalités politiques intègres, elles sont minoritaires et ne le sont qu'un temps parce que le pouvoir suprême leur fait défaut. Mais - surtout - elles briguent le pouvoir. Et c'est bien là que se situe leur premier tort. Une fois au contact du pouvoir, les plus solides vertus ne résistent guère longtemps. Il n'est plus à faire la preuve que le pouvoir monte à la tête... et au portefeuille.

A tous les échelons, et tôt ou tard, les plus nobles qualités finissent par subir l'ivresse que procurent les moindres petits avantages personnels, les moindres petites faveurs, jusqu'à entraîner l'érosion des plus sincères déterminations. Parmi les oligarques, on se doit de faire corps, de se fondre dans le moule corporatiste, d'en adopter le langage, l'uniforme et s'abreuver à la coupe du Sacré Pouvoir à la santé de l'Empire. Si nul ne naît salaud, il peut facilement le devenir. Autrement dit, nous ne pouvons naître humanistes, altruistes, pas plus que démocrates, tant il est vrai que nous devons le devenir. Cet état d'esprit implique une nécessaire initiation aux sources d'informations les plus indépendantes qui puissent encore exister.

Lorsque nous prenons la peine de comparer le fonctionnement global de notre régime oligarchique avec les principes constitutionnels qui fondent une démocratie nous nous doutons que, dans le secteur de l'enseignement rares sont les enseignants qui respectent suffisamment leurs élèves pour trouver le temps et le courage de combler les lacunes éducatives relatives à la démocratie. Que ce soit en Belgique ou en France, cette matière se voit compensée par un programme de « sensibilisation civique » habilement expurgé de toutes vérités bonnes à dire. Ainsi, l'école, instrument d'État, évite soigneusement d'instruire ses futurs électeurs sur ce qu'ils sont réellement, de manière à ce que, plus tard, ils ne puissent se déployer dans la société en qualité de démocrates de pure souche. D'ores et déjà préparons-nous aux sarcasmes, car *les objections à la vraie démocratie proviennent*

toujours de ceux qui la craignent et/ou tirent profit de tout autre type de régime. Par rapport à la dispersion de nos énergies et de nos luttes, d'un point de vue général, constatons qu'en Belgique le réveil démocratique de la population n'est pas près d'avoir lieu, du moins dans un avenir très proche, même si des tentatives commencent timidement à voir le jour.

L'origine de ce phénomène met sans doute en cause l'apathie, la peur du changement, le fatalisme, la paresse intellectuelle, la perte de confiance en soi, le manque de conviction, ou l'absence de détermination... additionné à la panoplie distractive que l'État met en place, destinée à la « populace » afin de lui éviter de trop réfléchir aux origines de sa servile condition. La Rome antique s'en sortait très bien de la même manière. Et donc, ne sont guère légions les électeurs motivés qui développent une conscience de l'intérêt général, une vision lucide propre à comprendre l'urgence qu'il y a à refondre une fausse démocratie et une constitution illégitime qui engendrent un système électoral pervers.

Démagogie, dira-t-on. Même pas, car pas question ici de nier l'utilité des institutions ni de s'adjuger un quelconque pouvoir à titre personnel. Populisme ? Peut-être, mais alors certainement pas en cheville avec l'infréquentable extrême-droite, ni avec le vrai fascisme de l'« élite » de riches, de parvenus, d'esclavagistes, d'exploiteurs qui n'ont pas à accaparer le pouvoir dans leur seul intérêt, ni à le maintenir entre eux de la manière que l'on sait. Car un pouvoir qui se veut humain, honnête et juste, « gagnant-gagnant », est un pouvoir en alternance

qui respecte le peuple et qui se partage équitablement. Cela se pense et se met en pratique avec l'accord et la participation d'un maximum d'acteurs égaux et libres. Pour y parvenir, il faut se mettre d'accord sur un fil conducteur : la constitution. Outrepasser cette incontournable étape revient à perdre son temps en discours inutiles, en vaines confrontations, en violences qui ne répandent rien d'autre que les graines de l'incompétence et retomber encore et toujours dans le cycle des haines et de la dictature. Lorsqu'on désire violemment le contraire de tout ceci, alors, certes, on n'est peut-être pas étiqueté populiste, mais au moins *facho* ! Encore que ces termes (comme raciste, antisémite, etc.) soient aujourd'hui utilisés à tort et travers jusqu'à ne plus rien signifier, face à la réalité, aux mensonges, à la mauvaise foi.

Sous peine de passer pour une flagrante farce, sinon une tyrannie, le pouvoir qui se prétend démocratique doit, en toute logique revenir à une majorité populaire, doit être contrôlé par elle et n'écarter aucune des couches sociales dans la gouvernance. Un pauvre n'est pas forcément un ignare, ne manque pas systématiquement de bon sens. Même un illettré peut percevoir la différence entre une escroquerie et une juste mesure, constater qu'en politique autant qu'en justice, il y a fréquemment deux poids et deux mesures, des favorisés et des exclus. Il sait aussi qu'il n'y a plus d'élite lorsqu'il n'y a que des pervers, des corrompus foncièrement anti-démocrates. Et que l'on ne vienne pas nous dire qu'ils ne s'aperçoivent pas que, de moutons, ils se sont transformés en loups !

C'est Rousseau, je pense, qui disait que nul n'est né l'esclave ou le maître de quiconque. Cette universelle évidence devrait suffire à remettre les mots à l'endroit. Entreprise ô combien difficile, sur une planète où sévit la langue de bois ! Aussi, disons le haut et fort : la démocratie représentative est le contraire de ce qu'elle prétend être, c'est une aberration, un abus de langage frauduleux, malsain, qui berne des millions de personnes, qui permet la non alternance, la non impérativité des mandats et l'irrespect des normes constitutionnelles. Il faut regarder en face, un peu partout en Europe, le phénomène terrible qu'est l'affaiblissement - autant dire le déni démocratique, qui impose, de force, à plus de 450 millions d'individus, des normes de travail et de vie qu'ils n'ont pas choisis. Cette sinistre farce, nous la devons à une minorité d'arrogants manipulateurs. Mais les victimes sont également fautives en cela qu'elles ne se sont pas octroyés les moyens de se défendre, de devenir d'efficaces contre-pouvoirs.

Tous les membres de cette Union ont été appâtés par des promesses intenable. Le piège a fonctionné - qui doit ravir le gouvernement des États-Unis, et il s'en suit des circonstances mondiales qui ne cessent de s'aggraver. Le pire est encore notre enlèvement dans la plus stupide, la plus avide consommation de biens et de loisirs, dans le morne repli égoïste, la recherche d'un confort sans joie, d'une indépendance de pleutres, et d'un profit qui ne s'appelle pas le bonheur. Avec une dépendance aussi mécanique que ridicule aux médias de masse, c'est bien suffisant pour provoquer notre cécité citoyenne, pour ne

plus oser nous ressaisir qu'à mi-voix dans des rangs de soumis, pour voter bêtement de mauvaise foi pour un régime qui nous détruit mentalement. Et c'est ce qui est en train de se produire. Beaucoup parmi nous, qui ont compris vers quoi nous fonçons en chœur, se résignent, ou espèrent un miracle, voire un soulèvement armé de la population. Mais un rapport de force ne mène qu'à la vindicte du pouvoir et à l'échec du soulèvement. A force de nous contenter d'attendre que le hasard nous ponde une espèce de Messie démocrate, le risque est grand de glisser sur la pente d'une démocratie à parti unique, calqué sur le modèle chinois. La voie en est déjà toute préparée. Dans le contexte hautement explosif de notre société, un réel changement n'a la moindre chance d'advenir que si un effort de masse se met en branle. Il faut évidemment avoir compris ce que la collectivité peut y gagner. En l'occurrence une justice, une égalité et une liberté qui ne deviennent plus leurs contraires dans le quotidien de chacun d'entre-nous.

Le sursis que semble avoir obtenu la Grèce, au lendemain des élections de janvier 2015, ne doit pas nous bercer d'illusion. La contre-offensive ne tardera pas. Rien ne dit que le seul parti Syriza, fut-il première force politique du pays, parviendra à remettre en cause la politique néo-libérale destructrice de l'Union européenne. Dans la joie de cette avancée, la Grèce prône une démocratie représentative, ce qui pourtant devrait lui apparaître comme une chausse-trappe. Ainsi le ver n'est-il pas près de sortir du fruit.

Alors que la Grèce fit jadis la preuve qu'elle a pu être à l'avant-garde de tous les régimes politiques du monde, on ne peut que déplorer son manque de clairvoyance alors que le moment est venu de renouer avec un passé bien plus créatif. Même si un peu partout les mouvements de gauche s'agitent mollement, même si les infectes pratiques financières de la nouvelle droite font de plus en plus la preuve de leur échec il semble que les mentalités ne sont pas encore assez éveillées à ce que nous allons perdre en persistant à fonctionner à partir d'un régime malade.

Car il s'agit bien d'une colossale arnaque que cette Union européenne qui a formé un vaste projet d'ingérence, de domination de 28 pays soumis à sa tutelle tyrannique. Et la crise induite par les plus riches d'entre les riches (qui ne sont qu'une minorité !) n'est pas pour autant terminée. En sortir impliquera même peut-être de quitter cette ingérable alliance avant que les choses s'enveniment encore plus. Pris à la gorge, les gouvernements ne peuvent plus continuer à accabler sans cesse des peuples qui n'en peuvent plus de s'être vus confisqués leurs souverainetés financières et politiques par une Union qui déstabilise la planète. Nous sommes de plus en plus nombreux à nous rendre compte du vaste piège qu'est en réalité l'Union européenne. Et nous devons être encore plus nombreux pour réveiller celles et ceux qui, dans notre entourage, ne s'en soucient nullement, ne voient rien venir ou s'obstinent encore et toujours à croire au Père Noël. C'est une immense chance que nous avons d'être encore entourés de personnes assez lucides qui ont

trouvé le courage de nous alerter. Aujourd'hui c'est devenu un devoir. Laurent de Sutter, professeur de Théorie du Droit, à la Vrije Universiteit van Brussel est aussi de ceux-là, qui ne craignent pas de nommer les choses par leurs vrais noms :

« Il est temps d'ouvrir les yeux : les autorités qui se trouvent à la tête de l'Europe incarnent un fascisme nouveau. Ce fascisme, ce n'est plus celui, manifeste et assumé, qui a fait du XXe siècle l'un des grands siècles de la laideur politique, il s'agit plutôt d'un fascisme mou et retors, dissimulant ses intentions mauvaises derrière un langage qui se voudrait de raison. Mais la raison que manifestent tous ceux qui, aujourd'hui, se trouvent forcés de discuter avec le Premier ministre grec, Alexis Tsípras, est en réalité une raison délirante. Elle l'est sur plusieurs plans. Ce délire généralisé, que manifestent les autorités européennes, doit être interrogé. Pourquoi se déploie-t-il de manière si impudique sous nos yeux ? Pourquoi continue-t-il à faire semblant de se trouver des raisons, lorsque ces raisons n'ont plus aucun sens – ne sont que des mots vides, des slogans creux et des logiques inconsistantes ? La réponse est simple : il s'agit bien de fascisme. Il s'agit de se donner une couverture idéologique de pure convention, un discours auquel on fait semblant d'adhérer, pour, en vérité, réaliser une autre opération. Comme je l'ai suggéré plus haut, cette autre opération est une opération d'ordre : il s'agit de s'assurer de la domestication toujours plus dure des populations européennes – de ce qu'elles ne réagiront pas aux mesures de plus en plus violentes prises à leur rencontre. Des gouvernements qui se prétendent démocratiques ont été élus par les différentes populations européennes – mais ce sont des gouvernements dont le

programme caché est tout le contraire : ce sont des gouvernements qui souhaitent la fin de la démocratie, car la démocratie ne les arrange pas. Tout le reste n'est que prétexte. Or, ce que le nouveau gouvernement grec tente de réaliser, c'est réintroduire un peu de réalisme au milieu de l'invraisemblable délire politique, économique et rationnel dans lequel baigne l'Europe – donc un peu de démocratie. Mais, ce faisant, il rend apparent l'ampleur de la crapulerie régnant dans les autres pays du continent – et, cela, on ne le lui pardonnera pas. » (extrait d'un article paru en février 2015, dans « Libération »)

Et aussi, lorsqu'on nous dit, en Belgique ou en France, que nous risquons de subir le sort de la Grèce, pourquoi continuer à faire la sourde oreille, à nous vautrer dans une routine politicarde, dans une fainéantise citoyenne, un communautarisme frileux, la course au gaspillage de notre intelligence à travers moultes imbécillités qui nous détournent de l'essentiel ? Ce ne sont pourtant pas les veilleurs qui manquent pour nous alerter. Par exemple, Véronique Langlois et Xavier Charpentier s'apprêtent à publier :

« Dissonances. Quand les classes moyennes parlent de la France d'après le 11 janvier, deux ans avant 2017 », une étude menée durant la campagne des départementales, auprès de 190 Français des classes moyennes âgés de 18 à 65 ans. Des 1.220 contributions récoltées en ligne, se dégage une vision âpre et sans concession de la réalité. Et une grande frustration après un scrutin départemental où les électeurs ont jugé leur choix contraint entre contenir le FN ou punir le gouvernement.

Trois dissonances majeures émergent de cette étude, dont l'intensité a surpris ses auteurs. La première : entre ce que ces Français vivent - une aggravation de la situation de précarité et une France qui continue de glisser dangereusement, d'une façon que certains jugent désormais irréversible - et le discours ambiant autour de la reprise économique qui serait là, mais qu'ils ne ressentent pas. Autre fossé : entre la gravité des citoyens et le manque de sérieux des élites, avec un débat politique sans projets et concentré sur quelques personnalités dans la perspective de 2017. Est également évoqué le sentiment d'un déni de démocratie chez des Français qui considèrent que les élus ne remplissent pas le mandat pour lequel ils ont été élus et, même, qu'ils sont carrément des obstacles aux changements urgents que la situation exige. » (source : Libération, 5 mai 2015)

C'est dire qu'aux mouvements de mécontentement qui enflent un peu partout, nous aimerions voir s'associer à eux des collectifs s'attelant à reprendre le pouvoir par le biais d'une démocratie désinfectée. C'est la seule thérapie susceptible d'enrayer la peste ploutocrato-oligarchique répandue par une Union européenne au sein de laquelle la Grèce - à l'instar de tous les pays membres, doit cesser de se soumettre, tel un mauvais élève, à une autorité arbitraire qui mise tout sur une folle exploitation de la planète, sur l'exploitation des populations, et une croissance qui est bel et bien *le* problème, *pas* la solution. Quelles que soient leurs intentions, les mouvements philosophiques, culturels, politiques, éducatifs et même environnementaux devraient se sentir concernés au plus haut degré par la problématique démocratique. Celle-ci

devrait être au centre des sujets de conversations et fonder la base des résistances. Nous devrions nous y entraîner sans plus attendre, en commençant par puiser la matière de nos enseignements ailleurs que dans les grands médias et y perdre notre temps en nous abreuvant de stupidités *people*. Au contraire de sa pâle imitation, la vraie démocratie institue et défend des valeurs universelles qui n'ont rien en commun avec une « logique de marché », une « compétitivité économique », une « régulation des ressources humaines ». La démocratie de souche athénienne dans son usage adapté à notre société d'aujourd'hui, défendrait tous les individus contre les abus occasionnés par l'élite. S'il existe véritablement une élite qui mérite de siéger aux plus hauts postes de l'État, Il n'en demeure pas moins impératif qu'elle demeure sous le strict et constant contrôle du peuple. Mais nous n'en sommes pas là. La prétendue élite qui nous gouverne mais ne nous représente en aucune façon, est un club de diplômés, de boursiers, de carriéristes, d'aristocrates, de spéculateurs, de magistrats, tous intéressés à une constitution qui garanti l'essor de leurs intérêts personnels, en annulant toute tentative d'édification d'une effective égalité inter-citoyenne. Cette élite-là est coercitive, c'est une volonté forte au service des intérêts particuliers. Or, *la loi du plus fort n'est pas une loi, ce n'est qu'un moyen de prédation*, dixit Étienne Chouard. Le perpétuel défilé des gouvernements fait la preuve de l'incompétence du système qu'ils tiennent évidemment à conserver au prix de leur corruption et d'une maltraitance sociale et économique.

L'incompétence de ce système usé prend naissance au sein des partis, plutôt accessoires, et fait la preuve que le bien de tous n'entre pas réellement dans leurs programmes respectifs, en dépit des apparences. Tout est conçu par les tenants du pouvoir, à partir de ce qui n'est rien d'autre que *leur* constitution, pour que rien, ou si peu, ne change, en matière de justice, de liberté ou d'égalité. Dans ce cas, il faut être naïf (ou soi-même intéressé par le pouvoir !) pour croire encore à la validité du « devoir électoral ».

Celles et ceux qui ont préparé et organisé la révolution ne l'ont pas menée pour que leurs sacrifices soit récupéré par des fourbes, des truqueurs, des esclavagistes qui font du travail, selon leurs principes pervers, l'essentielle finalité de l'existence pour celles et ceux qui leurs assureront le pain, le luxe et les privilèges : *Un pays bien organisé est celui où le petit nombre fait travailler le grand nombre, est nourri par lui et le gouverne.* (Voltaire). Eh oui, ce ne sont jamais les mêmes qui font la révolution et qui enferment ensuite le peuple dans des lois qu'il n'a ni votées, ni écrites ! *Empêcher les abus de pouvoir, la course à l'élection ne se peut qu'à partir du contrôle de toutes les décisions, qui ne peuvent en aucun cas s'écarter de l'intérêt général.* Le principe de tirage au sort - qui est un moyen, non un but en soi, empêche tout conditionnement de la population, celle-ci conservant les mains sur les commandes de la société. La transparence est la marque de fabrique d'un système antique qui a fait ses preuves et dont les élus ont tout à craindre. C'est la raison pour laquelle ils ironisent ou tentent de démontrer les failles du systè-

me athénien. Certes, rien n'est parfait, mais entre un régime qui n'est qu'une colossale usurpation et celui qui ferait la preuve du respect de la collectivité, quels sont celles et ceux qui choisiraient le premier sinon... les pervers, les calculateurs, les hypocrites dont les prototypes infestent tous les secteurs de la vie publique et dont nous subissons tous les petites dictatures ? Puisqu'il est avéré que l'on trouve toujours et partout des individus prêts à mal faire, il faut trouver le processus qui les empêche de nuire. Mais c'est bien sûr ! Ce moyen existe depuis des siècles, mais il a toujours été occulté par la « classe dominante » : c'est la démocratie.

Seulement, limiter un pouvoir cela ne se peut qu'au moyen de la force (le pire et le plus injuste des moyens) ou de textes de lois. Encore faut-il que ces lois ne soient pas écrites par ceux qui les auront conçues pour se protéger. Or, c'est bel et bien ce que sont nos constitutions ! Les lois devraient être écrites par une assemblée constituante non élue, donc tirée au sort, qui soit garante de son intégrité morale et de son indéfectible désintéressement au pouvoir. C'est un idéal dont il faut écarter les beaux parleurs, les meneurs, les apprentis-*Führer*... Car si nous songeons à une insurrection, refusons-nous de la concevoir autrement que pacifiste, et songeons à la protéger de toute récupération par les « nobles », les bourgeois, les grands industriels, les militaires ou les fanatiques, comme hélas le sont la plupart des révolutions, nous en avons encore eu l'exemple avec le *Printemps arabe*, dont l'échec ne peut que nous donner raison.

Pour Frédéric Lordon : *Les humains sont consubstantiellement assoiffés de chefs et auront toujours besoin de chefs et de les adorer. Or, cela tient au texte majeur qui institue l'ensemble des pouvoirs : si la Constitution était d'origine populaire, avec toute l'éducation, la rigueur qui précède cette démarche, nous apprendrions à nous méfier des chefs.* (E. Chouard.)

Ce qui est certainement le moins apparent, surtout par rapport à notre société occidentale industrialisée, c'est qu'en matière de gouvernance, contrairement à nos croyances, nous n'avons besoin ni de gourou, ni de leader autoritaire, pas plus que de parti unique tyrannique promoteur de goulags et autres séjours de reconditionnement ». L'origine de ce phénomène de tacite soumission est très certainement à chercher dans la *non-formation, la non-éducation. Personne, à l'école, ne parle de constitution, ne fait d'atelier constituant, ne lis Spinoza. Personne n'apprend à être démocrate, c'est à dire à être hyper-méfiant par rapport au pouvoir. C'est pour ça que les humains, partout et toujours, sont à la recherche d'un chef.* (E. Ch.)

Pour illustrer ce propos, voici un extrait d'un ouvrage de Pierre Clastres* qui nous éclaire quant à la notion et au statut de « chef » dans des situations bien réelles car, en effet, d'anciennes peuplades ont fait la preuve que l'on peut vivre en communauté sans chef, au sens où nous l'entendons habituellement :

* « *La société contre l'État* », pp. 26-27, éditions de Minuit.

(...) A les considérer selon leur organisation politique, c'est essentiellement par le sens de la démocratie et le goût de l'égalité que se distinguent la plupart des sociétés indiennes d'Amérique. (...) A un esprit formé par des cultures où le pouvoir politique est doué de puissance effective, le statut particulier de la chefferie américaine s'impose donc comme de nature paradoxale : qu'est-ce donc que ce pouvoir privé de moyens de s'exercer ? Par quoi se définit le chef, puisque l'autorité lui fait défaut ? Et l'on serait vite tenté, cédant aux tentations d'un évolutionnisme, plus ou moins conscient, de conclure au caractère épiphénoménal du pouvoir dans ces sociétés, que leur archaïsme empêcherait d'inventer une authentique forme politique.

Résoudre ainsi le problème n'amènerait cependant qu'à le reposer d'une manière différente : d'où une telle institution sans « substance » tire-t-elle la force de subsister ? Car, ce qu'il s'agit de comprendre, c'est la bizarre persistance d'un « pouvoir » à peu près impuissant, d'une chefferie sans autorité, d'une fonction qui fonctionne à vide. (...) 1° Le chef est un « faiseur de paix », il est l'instance modératrice du groupe ainsi que l'atteste la division fréquente du pouvoir en civil et militaire. 2° Il doit être généreux de ses biens, et ne peut se permettre, sans se déjuger, de repousser les incessantes demandes de ses « administrés ». 3° Seul un bon orateur peut accéder à la chefferie.

Ce schéma de la triple qualification nécessaire au détenteur de la fonction politique est certainement aussi pertinent pour les sociétés sud que nord-américaines. »

Ceci peut sembler anecdotique, mais il révèle combien la notion de pouvoir peut trouver de modulations insoupçonnées et permettre à de petites communautés de survivre de la sorte parce qu'elles ont mis au point un régime politique qui convient à l'ensemble de ceux qui choisissent d'y vivre selon ces prescriptions. L'attrance pour le chef, vis-à-vis de tout qui fait autorité, rassure les bons gens quelque peu dépassés par la complexité politique. Perdant une grande part de leur objectivité, elles s'en remettent non plus à leurs propres réflexions mais à celles des candidats aux élections présentés par les partis. Plus on voit ceux-ci, plus les grands médias focalisent sur eux et plus ils paraissent vraiment importants, semblant incarner la pensée dominante, et moins la population réfléchit. On a pu en constater l'effet de masse délirant, avec le phénomène « Je suis Charlie », identique à celui de chaque campagne électorale ciblant, à peu de chose près toujours les mêmes depuis des années. Soit dans l'ombre, soit comme subalterne ou au gré d'affaires quelconques, ils ont déjà commencé à briguer le pouvoir. A force de tout faire pour l'obtenir, un jour ils finissent par entrer en scène. La relève étant ainsi assurée, le guignol peut continuer. Les gens admirent l'autorité que confère une « noblesse » de naissance, une aptitude à l'éloquence qui sait s'imposer, une formation scientifique ou autre qui passe forcément pour vraisemblable, alors que dans tous les milieux on trouve des faussaires, des escrocs, des menteurs, des hallucinés. Nous avons toujours été sensibles, sans doute trop, aux figures emblématiques, charismatiques, etc.

L'Histoire nous a appris qu'à de rares exceptions près elles connaissent la plupart du temps un sort funeste. Rien n'est plus aisé que de pointer sur de telles cibles une arme, qui sera portée par un « déséquilibré ».

C'est que la puissance attractive de l'argent, et du pouvoir enivrant qu'il engendre, entraîne la crainte de le perdre et donc des « agitateurs » de la trempe de Luther King, Mandela, Ghandi, Jaurès ,...) qui prônent une éthique sociale, la solidarité, la justice et la paix. Rien n'est plus facile pour les mafieux politiques de faire en sorte que soient écartés de la politique mondiale les apôtres du bien et de la concorde. Et s'il le faut, dépassés par une situation critique qui les menace, les gouvernants n'hésitent pas à fomenter un conflit mondial, faisant en sorte de tout détruire et éliminer un pourcentage « intéressant » des peuples afin de retrouver, après, des populations assagies prêtes à faire à nouveau tourner le système avec les bons vieux rouages de la soumission et une croissance renaissant de ses ruines. Heureusement qu'existent des hommes tels qu'Henri Guillemin pour nous apprendre à lire le passé entre les lignes, à débusquer les falsifications de l'Histoire et découvrir le machiavélisme immonde de cette poignée de riches qui ont trop à perdre et trouillent de lâcher les manettes de leur jouet-pouvoir.

Afin d'éviter toute répétition de ce type de scénario, un mouvement insurrectionnel ne doit surtout pas avoir pignon sur rue, ni parti, ni chef de file. Il doit agir dans la dispersion, l'incernable. Ce qui fait la force de ce principe c'est son aspect déroutant : on se fonde dans une masse

apparemment homogène, tel ces poissons groupés en bancs pour mieux se protéger. Puisqu'un requin de la finance ne saurait lâcher sa proie sur une simple supplique, voilà pourquoi le mouvement pour une nouvelle démocratie ne doit pas avoir de « Guide » proclamé, afin de faire autant d'émules que nécessite la situation, noyés dans le peuple pour y résister à tout propos, chaque jour un peu plus, partout. En fonctionnant tels des électrons libres, gravitant autour de noyaux interchangeableables, c'est par millions que nous finirons par comprendre que nous ne pouvons plus laisser des inconnus incompetents, pervers décider en toute liberté de tout ce qui concerne notre planète, notre vie et l'avenir de nos enfants.

Selon les plutocrates qui siègent loin de leurs parcs d'activités économiques et des quartiers miséreux, bien à l'écart du quart-monde, le peuple est jugé incapable de se prendre en charge lui-même. Il n'en a ni le temps, ni l'instruction nécessaire, ni même l'envie de prendre ses responsabilités puisqu'il s'en remet à la tutelle de souverains, de chefs de guerre auxquels il se soumet aisément. Mais qui berne, qui manipule, qui conditionne le peuple ? Sans doute cette affirmation révèle-t-elle en réalité que les dirigeants craignent surtout de voir leur échapper un pouvoir auquel ils tiennent plus que tout. Ne nous voilons pas la face : à leur place, il est fort probable que nous agirions de même, et c'est bien *pour cela* qu'une vraie démocratie institue de nombreux contrôles : *La démocratie n'est pas dans l'origine populaire du pouvoir, elle est dans son contrôle. La démocratie c'est l'exercice du contrôle des gouvernés sur les gouvernants, non pas une fois tous les*

5 ans, ni tous les ans, mais tous les jours. (Alain.) Une fois responsabilisés, convenablement informés des devoirs que les intérêts de la collectivité imposent, et de la manière de les gérer dans l'intérêt exclusif du peuple, riches et pauvres confondus, une grande majorité de citoyens serait parfaitement capable de gérer les affaires d'un pays. Les grecs de l'Antiquité l'ont démontré durant deux cents ans. Aucun homme politique, aussi intelligent, aussi logique et impartial soit-il, ne détient la science infuse. La succession de ses portefeuilles l'oblige à ne pas avoir d'autre recours que de s'associer le concours d'un contingent d'experts (d'ailleurs pas forcément fiables, parce que rarement indépendants dès lors qu'ils ont des intérêts personnels en cheville avec des élus, des industriels et autres banquiers opposés à certains accords.) Coup classique.

Les citoyens qui parviennent à ne pas s'abandonner à l'indifférence, l'individualisme et à la superficialité sont aptes à avoir conscience des problèmes majeurs de notre société, à faire la part des priorités à dégager, et se révèlent capables de délibérer intelligemment de la qualité des solutions potentielles, autant que de la mise en œuvre à organiser. Ceux-là sont compétents pour déceler les travers d'un gouvernement alors même que celui-ci s'obstine dans ses fourvoiements. On se doute que pour ce qui est de céder leur pouvoir au peuple, les ploutocrates ne veulent pas en entendre parler, parce qu'ils craignent le peuple, et avec raison, car ils ne peuvent ignorer qu'au sein d'une vraie démocratie ce sont les citoyens qui font respecter les règles de la constitution

pensée et écrite par eux, ainsi que l'exige une vraie démocratie. Un tel revirement de situation serait à leur total désavantage et se traduirait par une fulgurante et impitoyable mise au rancart. Fini la *dolce vita* : l'ostracisme au bout de la corruption, révocation définitive avec sanctions à l'appui ! Tout ceci pour dire que les citoyens bien préparés et organisés, soutenus et sérieusement contrôlés, empêchés d'être tentés par la corruption ou la prise de pouvoir seraient tout à fait aptes, s'ils étaient placés dans un contexte efficace, à prendre le temps nécessaire à la gestion et à la validation des décisions concernant le pays, cela de manière aussi concluante que les élus. En responsabilisant les citoyens, ceux-ci peuvent retrouver la confiance en eux et ne plus perdre de vue que, sans contrôle, un pouvoir ne peut que dériver s'il n'accepte pas d'être passé à la loupe des citoyens. Au contraire, de par l'autorité et les moyens que leur confère une anti-constitution, les élus, bien à l'abri du contrôle se trouvent dès le départ et inévitablement sur la voie des abus.

Ce phénomène a pour résultat une majorité de problèmes sociétaux qui trouvent leur origine dans les conflits d'intérêts des délinquants en col et cravate, dénués de toute vergogne, de tout scrupules et ne craignant rien, la constitution leur octroyant les pleins pouvoirs. Le rapport qu'entretiennent les riches vis-à-vis de la nature est le même que celui qu'ils ont développé avec les hommes : marchandisation à outrance ou portion congrue à maîtriser par tous les moyens. Remarquez : que font les apiculteurs lorsqu'ils veulent s'emparer du miel

d'une ruche ? *Ils enfument les abeilles*. Que font les gouvernants retors lorsqu'ils souhaitent demeurer au pouvoir par des moyens non démocratiques ? *Ils enfument leur électorat...* C'est une tactique de prédateurs, et il ne faut guère être très sensibilisé à l'intérêt général pour être capable de reconnaître le panel d'injustices, le clan de mafieux que figure tout pouvoir de type oligarchique. Ni dupes ni soumis, pas plus qu'idéalistes benêts, les électeurs bien éveillés sont parfaitement aptes à comprendre le bon sens qui étaye le projet d'une démocratie revue, corrigée, ajustée à l'aune de la Vertu.

D'expériences de démocraties participatives ou directe il en existe plusieurs exemples qui connaissent une belle impulsion dans diverses régions du monde : au Venezuela, en Irlande, en Suisse, en Islande, en Espagne, tous lieux du monde où l'imagination, le courage, la confiance attendue dans le peuple ne sont pas de vains mots. Toutes les expériences tentées à ce jour ont, en partie ou en totalité, porté leurs fruits.

Ces pays ont fait la démarche novatrice en mettant en pratique des principes de contre-pouvoir avec un succès qui demeure trop peu relayé, évidemment, par des médias qui font partie intégrante du système de domination, puisque achetés et contrôlés par de gros industriels et ont donc une couleur politique en rapport avec leurs propres intérêts. Journallement confrontés aux grands médias, nous devons sans cesse demeurer vigilants, traquer le mensonge, la forfaiture, car l'information toxique qui en émane ne peut qu'être délibérément partisane, déformée, manipulatrice.

Frédéric Rognon, à propos de Jacques Ellul (voir le site de l'association), le souligne :

« Aujourd'hui, la politique s'appuie sur l'opinion publique. Mais cette opinion publique vit dans un univers totalement fictif, peuplé de faits qui n'ont aucune objectivité : un univers psychologique et verbal, un univers d'images sans aucun lien avec le monde matériel, pure création des médias. On peut ainsi monter de toutes pièces des actes dramatiques à partir d'un incident mineur, et mobiliser l'opinion comme si cela était doté de la plus grande importance. C'est dans cet univers d'images que se développe la double illusion politique : d'une part l'illusion des hommes politiques qui croient pouvoir aujourd'hui modifier la réalité même par l'exercice du pouvoir spécifiquement politique, alors qu'ils sont impuissants face à l'appareil étatique, et d'autre part l'illusion identique mais inverse des citoyens qui croient pouvoir maîtriser et contrôler l'État par la voie d'une participation au jeu politique, en contrôlant des élus qui n'ont aucun pouvoir. Car les organes de la démocratie représentative ne servent qu'à avaliser les décisions élaborées par les experts attachés un État moderne est d'abord une énorme machinerie de bureaux.

Or, ces bureaux ont pris une vie indépendante, et à partir du moment où une décision est prise par un ministre, elle lui échappe totalement : elle circule dans les services, et tout dépend en définitive de ce que les circuits de l'administration vont en faire. Fréquemment, elle s'y épuise, non pas par volonté machiavélique de quelques-uns, mais du simple fait de la complexité inouïe de l'appareil bureaucratique. L'homme politique n'a aucun poids en face des bureaux, d'autant que ceux-ci savent parfaitement qu'il est incompetent : tous les dé-

crets qu'il signera, et tout ce qu'il dira dans ses discours publics et à l'Assemblée proviennent d'eux. Ce sont en réalité les experts techniciens qui ont le pouvoir de décision. Jacques Ellul franchit un seuil de radicalité en poussant à leur terme logique les conséquences de l'analyse qu'il vient de mener : le suffrage universel est finalement une illusion totale, puisqu'il consiste à faire participer l'ensemble des citoyens à ce qui n'est plus vraiment le pouvoir. Quant à l'engagement dans un parti ou un syndicat, il revient à démissionner de sa responsabilité individuelle, de sa liberté de jugement : l'engagement, c'est la mise en gage. Car ces organisations sont des « machines à fabriquer du conformisme ». Le lecteur pourrait s'imaginer que Jacques Ellul, compte tenu des conclusions de son analyse, prône la dépolitisation ou l'apolitisme. En réalité, son intention est différente : il s'agit de dépolitiser pour repolitiser, c'est-à-dire d'amener le citoyen dépouillé de ses illusions à une attitude vraiment démocratique, conscient de l'importance de changer de style de vie plutôt que de s'engager dans un mouvement partisan. Ces citoyens lucides seront ensuite capables de créer des points de refus et de contestation à l'égard de l'État, des groupes locaux susceptibles de se présenter comme un pôle de tension et de résistance en face de l'État. »

Ce pouvoir honni, dépolitisant, est aussi maintenu entre les mains d'un électorat désinformé, qui hisse sur les plus hauts degrés de la nation celles ceux en qui il place sa confiance, les yeux fermés. Aussi, même s'il est clair que nos gouvernants partagent une part de leur pouvoir avec leurs pourvoyeurs de fonds, on ne peut que contester leur semi-impuissance dès lors qu'ils demeurent volontairement sourds, indifférents, méprisants au vu des

revendications émises par des centaines revendications, de groupements qui parviennent à mettre le doigt là où il faut, là où siègent les travers et à démontrer l'évidence de l'inaptitude ou du refus délibéré des élus à mettre la société sur de nouveaux rails. Parallèlement, les sursauts imaginatifs, les appels à l'éveil et à l'insurrection se multiplient, témoin en Belgique, avec le mouvement *Tout Autre Chose* (www.toutautrechose.be) :

« Les idées de solidarité, de consensus et de concertation sont remises en question. Le seul horizon qui nous est désormais imposé est celui de l'austérité. Comme si, au nom d'une prétendue rigueur, il n'y avait d'autre solution que de rogner dans les salaires, les pensions, les services publics, la culture, la recherche scientifique, l'aide au développement... Comme si, au nom de la sécurité, il n'y avait d'autre choix que de diminuer nos libertés, de nous monter les uns contre les autres et de nous mettre sous surveillance.

Comme si, au nom de la sacro-sainte compétitivité, la seule option était de détricoter notre modèle social et de reporter à plus tard les défis environnementaux et climatiques. Comme s'il n'y avait pas d'alternative. Aujourd'hui nos gouvernants accélèrent la destruction de cette cohésion qui fait notre richesse, pour nous imposer la politique du fort qui écrase les faibles. Cette politique est injuste, ne fonctionne pas et nous entraîne dans une société de la violence. Injuste parce qu'elle frappe systématiquement les plus fragiles et qu'elle les stigmatise. L'allocataire social, le chômeur, le pensionné ou l'immigré sont soupçonnés d'abuser du système, voire d'en menacer l'intégrité. Injuste parce qu'elle ne s'attaque pas à la spéculation, la dérégulation de l'économie, l'évasion fiscale des

plus riches et l'augmentation drastique des inégalités. Mais aussi inefficace comme l'histoire le montre les politiques d'austérité échouent systématiquement à atteindre leurs prétendus objectifs. Les pays d'Europe auxquels on impose ces recettes s'enfoncent dans la pauvreté, les inégalités, voire la violence. Nous ne voulons plus d'une société qui a peur de l'autre, peur d'elle-même, peur de son avenir. Nous disons « stop » à cette marche en arrière ! »

On ne s'étonne plus qu'en matière de magouilles politicardes, la Belgique ne soit pas à l'abri de similaires problèmes à ceux que la France accumule. Problèmes tout aussi récurrents et non moins intolérables, au point que le nombre de personnes désireuses de vivre autre chose croît de manière perceptible. C'est dire que le moment de tous les dangers est venu. Mais c'est aussi l'occasion de réapprendre l'unité autour d'un projet démocratique d'un nouveau cru. Thème encore plus vital que celui de l'agroécologie pour les générations à venir, car, dans l'échelle des urgences, le succès de l'un dépendra de celui de l'autre.

Les meilleurs arguments, me semble-t-il, qui soient à même d'étayer une démocratie digne de ce nom mettent tous l'accent sur la stricte limitation du pouvoir des élus, ou des tirés au sort, la possibilité d'éradiquer le professionnalisme politique, puisque nous n'avons pas affaire à un métier, tout cela disparaîtrait, une fois instauré un système de rotation des mandats impératifs, des contrôles et des révocations possibles à tous les échelons. Idem concernant le refus de tout passe-droit, de tout cumul des mandats et la non-reconduction de ceux-ci, l'écri-

ture d'une constitution révisable à tout moment, la validation de toute loi par une assemblée de citoyens tirés au sort (donc surtout pas élue !), la réduction de toute velléité de corruption, la possibilité de permettre à tout volontaire de prendre part aux grandes décisions qui concernent son pays, son destin. Alors, qui viendra encore nous les briser, en parlant de complot, de fascisme ? Ceux qui ne comprendront jamais rien à leur intérêt qui doit être jumeau de celui du peuple entier. Tout ceci n'a rien d'irréalisable, excepté sans doute pour les fatalistes, puisque nous en avons le magistral exemple à partir de la démocratie athénienne. Ce modèle qui institue la séparation des pouvoirs, qui empêche tout représentant d'être à la fois juge et partie, qui évite tout conflit d'intérêt, même s'il titre ses 2.500 ans d'âge est extrêmement dérangeant pour les systèmes politiques qui lui ont succédé au fil des siècles.

Toujours est-il que l'usurpation du pouvoir doit cesser d'avoir cours, comme si aucune autre solution n'était envisageable qui fut à même de remplacer plus avantageusement la mise à sac des États-providence et de notre environnement par des visions économistes libérales. Nous ne pouvons plus nous satisfaire de déambuler sous les banderoles, de nous répandre en logorrhées furieuses, sarcastiques ou désabusées sur les réseaux sociaux. Si nous sommes volontiers plus actifs devant nos écrans, sur le terrain de la rencontre de vive-voix avec notre entourage immédiat, notre silence, notre apathie nous font courir les plus grands dangers en nous faisant perdre de vue que, pour les gouvernements :

« *La démocratie n'est plus une fin en soi. Elle n'est plus qu'un moyen mis au service du pouvoir, qui lui, devient la fin qui justifie tous les moyens, y compris la dénaturation et la destruction de la démocratie.* » (André Tolmère, « Manifeste pour la vraie démocratie », en libre téléchargement). Pour mettre à jour ce qui nous unit au lieu de ce qui nous divise, nous devons en priorité cesser de nous perdre en vaines diatribes et rester concentrés sur la source qui creuse le lit de nos problèmes. Autrement dit inutile d'élaguer, il faut s'attaquer à la racine. Ce qui m'a motivé dans ma démarche d'amateur, soucieux de me mêler de ce qui me regarde, et de participer à une bonne démocratie, c'est la prise de parole d'un des intervenants invités à l'occasion de la soirée inaugurale de la *(R)évolution du Mouvement Colibris*, en 2014, à Paris. Le Plan établi par ce mouvement citoyen propose un ensemble de projets et de méthodes chaque fois adaptées, pour parvenir à un changement de société. Il ne pouvait pas ne pas consacrer un pan de son programme au retour à une démocratie dont nous serions toutes et tous, à tour de rôle, les véritables acteurs, défenseurs et bénéficiaires.

C'est ce genre d'initiative cohérente, fondée sur des observations fiables et des expériences réussies qui devrait nous inciter à ne plus nous limiter à des coups de colère qui n'ébranlent pas le moins du monde les certitudes mal placées de trop d'économistes, fussent-ils nobélisés. Ce constat ne fait que refléter une tendance générale, tant il est flagrant que nous nous attardons en d'interminables diatribes à propos d'une masse d'effets, de sujets de société, durant lesquelles jamais nous ne

nous attaquons de front à la cause véritable de l'insuccès de l'ensemble de nos luttes, dans ou hors de nos associations, dans ou hors de nos syndicats ou partis, alors que nous devrions nous efforcer de nous mettre d'accord sur quelques principes de bases et ne pas tenter de hisser des problèmes de société au niveau de la constitution. Notre bonne volonté n'a d'égale que notre aveuglement. Aussi il importe que nous comprenions que ce sujet doit surplomber toute la politique, tous les projets qui concernent directement la société. Le thème de la démocratie doit devenir l'axe principal de nos préoccupations, ne plus être absent ni écarté d'aucune tribune, d'aucune de nos activités. C'est à une nouvelle forme de conduite de nos pensées, à un réajustement de nos pratiques de vie en société que nous devons conditionner notre esprit. En sommes-nous encore loin ? Manifestement, puisque nous nous contentons de lénifiantes ritournelles, de bavardages stériles, de slogans faciles et d'user d'un langage perverti et tronqué, toujours prêts à continuer à croire en l'utilité des partis, à voter pour nos maîtres, pour les mêmes illusions.

A l'origine de ce cercle vicieux il y a une part de naïveté due au manque d'informations de qualité, mais aussi un défaut d'imagination, de courage pour un novateur investissement en politique du peuple pour le peuple, par le peuple. Sans doute ces propos engendreront-t-ils de l'incrédulité, voire du scepticisme devant l'ampleur du défi. C'est qu'en Belgique, entre autres, perdurent encore les tabous de la constitution, du référendum d'initiative citoyenne, de l'obsolescence de la monarchie.

Rivé à des traditions discutables, nous ne pouvons croire que tout cela puisse céder la place à autre chose, pas plus que nous pouvions croire possible l'effondrement de l'URSS et le mur de Berlin démoli. Le peuple n'a pas suffisamment conscience de son potentiel créatif, alors que les oligarques n'en ignorent rien et font ce qu'il faut pour l'entraver au maximum. C'est ce qui les pousse, pour se protéger à s'allier à des industriels, à des banquiers, et à mettre la main sur les médias, histoire de morceler, de diviser, de désinformer et de mener la population par le bout de ses désirs et en la gavant de pain et de jeux. Ainsi détiennent-ils tous les moyens destinés à leur attirer les grâces et la soumission d'une armée de fonctionnaires. Au moyen de proclamations pompeuses, resucées, ils jettent sans cesse un peu de poudre aux yeux du peuple et lui balancent par la même occasion cette sorte d'extrême-onction que sont les élections qui signent la mort de sa liberté. Entre deux élections, le scénario est semblable à lui-même : on s'échauffe, on s'invective, on casse du sucre sur le dos des adversaires et l'on prépare le prochain scrutin. La routine est la sclérose de l'intelligence et la bêtise une matière inépuisable.

Durant ces joutes, personne parmi les électeurs ne remarque qu'à gauche autant qu'à droite ou au centre, on ne cesse de s'en prendre à une interminable chaîne de conséquences, jamais à celle qui demeure tapie dans une constitution dont les électeurs ignorent tout, sinon ceux l'ayant libellées à leur profit. Ainsi, les votants bernés ignorent qu'un contrat social n'a de valeur que s'il est un contrat passé entre tous les *citoyens*, non entre des gou-

vernants et des gouvernés. Ce qu'endure notre société et son système politique, avec sa domination de la finance qui apprécie surtout les consommateurs dociles et manipulables, ne peut demeurer du seul ressort des politiciens, fussent-ils démocratiquement, « lucidement » désignés - comme le furent tant de dictateurs d'hier et d'aujourd'hui, par l'entremise d'un savant endoctrinement populaire qui offre sur un plateau la souveraineté totale aux sélectionnés, afin qu'ils s'occupent de choses que le peuple pourrait fort bien gérer lui-même. La jeune génération ne devrait plus rien en ignorer, parce que :

*« La dictature parfaite serait une dictature qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader. Un système d'esclavage où, grâce à la consommation, et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude. »**

* Aldous Huxley, « Le meilleur des mondes ».

La Belgique dans l'Europe

Une Grèce peut en cacher une autre.

Les élections tuent la démocratie. En Belgique comme en France et ailleurs en Europe on ne songe plus qu'à l'austérité, à faire payer aux pauvres les bourdes des eurocrates. Aujourd'hui, en février 2015, on ne songe plus qu'à éliminer du paysage pseudo-économique une trentaine de milliers d'allocataires du chômage comme s'ils étaient responsables de l'inaptitude gestionnaire de nos représentants, pour lesquels bon nombre d'entre-eux ont probablement et naïvement votés. En plein délire « économique », en total abus de pouvoir et entière contradiction avec une démocratie vraie, on n'y rêve plus que de s'aligner sur la dictature antidémocratique européenne. Ce faisant, c'est tout l'Occident qui se saborde, et il ne pouvait en être autrement. C'était annoncé, cela se concrétise. Mais qu'attendons-nous pour passer aux actes insurrectionnels constructifs ? Les coups de boutoirs redoublés d'une Flandre vindicative, font que ce « pays » n'a jamais été aussi proche de son éclatement. L'unité chérie, tant chantée dans les écoles primaires jusque dans les années 60, censée réunir sous la bannière révolutionnaire de 1830 brandie par des citoyens libérés (guère pour longtemps !) s'est délitée jusqu'à tomber en ruine.

Libérés, les citoyens ? Certainement pas de la récupération immédiate, systématique de leur insurrection par les riches, au moment d'écrire la constitution. Un processus similaire à celui, en France, qui contribua à flouer les insurgés de 1789 qui voulaient se libérer de la monarchie, du clergé et de la noblesse, et qui se sont fait habilement bernés. Cela fait plus de deux cents ans que cela dure. Pour le dire tel que cela est, notre belge unité n'a jamais réellement vu le jour, excepté durant une quinzaine d'années, lors d'une scission entre les Pays-Bas majoritairement protestants, et des flamands et francophones majoritairement catholiques. Depuis, la situation économique et linguistique n'a cessé de s'envenimer. Lors de la création de la nation Belgique, au sortir de la révolution de 1830, le peuple est demeuré inexistant, comme à l'accoutumée, juste bon à suer en silence dans des usines, sur les labours, juste bon à donner ses enfants à trimer ou à faire étripier sur les champs de batailles, au nom de la mère patrie abrutissante. Mais pas question de l'impliquer dans la rédaction populaire d'une constitution qui ne devait servir qu'une autorité comprenant le clergé, la noblesse et la bourgeoisie.

Autrement dit, démocratie zéro ! D'ailleurs, pour couronner le tout, on parachuta aux belges un roi et une prolifique famille qui ne fut jamais qu'un marchandage intéressé entre gouvernants des pays voisins, auxquels les belges n'en demandaient pas tant. Le pouvoir était bétonné dans une constitution qui donnait les mains libres à des élus qui l'avaient rédigées, tout comme celle qui permet à l'Union européenne, aujourd'hui, une folle

compétition de tous contre tous. Depuis 2007, c'est-à-dire voilà déjà 8 années, l'Europe nous est apparue sous son vrai jour, et fait chaque jour la preuve qu'elle est le portrait craché de ceux qui l'ont construite à nos dépens : un monstrueux marché où, dans la cohue et l'agressivité du marchandage, une bande de mafieux véhéments vendent aux nations un système à multiplier les crises :

« Ce projet de Traité Constitutionnel Européen est le Traité de la Honte. Honte pour la démocratie et les Droits de l'Homme. Il institutionnalise les pleins pouvoirs des banques et des lobbies économiques, le dogmatisme du néolibéralisme, la centralisation du pouvoir et enfin, les injustices et inégalités du monde. Pour les auteurs de ce projet, la démocratie est réduite au caillou blanc et au caillou noir que le peuple peut déposer dans l'urne de temps en temps, et seulement pour exercer les pouvoirs que la ploutocratie veut bien lui laisser.

Dès le départ « la liberté de quelques-uns » s'est traduite par la « privation des droits du plus grand nombre » : les peuples souverains ne pouvaient pas choisir leur destin, et donc la plupart des peuples n'ont même pas eu le droit de s'exprimer pour choisir ou refuser cette nouvelle constitution. D'un coup de baguette magique, les Européens ont été dépossédés de leurs constitutions nationales pour un projet de société que l'Union Européenne leur avait concocté pour leur plus grand bien « Plus jamais de guerre entre nous ! » En réalité, la Constitution Européenne nous vient tout droit de Montesquieu : « La liberté est le droit de faire tout ce que les lois permettent. » L'Union européenne s'empresse donc de définir le cadre institutionnel dans lequel tous les peuples européens obtiendront des permissions... Et donc, elle nous annonce fièrement : « Voici

les lois fondamentales qui protègent les acquis de la ploutocratie. Pour le reste, votre avis, sera purement consultatif. » En effet, tous les ingrédients de l'institutionnalisation, et de la pérennisation des pouvoirs acquis sont repris dans ces « nouvelles lois fondamentales des peuples», des lois incontestables et des droits inopposables pendant plusieurs générations :

- (1) Contrôle absolu de la monnaie par la haute finance.*
 - (2) Ouverture totale et inconditionnelle des frontières.*
 - (3) Liberté totale de circulation des capitaux, ou plutôt liberté totale de circulation des liquidités spéculatives et destructrices à l'intérieur et à l'extérieur des frontières.*
 - (4) Mise en concurrence des travailleurs européens, entre eux et avec le monde entier : surtout pas d'harmonisation des législations sociales et fiscales.*
 - (5) Légalisation totale des paradis fiscaux et sociaux.*
 - (6) Supranationalité des décisions les plus courantes, et donc centralisation outrancière des pouvoirs au détriment des États des collectivités territoriales et des peuples.*
- (a) L'initiative des lois et décrets revient à la Commission (des non-élus).*
 - (b) Il existe un double système de décision par la voie des réglementations (le Parlement n'est pas consulté et aucun avis n'est publié dans le Journal officiel) et par la voie des directives (Parlement et publication au Journal officiel).*
 - (c) Le Comité des régions est purement consultatif ; les partis nationaux traditionnels sont dilués au sein des grands partis européens que les peuples ne connaissent même pas.*
 - (d) Les syndicats nationaux émargent dans de nombreuses instances consultatives (rien de plus). Bref, tous les pouvoirs de représentation sont dilués au sein d'une machinerie admi-*

nistrative omnipotente que les peuples ne peuvent ni contrôler ni influencer.

*(7) Reconnaissance officielle des groupes de pression organisés (lobbyings) : les grandes entreprises et la haute finance ont plus de pouvoirs que les peuples.**

La Belgique possède désormais son « mur », à la fois virtuel, géographique, linguistique et politique. Ce pays mouchoir de poche s'est scindé en deux moitiés rivales. Désormais, leurs élus respectifs, dans l'état actuel de leurs mentalités, de leurs projets, ne sauraient partager une commune destinée. Au nord le parti majoritaire se tourne vers les Pays-Bas, avec des rêves de germanisation. Au sud, on se regarde le nombril, on fait la roue et l'on ne se tourne que vers sa propre ombre qui se réduit à une peau de chagrin. Mais de part et d'autre on fait bonne figure et l'on sourit. Hypocritement. En maints domaines, la France, qui n'a pourtant rien d'un paradis économique ou social, pas plus que la Belgique n'est un pays de Cocagne (excepté pour les parvenus, sans doute) dixit l'ex-premier et peu regretté ministre Di Rupo, figure pourtant un des nombreux exemples à suivre en matière de réveil démocratique. Car, par rapport à l'Hexagone, le « plat pays » est à la traîne. Dans sa galère, celui-ci ne voit pas plus loin que le bout de ses petites luttes intestines, toute la clique des élus voulant arracher sa part d'un gâteau gouvernemental en butte au projet confédéraliste de la Flandre.

* *Junon Moneta (extr. de « Le néolibéralisme ? Un très vieux système... Pourquoi faut-il le combattre ? », Alter-Europa.*

Ce faisant, une grande majorité des quelques 43 % de francophones sont distraits et ne risquent guère de se former à comprendre que leur résignation, leurs fiévreuses joutes verbales ou leur indifférence font les beaux jours des oligarques néerlandophones qui les maintiennent aisément aux bancs de nage. La Belgique a probablement vécu, n'en déplaise aux pitoyables efforts consentis par une poignée de patriotards d'un autre âge pour faire croire à la viabilité d'une « nation belge » qui n'est plus que mots creux. L'avenir de la Wallonie réside sans doute du côté de la France. A ce sujet on se référera à quelques ouvrages : de Claude Demelenne *Pour ou contre la Belgique française*, au Cherche-Midi, de Jules Gheude *On l'appelait Belgique*, Paris, Mon petit éditeur, de Paul-Henry Gendebien *La raison et le cœur, oui à la France*, chez Mols, de Marc Ronvaux : *Français, Wallons, Manuel de survie*, chez Martagon, et l'on consultera les sites <http://alliancewalloniefrance> et www.gewif.net ainsi que le blog : *Debout la Wallonie française*.

Il y a fort à parier que le premier membre de cette union catastrophique qu'est l'Europe, mère de la religion Croissance, qui aura le courage de la quitter entraînera à sa suite d'autres nations qui ne demanderont pas leur reste. Sera-ce pour autant un drame ? Rien ne permet de l'affirmer avec certitude. D'année en année, cette Europe de comptables, de calculateurs, de créanciers fait la démonstration de sa fuite en avant, avec l'instauration du scandaleux déni de parole des populations des états membres. Comment, avec autant de pays, prétendre trouver des accords sociaux, économiques qui agréent tout le

monde ? Comment espérer que l'un d'entre-eux trouve assez de courage pour dénoncer les dérives anti-démocratiques qui sont le fait d'une mafia politique ? Comme convenu entre riches, entre vrais fascistes, l'Europe s'est dotée d'un simulacre de démocratie avec un Traité constitutionnel qui ne vise qu'à sanctionner les nations, en leur imposant des contraintes pharaoniques, une soumission quasi totale à des lois iniques. Cette Europe est devenue un cénacle de fanatiques de la dette, celle des peuples, bien sûr, pas celle créée de toutes pièces par nos experts et banquiers « intègres » et autres sycophantes en col et cravate. Au sein des frontières d'une Union de droite dure, américanisée, se fomentent la gabegie économiste, partout identique dans ses fondements, ses fonctionnements et ses résultats. Les populations ont été incroyablement idéalement manipulées pour croire aux idéaux de malfrats. Une poignée de loups les ont fait se précipiter tête baissée dans la nasse d'une prétendue Europe de la paix, d'une fausse Europe économiquement unie et puissante, et ils se sont empressés d'abdiquer leur souveraineté pour ouvrir leurs frontières aux rêves d'opulence, à l'Éden fédéraliste soi-disant protecteur pour, après quelques années de ce fieffé régime, vivre essentiellement l'emprise de l'impitoyable et impériale nouvelle droite, dont nous pouvons aisément subodorer les conséquences :

« La promesse d'une autre voie politique ? Par manque d'un fédéralisme comme nous l'avait enseigné Charles de Gaulle, l'Union européenne est une coquille vide qui se retrouve, de fait, soumise à la politique américaine. Cette Europe n'est en

*aucun cas cette autre voie promise aux peuples européens. Elle est même, au contraire, plus libérale que les États-Unis, ce qui ramène au constat brutal qu'une « filiale » fait toujours plus de zèle que la « maison-mère » ! Le rêve d'une vie meilleure s'est transformé en un cauchemar pour des millions d'Européens dont les pays sont devenus le terrain de jeu économique et politique des deux empires du moment que sont les États-Unis et la Chine.**

Confrontées au fiasco européen, les populations excédées n'existent ni dans leurs légitimes revendications, ni dans leurs accusations vis-à-vis des gouvernances qui font la preuve de leur incompétence en matière d'essor social. En l'absence de toute sérieuse sanction possible à l'égard des auteurs d'une Europe hautement manipulatrice, siège permanent d'une escroquerie institutionnalisée, le bon sens et la logique voudraient qu'elle ne dure plus longtemps : *La constitution programme l'impuissance des peuples. Ceux qui écrivent la constitution ont un intérêt personnel à ne pas écrire une bonne constitution, à ne pas programmer la puissance des peuples.* (Étienne Chouard).

Pour en revenir à la Belgique, dans ce panier de crabes, que deviendra la moitié francophone du pays lorsque, forte du mot d'ordre qui figure au fronton du parti d'extrême-droite flamande, le nord du pays réclamera son indépendance - ce qui ne devrait plus attendre encore des années, il semble y avoir là une opportunité à saisir pour

* Pierre Derain, « Les manipulateurs et l'Europe », p. 15, Mats éditions.

en finir avec une monarchie qui a fait son temps. Pour en finir également avec le nationalisme flamingant et permettre aux francophones de prendre leur destinée en mains, avec un courage et une clairvoyance politique qui leur a fait jusqu'ici défaut. Pourquoi pas en se tournant vers la France, puisque la Belgique aurait dû demeurer française, dès 1795, à la suite du Traité de Campo Formio. La Wallonie est à présent le terrain de jeu touristique des flamands, pourtant les mêmes qui hurlent ne plus vouloir d'une Belgique d'immigrés, de chômeurs et d'assistés. Les mêmes qui, n'étant plus à une contradiction près, imposent leur idiome dans certaines contrées d'une Ardenne belge aveugle qui applaudit au commerce que « cela » fait marcher. Depuis la création de la Belgique on ne voit rien surgir de lumineux, puisque le tunnel dans lequel elle s'est enfoncée s'obscurcit, se rétrécit de plus en plus. Pas de fumée sans feu, dit le dicton. Dans les coulisses de ce pays qui n'en est déjà plus tout à fait un, certains ne se cachent pas d'en attendre la franche et définitive déchirure. Et puisqu'il est dit que de deux maux il faut savoir choisir le moindre, nous pouvons y voir, non un drame mais surtout une occasion riche de possibles, et même une sorte de retour aux sources. Car l'idée d'un rattachement à la France trouve même son agrément au sein de certains membres de partis politiques, de manière discrète ou clairement assumée. Au moins un rattachement permettrait d'échapper aux empoignades communautaires, linguistiques et aux visions d'avenir incompatibles.

Cette alliance réunirait notre passé commun, historique, culturel, linguistique et artistique. Mais il est certain que ce genre de projet n'aura pas l'heur de convenir aux francophobes du nord, peu désireux de voir une France agrandie, désormais toute proche de leur frontière. Dans ce cas, parions qu'ils tenteront de faire admettre aux élus francophones que ceux-ci ont mieux à faire, « tout à gagner » en demeurant belges, et en faisant « raisonnablement » allégeance au lion des Flandres contre un reliquat de pouvoir à des niveaux sans danger pour le pouvoir flamand. Quant aux belgicains et monarchistes fanatiques, ils en seront pour leurs frais, car une famille royale à l'opportunité discutable, parfois généreuse en donations, sans doute (ne sombrons pas pour autant dans un angélisme béat, puisque, somme toute, jamais autrement qu'avec les deniers du peuple...) ne pourra, sans friser le ridicule, prétendre régner sur une Belgique réduite à la taille de la Wallonie, un mouchoir de poche qui, économiquement parlant, n'aurait aucune chance de prétendre figurer une espèce de doublon monégasque. Pour opérer un changement de société il faut du temps. Il faut s'y préparer sérieusement. Si une révolution doit à nouveau se déclarer - et un vrai changement en profondeur est à ce prix, ce ne sont pas les armes qu'il faut faire entendre, mais la voix de la raison par le biais de l'éducation populaire. Seule une révolte lente, silencieuse et discrète, fondée sur l'implication intelligente de tous les électeurs et de l'ensemble du secteur associatif, peut prétendre imposer peu à peu un changement vers la démocratie et donc une refonte de toute notre manière

de vivre. C'est déjà en train de se faire, notamment en France, et beaucoup plus timidement en Belgique, avec la création de nombreux mouvements de transition, de sobriété, de simplicité volontaire, de décroissance. Cette masse de personnes s'active avec un bon sens et un courage qui ne sont pas l'apanage des élus. D'année en année ils luttent pour obtenir le revenu de base inconditionnel, un environnement qui ne soit plus une marchandise, un choix de vie libre de tout esclavage, une politique que se réapproprierait le peuple, la souveraineté d'un appareil d'état qui ne serait plus étranglé dans l'étau européen, des modes de production et de consommation localisés, éthiques, équitables. Bref, un exemple de logique dont nos représentants se gardent bien de s'inspirer. C'est simple à constater : en l'absence de l'apport secourable des milliers d'associations exemplaires qui déploient de véritables trésors d'actions désintéressées, hautement bénéfiques à la stabilité de la société, celle-ci sombrerait rapidement dans le chaos. Une chose est certaine, une bonne part de la population ne prend pas le temps de s'informer autrement qu'en consultant à la hâte, d'un œil blasé, les médias de masse. Peu conservent un esprit suffisamment critique pour ne pas négliger d'autres sources d'informations, moins dépendantes du pouvoir. Les réseaux libertaires, révolutionnaires, ne perdent pas de vue que les médias sont les outils rêvés pour les manipulateurs, à leur tour manipulés par les gros industriels ou à la solde des partis majoritaires. Quantité de journalistes baignent dans cette mare aux illusions et infectent la population. C'est dire, il faut le répéter encore

et toujours, que ces moyens d'informations peuvent avoir une influence néfaste considérable, notamment lors des campagnes électorales.

En nous contentant du bruit de fond ambiant qui ne fait que nous décerveler, nous ne risquons pas d'inquiéter le pouvoir en place. La lumière que tentent de nous transmettre nos veilleurs demeure occultée dans leurs livres clos. Leurs voix sont muettes dans des ouvrages fermés pour cause de non-lecture. Les électeurs les plus éclairés savent que c'est par la réflexion, la rencontre et la recherche de débats constructifs avec nos proches, au niveau local, et aussi par la lecture que nous pouvons relever le niveau de conscience générale. La capacité de logique que nous pouvons développer, notre sens du bien commun, notre altruisme nous sont encore trop méconnus.

En abandonnant notre intelligence en pâture à la tonitruance médiatique et consumériste nous ne pouvons que nous résigner, subir un infantile fanatisme, une stupide haine, l'injustice d'un bout à l'autre de notre existence, alors que foisonnent les ouvrages instructifs, les conférences, les ouvrages, les vidéos, les formations qui peuvent nous faire comprendre ce que nous avons à perdre en nous immergeant quotidiennement dans la vacuité pour oublier un monde en proie à la folie de la cupidité, mais dont nous sommes, pour une part, responsables. Autrement dit un monde dément, dévoreur de vies, dont nous sommes les modeleurs permanents. Cette absence de temps dont nous nous plaignons à qui veut l'entendre, nous en sommes les seuls auteurs, car le mon-

de ne devient pas autre chose que ce que nous en faisons tous chaque jour. Donc, il peut aussi devenir le résultat de nos connaissances, de nos apprentissages, de nos sursauts de conscience. C'est en partie à cause de notre fuite dans une superficialité qui anesthésie notre intelligence que nous laissons les coudées franches au Pouvoir qui a de quoi ricaner, constatant combien nous lui donnons raison par nos manies, nos modes ridicules, notre assujettissement à une technologie qui nous est présentée comme le *nec plus ultra* du progrès, là où il n'y a que de faux besoins, aliénation et asservissement des mentalités, tandis qu'à chaque seconde ne cessent de s'enrichir des richards atteints de la maladie d'argent.

L'hagarde et morne servitude qu'engendrent les mirages de notre modernité ultra-consumériste, contribue puissamment à conforter les élus dans l'idée que nous ne sommes que de la grossière valetaille incompétente, tout juste bonne à demeurer dans les rangs d'une conformité d'usage et de langage, soumise aux lois créées à son expresse intention par quelques centaines de requins, et cela sans qu'elle ait voix au chapitre - ou si peu, si ce n'est histoire de sauver les apparences - en ce qui concerne leur approbation ou leur abrogation, puisque :

*« Si l'on traite le citoyen autonome comme du bétail électoral, il se comportera comme tel, mais si on le traite comme en adulte, il se comportera en adulte. »**

* David Van Reybrouck, « Contre les élections », éditions Babel, p.174

Oui mais, nos oligarques ne veulent pas régner sur des adultes politiques, mais bien des immatures politiques. Tout est savamment conçu par les nantis pour qu'il en soit ainsi. Il ne devrait pas falloir une vie entière pour enfin comprendre et changer cela. Comment incarner le meilleur de soi-même lorsqu'on n'est entouré que de gens qui se contentent de se plaindre, de déplorer le flux des taxes, la malédiction du chômage, qui n'échangent que des misères, mais jamais des solutions alors que le mécontentement est généralisé ? Pendant ce temps, le 7ème continent de plastique (cinq fois la superficie de la France !) enfle d'année en année de quelques kilomètres supplémentaires. Pendant ce temps on nous annonce la mort des abeilles (merci aux administrateurs, aux actionnaires, au personnel et aux clients de Monsanto, Syngenta et Bayer). On nous serine aussi qu'on ne pourra échapper aux centrales atomiques (et tant pis pour les risques que cela comporte et pour les déchets dont on ne sait que faire). On s'en plaint, sans plus. De toute façon, *c'est ainsi*, il faut accepter, parce que *c'est inéluctable, non ?* Puisqu'on nous le dit. Alors, tant que l'on peut se réfugier dans les loisirs polluants, onéreux, et tant qu'il y a les vacances, le Mondial, le Salon de l'auto, c'est que la galère peut continuer à voguer, et nous de ramer en chœur, non ?

Sic parvis magna dirait le sage. Bon, admettons. Sur une population de plusieurs millions d'habitants, lorsqu'on est une association reconnue d'utilité publique et que l'on recense quelques 8.000 ou mettons 15.000 d'affiliés,

cela demeure, à l'échelle planétaire, de l'ordre de l'anecdotique. Il en faudrait dix, cent millions de fois plus, et qui fassent *vraiment* leur part. Cela suffirait-il à supprimer tel ou tel problème auquel on s'attaque ? Au stade où nous en sommes, probablement pas. Le mieux consiste toujours à éviter l'apparition du problème en développant des aptitudes éprouvées d'anticipation. Chaque jour elle nous rappelle les leçons dont nous ne voulons pas tenir compte. Et nous perdons notre temps en palabres, à chercher qui a tort et qui a raison, qui sera massacré ou qui méritera nos louanges, qui gagnera plus d'argent ou qui doit avoir le pouvoir. Allons-nous toujours attendre la catastrophe pour nous impliquer enfin, parce que nous n'aurons plus rien à perdre ? Pourtant, *là où croit le péril croît aussi ce qui sauve* (Hubert Reeves).

Pour comprendre notre stagnation, nous avons intérêt à méditer une judicieuse réflexion, au fond déjà esquissée plus haut, remise à l'honneur par Étienne Chouard. Elle nous vient d'Hippocrate, médecin et philosophe grec, 460 av. J-C. En substance, elle peut se résumer à ceci :

« Tenter de soigner une maladie en s'attaquant à ses conséquences est inutile puisque, généralement, l'origine d'un problème est multifactorielle. Tout problème découlant d'un autre, trouve fatalement son origine dans une toute première cause, parmi l'ensemble des autres. Donc, c'est la cause de ces causes qu'il faut chercher pour éradiquer le problème. »

Nos générations d'élites n'ont jamais pu atteindre ce degré de sagesse et de clairvoyance ! C'est tout à fait le genre de propos que nous ne regretterions pas d'avoir en-

tendu dès l'école primaire. Si nous adoptons la manière d'Hippocrate pour cerner la cause initiale d'un problème, et que nous l'appliquions à notre démocratie représentative actuelle, nous mettrions rapidement le doigt sur l'origine première, sur cette fameuse « cause des causes », celle qui, dès le départ, gangrène notre régime : notre constitution. Simple, élémentaire, évident ? Pourtant, cela ne semble pas faire partie de la panoplie philosophie politique du vingt-et-unième siècle. A croire que les électeurs préfèrent se soumettre, renoncer à leur liberté, se décharger de leurs responsabilités et obéir à des maîtres, quitte à se répandre ensuite en grommellements maussades. Déficit de subsides, évaporation des membres, actions utiles mais sans grands effets, le projet de changement politique, dans maintes associations, ne trouve pas sa place, étant l'affaire exclusive - pense-t-on, des partis. Alors on abandonne la politique aux seuls politiciens, et c'est la pire erreur que nous puissions commettre, car tout oligarque constitue un danger potentiel pour le peuple. De rage ou par dépit, on tente une ultime « B.A. », en croyant en un nouveau parti qui va « tout changer », ou en entrant dans la défense de l'environnement ou de l'action culturelle comme on entre en religion. Je l'ai dit et n'hésite pas à le répéter, le secteur associatif est généralement pétri des meilleurs intentions du monde. Y sévissent généreusement l'abnégation, le sacrifice et le bénévolat (on rêve à de pareils responsables politiques !) et l'on y dénombre des cerveaux capables d'apporter les solutions à la plupart des problèmes de notre société. De quoi procurer une consolation

assaisonnée du chaleureux sentiment que, partout, le monde change. Mais s'il est une chose qui ne change pas, elle, c'est bien la fausse démocratie qui conserve une totale emprise sur les limites qu'elle impose à l'ensemble des actions entreprises. Viendra un moment où, malgré les mille et un petits investissements, ceux-ci ne suffiront jamais à sauver ce qui peut l'être encore, tout simplement parce qu'ils se heurteront à la puissance et aux intérêts des nantis. C'est pour cette raison qu'il faut d'ores et déjà nous former à la compréhension de l'origine de notre situation et aux moyens pour la transformer, pour nous réattribuer le pouvoir de limiter les dangers potentiels d'une politique qui ne peut être laissée sans contrôles ni limites. Dans ce cas, pourquoi attendre ? Pour complexifier notre réveil à tous, pour le rendre plus difficile qu'il n'est déjà aujourd'hui ?

Si les répétitions et la caricature ont quelque peu entachées mon propos c'est pour mieux frapper les esprits, convaincu que je reste de ne m'être pas si éloigné que ça, même très sommairement, de bien des réalités. Oui, de belles choses se mettent en place, personne ne le nie et c'est magnifique. Mais, il faut s'en convaincre : cela ne suffira pas. Parce que pour atteindre l'idéal de toutes les associations pleines de courage et de détermination, toutes engagées pour des causes particulières, il faut tenir compte de la qualité, de la validité et de la légitimité de notre régime politique. Cherchez la cause des causes, dit celui qui pointe du doigt la constitution... pas celle du peuple c'est sûr, mais celle des riches, l'anti-constitution, évidemment, qui ne saurait mieux leur convenir puisque

ce sont eux-mêmes et eux seuls qui l'écrivent. Un enfant peut comprendre que ce ne sont pas les personnes qui convoitent ou qui détiennent le pouvoir qui doivent définir les limites de leurs prérogatives. Le pouvoir n'a pas à édicter les éléments d'une constitution qui l'avantage en tout et pour tout, qui le protège et muselle le peuple. Le pouvoir n'a pas à être circonscrit entre les mains d'une minorité de nantis qui empêchent tout contrôle, échappent à toute révocation de leurs pairs, se démarquent d'une justice destinée au peuple et promulguent des lois destinées avant tout à les servir, eux. Lorsqu'un pouvoir n'est limité en rien, comment s'étonner que ses détenteurs en usent jusqu'à en abuser ?

L'ABC de la vraie démocratie

Il est possible de vaincre, non pas dans le volontarisme d'une démarche utopique, mais dans la poursuite décidée de ce qui a déjà été conquis.

Bernard Friot

Nous sommes entourés de gens qui ne veulent absolument pas de la démocratie, pour des raisons diverses mais qui se rejoignent toutes quant au désir d'un pouvoir totalitaire et dans la perspective de n'accorder que le minimum d'attention et de bien au peuple. Une misérable réflexion suffit à comprendre l'état d'esprit, toujours d'actualité d'un certain libéralisme esclavagiste : *La première condition de la paix sociale est que les pauvres aient le sentiment de leur impuissance* (Maurice Barrès). Pourtant, il pourrait en aller tout autrement, pour autant qu'une minorité de riches n'aient pas, comme à chaque fois, la mainmise sur le pouvoir. Prenons pour exemple le cas d'un peuple qui décide de vivre une destinée commune. Il lui faut s'organiser, concevoir des lois destinées à protéger chaque individu et à lui attribuer les mêmes droits et devoirs qu'à tout un chacun en évitant tout favoritisme ou injustice. Il faut que ces lois prennent la forme d'un contrat social unificateur, écrit, chapeau-tant tous les aspects de la vie communautaire. Dans ce modèle pyramidal, nous pouvons distinguer trois niveaux :

- Le socle (le peuple).
- Les représentants (des élus ou des tirés au sort) qui écrivent les lois.
- Le sommet (une constitution qui s'impose aux élus comme « le droit du droit » destiné à limiter leurs pouvoirs et leurs abus, et donc à protéger le peuple.)

Au moment d'écrire les lois auxquels le peuple consentira à obéir, les parlementaires qui s'y attellent vont irrémédiablement être en conflit d'intérêt, vu l'importance capitale de la chose. En effet, une constitution peut leur attribuer une somme de pouvoir assez motivante, pour ne pas dire grisante : « *Les plus capables de pressentir les abus étaient précisément ceux qui comptaient en profiter.* » (J-J. Rousseau). Normalement, les parlementaires devraient craindre la constitution, or ce n'est pas le cas puisque les lois qu'ils conçoivent, à huis-clos, ne subissent aucun contrôle de la part du peuple et ne sont pas validées par lui. Donc, ils instituent leur propre pouvoir, qui n'aura guère de limites. Les lois promulguées de la sorte les favoriseront, ainsi que leurs proches, qu'ils soient politiques, parents ou financiers.

Il est aisé de comprendre que, dans ce cas, ils ont un intérêt personnel absolument contraire à l'intérêt général, puisqu'ils sont à la fois juge et partie et détiennent toute liberté pour fixer le montant de leur salaire, la durée de leurs mandats, élaborer le code électoral, l'accès au référendum, à l'initiative populaire, etc. sans que le peuple, à aucun moment, ne puisse opposer son veto, d'où l'instauration d'une démocratie factice au profit d'une oli-

garchie aristocratique. Une vraie constitution se doit de protéger le peuple contre ce genre de forfaiture. Elle doit faire la preuve que le peuple est « politiquement adulte » et reste souverain. *Demandez et l'on vous donnera...* ? Une chose est certaine : jamais les politiciens n'admettront de rendre au peuple sa souveraineté. Il faudra la lui arracher des mains et de l'esprit, en sapant, par la base, le sommet de cette pyramide du pouvoir sur lequel ils se sont juchés au préjudice des citoyens. Abdiquer aujourd'hui le pouvoir en faveur du peuple reviendrait pour eux à reconnaître qu'ils nous ont bernés depuis la dernière révolution, soit depuis plus de deux cents ans. Jamais ils n'accepteront de leur plein gré de faire de nous des égaux au pouvoir et risquer ainsi de se retrouver au ban de la société, voire au chômage, contraints de mettre fin à leurs privilèges et de rentrer dans les rangs de l'anonymat, mettant ainsi un terme à leur carriérisme.

Nous sommes toujours trop craintifs, trop en attente, espérant voir nos représentants soudainement pétris des plus honnêtes intentions. Sitôt qu'ils ont bénéficié de nos votes et ne se gênent pas pour nous décevoir, nous nous empressons de les accabler de reproches. C'est oublier que dans la sphère politique les premiers fautifs sont toujours les électeurs, puisque *les dominés contribuent à leur domination* (Pierre Bourdieu). Les plus dominés d'entre tous étant ceux qui s'en remettent invariablement aux traditionnelles procédures d'élections de candidats. Et si les électeurs n'ont plus de pouvoir au lendemain du scrutin c'est parce qu'à chaque révolution les ploutocrates s'efforcent de berner au plus vite le peuple, et de récupé-

rer immédiatement le pouvoir en suggérant qu'ils sont les meilleurs, les plus à même de gouverner et que le peuple peut se reposer entièrement sur eux. Et ainsi, d'une révolution à l'autre, se poursuit la mascarade. Mais il ne faut pas perdre de vue que *la ploutocratie aboutit toujours au déclin d'un pays*. (Myret Zaki)

Pour éviter les abus tentateurs et la spirale de la corruption, le pouvoir doit trouver une limite dans la constitution, qui doit être écrite par une assemblée constituante tirée au sort. Ainsi le peuple obtient-il l'assurance de figurer un contre-pouvoir efficace, sérieux, une force supérieure insurmontable. C'est le rôle de toute constitution normalement établie. Prétendre le contraire est une malversation politique, un vice au service d'une intelligence perverse. Ne perdons jamais de vue que, même pétris des meilleurs intentions du monde, tout élu qui gravite dans la sphère élitiste finit toujours, tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre, peu ou prou, par être corrompu, car *c'est le contexte qui nous conduit au vice ou à la vertu* (Étienne Chouard).

« Tous les citoyens étaient censés prendre part, s'ils le voulaient, à la marche de l'État, mais toujours en amateurs, en idiôtai pour reprendre le terme dont usaient les Athéniens : professionnalisme et démocratie étaient tenus pour fondamentalement contradictoire. Les Athéniens garantissaient l'absence de professionnalisme dans leur administration en exigeant que la plupart des magistrats fussent tirés au sort, pour une seule année et non renouvelable ; ils empêchaient toute continuité dans l'administration en renouvelant toujours la totalité d'un collège au même moment (c'est à dire dans l'année). Bien plus,

*il semble avoir été courant et admis qu'un magistrat, lors de ses euthynai, avance son manque de compétence pour excuser ses échecs dans sa fonction. Même dans le cas des dirigeants politiques, le manque de professionnalisme était un avantage : quand un homme politique moderne s'adresse au Parlement, il se plaît à souligner qu'il est exceptionnellement qualifié pour parler de cette question, alors que les orateurs athéniens aimaient commencer en expliquant qu'ils n'étaient rien que des citoyens ordinaires.**

Le droit ne peut pas être écrit par des représentants carriéristes, il doit être écrit par le commun des mortels, par les plus amateurs qui soient, qui n'auront aucun intérêt dans le pouvoir, qui seront tirés au sort parmi des volontaires, et dûment contrôlés. Ce qu'ils concevront avec leurs pairs, au terme de leurs concertations, devra être ensuite *obligatoirement ratifié par le peuple*. A la suite de quoi *ils ne pourront pas eux-mêmes appliquer ni faire appliquer les lois, ni modifier la constitution. Ils y seront assujettis au même titre que n'importe quel autre citoyen et ne pourront ainsi se trouver en conflits d'intérêts*. Les petites victoires politiques, qui prennent un temps des allures judicieuses, intéressantes, motivantes ne sont que brimborions consentis à la population pour qu'elle se tienne coi. Ainsi lui procure-t-on le sentiment que les élus s'activent au bien commun et que, puisqu'il y a pire, l'électeur de base trouve toujours de quoi se convaincre que, grâce à eux, on y arrivera...

* Mogens, H. Hansen, « *La démocratie athénienne à l'époque de Démosthène* », éd. Les Belles lettres, p. 351 et 352.

C'est à dire surtout que l'on arrivera peut-être à écoper quelque peu, sans pour autant empêcher la galère commune de continuer à couler, lentement mais sûrement. Les plus lucides d'entre-nous savent que les luttes entreprises au sein des partis, syndicats et associations figureront toujours des luttes don quichottesques contre le front des conséquences qui les entraîne à tourner inlassablement en rond, traînant les fers qu'ils se sont eux-même forgés. La plupart s'en remettront aux sondages, au tapage télévisé leur assurant qu'aux prochaines élections « on verra ce qu'on verra ». Répétons encore et toujours que la dispersion de toutes ces luttes devraient toutes tendre vers les soins à prodiguer en priorité à la racine du mal, et non au foisonnement de ses branches, parce qu'un simple curetage ne saurait suffire à éradiquer la cause première dont souffre tout l'arbre sociétal. Et c'est pourquoi les partis sont plutôt superfétatoires :

*« La démocratie d'assemblée ne fait pas bon ménage avec les partis : ils sont les enfants de la démocratie indirecte, parce qu'ils sont liés à l'élection de corps représentatifs. La démocratie athénienne se caractérisait par l'absence de partis au sens moderne du terme : il y avait des regroupements de dirigeants mais ceux-ci n'avaient pas derrière eux des groupes d'auditeurs et de votants en accords avec eux. »**

* *ibidem*, p. 349

Démocratie et capitalisme

Le « gouvernement de n'importe qui » est voué à la haine interminable de tous ceux qui ont à présenter des titres au gouvernement des hommes : naissance, richesse ou science.

Jacques Rancière

« Les inégalités économiques que produit le système capitaliste alimentent le système prostituteur. C'est la misère économique qui pousse des individus à vendre leur corps, car cela devient leur moyen de survie. L'exemple, fréquemment relayé par les médias, des étudiantes qui se prostituent pour financer leurs études est particulièrement parlant.

Alors même que l'éducation est un droit fondamental pour tous les êtres humains, et que par conséquent elle devrait être gratuite, les politiques gouvernementales poussent de plus en plus de jeunes filles à vendre leur corps pour suivre leurs études. Les prostituées ne sont pas libres de leur choix, car il est conditionné par des contraintes économiques, mais aussi psychologiques et/ou mafieuses. Le seul choix, c'est celui des clients, et la liberté, celle d'entreprise de proxénètes. Parmi les marchés illégaux, le système prostituteur est tellement rentable qu'il dépasse en termes de valeur celui du trafic d'armes. Les pays capitalistes occidentaux vont dans le sens d'une légitimation de ces marchés (drogue, prostitution), à l'instar de l'Espagne qui les a récemment intégrés dans le calcul de son

PIB. » (Camille Drouet, Courrier International, 13/06/14, Investig'Acion).

« Énième tentative de coup d'état. Aujourd'hui, une nouvelle menace frappe à la porte du Venezuela. Encore une fois néanmoins, le gouvernement bolivarien a pu démontrer au monde qu'il est capable de défendre l'intégrité et la démocratie de son pays, même dans un contexte politique et économique défavorable. Cette fois, la tentative du coup de force s'est faite à travers un groupe d'officiers de l'aviation militaire. Le plan avait pour objectif de bombarder dans un premier temps des organes stratégiques, comme le siège de la chaîne de télévision Telesur, le siège du ministère de la Défense et d'autres bâtiments gouvernementaux, affirment les journalistes de Telesur, après que ces derniers aient trouvés des preuves qui attestent de la tentative de coup d'état.

*Le plan prévoyait qu'après les bombardements, la nouvelle junte au pouvoir annoncerait l'activation du « Programme de gouvernement de transition ». Face à l'action terroriste de ce groupe d'officiers à la solde de Washington et de l'élite anti-chaviste de Miami, l'immense majorité de l'armée vénézuélienne est restée fidèle au gouvernement, en lançant l'alarme, ce qui permit de neutraliser rapidement le plan de déstabilisation. Il est intéressant de souligner, mais guère étonnant, que le plan prévoyait qu'en cas d'échec, les officiers quitteraient le sol vénézuélien pour trouver refuge aux États-Unis, où ils auraient bénéficié de l'asile politique. »**

* Raffaele Morgantini, Tarik Bouafia, 14 février 2015, in Investig'Action.

Depuis 2011, sous la pression des plus puissants industriels de l'agro-alimentaire, a été voté une loi interdisant aux agriculteurs d'utiliser leurs propres récoltes pour les ressemer l'année suivante ! Ce seul fait nous prouvent combien les voleurs de pouvoir savent ce qu'ils ont à perdre avec une vraie démocratie, et combien les tyrans n'hésitent pas à massacrer leurs propres citoyens qui s'insurgent, que ce soit contre le brevetage du vivant, une répression abusive, une politique guerrière ou la violence étatique. Si les moyens diffèrent dans la majorité des cas, l'intention demeure identique, que ce soit pour faire encore plus de bénéfice ou s'assurer un pouvoir total. Le capitalisme, avec la folie de la domination des populations, sont probablement les premiers pires fléaux de l'humanité. Face au diktat de l'argent, comment s'étonner qu'un projet comme le revenu de base inconditionnel, dont on parle depuis plus de 20 ans, n'ait toujours pas plus suscité l'intérêt des gouvernements. Cependant, ainsi que le souligne Bernard Friot : *les actuelles conditions d'accès à un revenu ne sont plus du tout adaptées à notre système économique*. Les propos d'Ulrich Peter (Institut d'éthique économique de St-Gall) vont dans le même sens :

« A moins d'être très naïf, il est désormais évident que dans un avenir proche le marché du travail ne pourra plus du tout assurer l'intégration sociale de toute la population en âge de travailler. En refusant l'alternative du revenu de base, nous sommes obligés de parier sur la croissance économique à n'importe quel prix (celui qui nous a mené jusqu'à la situation actuelle !). C'est d'ailleurs ce qui se passe dans la politique au-

aujourd'hui. De l'extrême gauche à l'extrême droite l'ensemble du monde politique en appelle à grands cris à la croissance économique. Ainsi persistons-nous dans une approche quantitative du problème et nous perdons toute chance de développer de nouveaux modèles d'organisation sociale d'une qualité supérieure. Croissance économique ne rime pourtant pas forcément avec création d'emplois. C'est même plutôt le contraire. En revanche, il n'y a pas de croissance économique sans consommateurs ayant un bon pouvoir d'achat. Autrement dit, il faut que les gens aient de l'argent à dépenser. »

Propos qui incitent un banquier à rétorquer avec un cynisme consommé : *Pourtant, à la longue, le principe devra s'imposer. Mais il faudra d'abord affronter les nombreuses lois et privilèges dont nous bénéficions...* C'est dire aussi combien sont iniques celles et ceux qui mettent au point les programmes (probablement avec la complicité du patronat) de « chasse aux chômeurs ». Les mêmes, qui ne peuvent ignorer le caractère intolérable de leurs décisions à huis-clos, craignent évidemment le RBI autant que l'imposition d'une vraie démocratie et n'ont que les mots de « relance de la croissance » à la bouche, alors que tout le problème de notre civilisation c'est justement la croissance. Ce faisant, cherchant à tout prix un bouc émissaire en la personne des sans-emplois, ils tentent de faire croire que tous les problèmes du peuple sont causés par des salaires trop élevés (l'éternelle hantise du patronat), par le refus des travailleurs à une disponibilité maximalisée, par leur refus d'adaptation aux exigences de plus en plus absurdes du marché de la production. Mais comment la croissance peut-elle prétendre à l'infini dans

dans un monde fini, sinon dans l'esprit tordu de la plupart des économistes ? Et en admettant, comment peut avoir lieu une quelconque croissance si le pouvoir d'achat diminue ? A quoi sert cette prétendue économie hissée au rang de religion salvatrice ? A nous rendre plus libres, plus soulagés des emplois ingrats, stupides, pénibles ? A nous rendre plus indépendants par rapport au pouvoir ? A nous émanciper de la tutelle patronale dictatoriale ? Certainement pas ! Il n'est pas possible de continuer à nommer « économie » un processus qui est tout son contraire, conçu et ne fonctionnant que pour lui-même, en circuit fermé, jusqu'à ce qu'il se mue en un système infernal, coercitif, esclavagiste et culpabilisant qui sert surtout à maintenir en place le pouvoir et à formater les foules.

Notre régime représentatif s'essouffle. Il protège coûte que coûte des intouchables qui se démarquent du peuple et s'en protègent grâce à une pléthore de fonctionnaires qui assurent une docile complicité. Lorsque le mécontentement gronde, ils lâchent un peu de lest, quelques miettes de ce que demande le peuple. Si malgré cela la révolution se déclare, ils font donner la police ou l'armée pour tirer dans le tas et massacrer leurs propres électeurs. L'usage de la force leur revient. Réels ou fictifs, ils désignent au peuple l'« ennemi » qu'il faut éliminer, ainsi fomentent-ils des guerres en en offrant au peuple les meilleures raisons afin qu'elle s'allie à leur projet. En d'autres temps ils soutiennent-ils des conflits à l'étranger, vendent des armes et pactisent avec des dictatures. Ils de-

meurent parfois étrangement inertes devant certains génocides desquels ils ne peuvent espérer de substantiels intérêts. Ainsi, sur l'échiquier du capitalisme mondial, cette caste d'intouchables avance ses pions que figurent les populations. Ils sont au sommet et s'estiment invulnérables, et que peuvent-ils craindre puisqu' *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens.* (Jean-Claude Juncker).

Il faut oser le dire - mais lorsqu'on détient les pleins pouvoirs on ose tout, à l'heure où bientôt :

*« L'unique pourcent le plus riche de la population possédera plus que le reste du monde. En 2014, les 80 personnes les plus riches se partageaient autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Le nouveau rapport d'Oxfam « Insatiable richesse : toujours plus pour ceux qui ont déjà tout » contient des chiffres difficiles à encaisser. (...) Cette élite fortunée possède des intérêts dans la finance, l'industrie pharmaceutique, le secteur de l'assurance et de la santé. Les entreprises opérant dans ces secteurs dépensent chaque année des millions de dollars en lobbying afin d'établir des lois ou des directives qui protègent et renforcent leurs intérêts. »**

Au cas où nous n'en serions pas encore convaincus : nous ne pouvons plus ignorer à qui nous donnons le vrai pouvoir, ni à qui nos « représentants » se doivent de renvoyer l'ascenseur...

* « Globo », Oxfam-Magasins du Monde, mars 2015

Comment en sommes-nous arrivés là ? Par de multiples voies, sans aucun doute. Le réquisitoire sans concessions de Jean-François Brient « De la servitude moderne », nous offre quelques pistes. D'aucuns jugeront son propos abrupt, sans concession, mais il a pour lui de brosser un tableau lucide, réaliste de *ce qui est* :

« La servitude moderne est une servitude volontaire, consentie par la foule des esclaves qui rampent à la surface de la Terre. Ils achètent eux-mêmes toutes les marchandises qui les asservissent toujours un peu plus. Ils courent eux-mêmes derrière un travail toujours plus aliénant, que l'on consent généreusement à leur donner, s'ils sont suffisamment sages. Ils choisissent eux-mêmes les maîtres qu'ils devront servir.

Pour que cette tragédie mêlée d'absurdité ait pu se mettre en place, il a fallu tout d'abord ôter aux membres de cette classe toute conscience de son exploitation et de son aliénation. Voilà bien l'étrange modernité de notre époque. Contrairement aux esclaves de l'Antiquité, aux serfs du Moyen-âge ou aux ouvriers des premières révolutions industrielles, nous sommes aujourd'hui devant une classe totalement asservie mais qui ne le sait pas, ou plutôt qui ne veut pas le savoir. Ils ignorent par conséquent la révolte qui devrait être la seule réaction légitime des exploités. Ils acceptent sans discuter la vie pitoyable que l'on a construite pour eux. Le renoncement et la résignation sont la source de leur malheur. »

On aurait du mal à ne pas adhérer à cette réflexion de Shakespeare : « *Quelle époque terrible que celle où des idiots dirigent des aveugles* » ...

Pourquoi donc ne sommes-nous pas en démocratie ? Parce que les riches ont tout à craindre d'un état qu'il ne contrôlèrent pas. Partout dans le monde, nombreux doivent être ceux qui ne doutent pas un instant qu'ils sont en démocratie. Sans doute estiment-ils inévitables, bénins incidents de parcours, des phénomènes tels que le népotisme, la non-impérativité des mandats, le clientélisme, la partitocratie, la succession au pouvoir des mêmes têtes qu'imposent les partis et/ou les très riches, et ce durant des paquets d'années. Le seul rôle dévolu au peuple étant celui de désigner celles et ceux qui vont tout décider à sa place. De même que les « démocrates » convaincus doivent être satisfaits de la pratique du cumul des mandats, de l'absentéisme des élus, de toute contestation possible par rapport aux « petits excès » de nos législateurs qui décident seuls des lois bonnes pour le peuple alors qu' *Il n'est pas de loi légitime sans l'approbation du peuple.* (Montesquieu)

Ces adeptes d'une démocratie faisandée doivent estimer comme allant de soi que les politiciens les manipulent, qu'ils n'aient aucun moyen de les contrôler, de les sanctionner, de les révoquer définitivement. Et sans aucun doute ne craignent-ils pas plus de voir un seul homme ou un groupuscule détenir le pouvoir de déclarer un conflit armé, de décider d'utiliser l'arme atomique sans que quiconque puisse s'y opposer. Ils ne doivent guère trouver à se plaindre des multiples formes d'abus dont fait un usage immodéré la classe dirigeante, pas plus qu'ils ne doivent contester l'arrogance de son élitisme névrotique, ni médire de sa course au pouvoir, de ses salaires plus qu'

indécents, ni qu'on ne leur demande jamais leur avis à propos de la création des lois ou de la révision de la constitution puisqu'ils votent, que cela doit suffire et que, de toute manière, s'ils n'ont pas accès au référendum d'initiative populaire c'est que c'est mieux ainsi puisqu'«ils» savent ce qui nous convient le mieux...

Et ces braves moutons y tiennent à cette démocratie-là, jugeant bon qu'il ne soit pas tenu compte des votes blancs - qui expriment un mécontentement au même titre que les votes de « protestation » - et qui, un comble, vont à la majorité. Ils doivent applaudir à toutes les coalitions post-électorales, même si elles ne peuvent, par essence, réunir toutes les qualités supposées du parti vainqueur. Comme ils doivent sourire à la soumission des médias et des élus aux industriels. Quant à la plupart des journalistes ils n'échappent guère à la manipulation. Ils doivent voter pour des personnalités qu'ils croient connaître parce qu'elles font régulièrement la une des quotidiens, parce qu'elles apparaissent souvent à la télévision ou annoncent des salaires qui sont une insulte de plus faite aux pauvres.

Cet électorat « démocrate » défend certainement ce régime, qu'il estime en concordance avec ses idéaux politiques, et il en fait ses choux gras, ses votes puérils, malgré la corruption flagrante des élus impliqués dans des dossiers qui ne visent que leurs propres intérêts, comme il est « humain » de le faire. Mais de là à clamer que ce régime en vaut bien d'autres et qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer puisque la majorité des pseudo-citoyens sont convaincus d'avoir leur mot à dire et de pouvoir résoudre

les problèmes majeurs grâce aux élections, il y a un pas très difficile à franchir. Certes, tous les quatre ou cinq ans, les électeurs peuvent, avec une immense naïveté, éprouver le civique sentiment que, de la sorte, ils vont renouveler le cheptel des élus et que, par conséquent, tout ira mieux alors que ceux-ci sont déjà présélectionnés (ce qui procure l'illusion d'un « libre choix ») par leurs partis respectifs pour ne rien changer, ou à peine, mais en définitive toujours à leur avantage.

Doté d'un salubre courage citoyen et d'une très courte mémoire ils persistent à associer leur voix à une armée de partisans dans l'espoir d'imposer le changement tant souhaité qui permettra de réduire *tous les autres* au silence. Ce faisant, leur conscience occulte à chaque fois les manœuvres d'argent engendrées par les plus nantis de leurs propres partis, ainsi que les répétitions d'erreurs et de mensonges, de trahisons, de gaffes perpétrés à l'infini et qui n'ont contribué qu'à faire s'enliser toujours un peu plus le pays dans le marasme. Ainsi perdent-ils de vue que s'ils sont actionnaires, consommateurs avides, et que s'ils procurent par leurs prêts, leurs « placements » une part de leurs biens, ils contribuent de la sorte à octroyer toujours plus de pouvoir à ceux qui détiennent les moyens de corrompre les élus afin que ceux-ci prennent des décisions allant dans le sens souhaité par les riches. Et la boucle est bouclée.

Mais hélas, de manière « incompréhensible » rien ne change vraiment sous le soleil pour ceux qui ont le réel souci du peuple avant tout. Alors il ne reste qu'à préparer fébrilement les prochaines élections, puisqu'il faut bien

maintenir en place les privilèges acquis qui se résument déjà à une peau de chagrin.

Et donc, pour rien au monde, ces caricatures de citoyens démocrates n'échangeraient ce régime contre un autre, même s'ils paniquent lorsque les banques font faillite, même lorsque les lobbys, les actionnaires, les multinationales, bref les vrais fascistes, tiennent à ce que, justement, rien ne change ! Les adeptes inconditionnels du régime représentatif doivent estimer normal et sans conséquences la désaffection électorale, l'inertie politique de milliers d'électeurs. Tout comme ils doivent apprécier les gaspillages, les restrictions budgétaires, le chantage au chômage, être aux anges de savoir que leurs impôts sont en partie attribués au bénéfice d'une monarchie dont ils ne doivent rien attendre, pas plus que d'une Europe conçue de toutes pièces par des dévoyés qui ne parviennent plus à penser autrement qu'en termes de dettes puisque les êtres humains ne sont plus, *pour eux*, que des objets, des codes barres ambulants, des faiseurs d'embarras qui coûtent toujours trop chers aux investisseurs (ah, ce maudit facteur humain), bref, des empêcheurs de s'enrichir et de tyranniser en rond.

A conserver notre pensée figée dans cette auto-satisfaction on croirait presque vivre dans le meilleur des mondes...

Démocratie, mauvaise foi et impuissance

*Il n'est pas indifférent que le peuple soit éclairé.
Montesquieu.*

Ce chapitre comporte un large extrait d'un long communiqué de presse, adressé en mars 2015 au ministre Willy Borsus, émanant d'une association prônant le végétarisme et le respect à l'égard des animaux (Végétik). Peu importe que l'on adhère ou non à ce genre de lutte, le but consiste ici à faire la preuve du peu de confiance que l'on peut logiquement éprouver face aux manœuvres électoralistes, à l'étroitesse de vue à long terme, et au peu de considération tant pour le règne animal que pour l'environnement et la santé humaine auquel on peut s'attendre de la part de certains de nos élus. Suffisamment de quoi nous détourner plus que jamais de notre système politique actuel. Communiqué dans lequel, outre l'intérêt pour un sujet qui ne retient pas assez notre attention, ce qui nous intéresse également ici c'est que ce texte met en lumière l'impuissance du citoyen, en même temps que le peu de fiabilité qui découle de cette étonnante « faculté » d'analyse de la part d'un de nos plus éminents responsables :

« Notre association vient de prendre connaissance du communiqué de presse de Monsieur Borsus, ministre de l'Agriculture, à l'occasion de la « Journée internationale sans

viande ». Il y développe 9 arguments dont les intentions sont claires : faire l'éloge de la consommation de viande bovine wallonne ! Nous comprenons bien les visées électoralistes de cette initiative, mais nous nous étonnons de constater les connaissances approximatives d'un ministre sur une matière faisant partie de son portefeuille de compétences. Nous pouvons comprendre sa position partisane, mais nous n'acceptons pas que le citoyen soit trompé par des données erronées et qu'il soit encouragé à poursuivre un régime alimentaire présentant des risques pour la santé.

Comme l'a observé le rapport commun de l'OMS et de l'ONU pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) intitulé « Alimentation, nutrition et prévention des maladies chroniques », notre modèle alimentaire, riche en viande et en produits animaux a pour conséquence l'augmentation de la prévalence des maladies chroniques évitables d'origine nutritionnelle : obésité, diabète, maladies cardiovasculaires, cancers et ostéoporose principalement. Nous rappelons également que les élevages sont considérés par deux organismes des Nations Unies, la FAO et le programme des nations unies pour l'environnement (PNUE) comme une des causes majeures de la dégradation des écosystèmes.

Nous voudrions reprendre point par point l'argumentation de Monsieur Borsus pour montrer le peu de sérieux dont il fait preuve. Nous aimerions lui rappeler que le peuple lui a donné un mandat pour défendre les intérêts de tous, producteurs et consommateurs. Il nous semble scandaleux qu'il se fasse le chantre de la filière bovine et montre de la sorte que sur de nombreux sujets nous ne pouvons plus attendre de lui des décisions en matière de politique agricole

qui ne soient partisans. De notre point de vue et dans l'intérêt de chacun, nous trouvons plus judicieux d'anticiper l'avenir et d'accompagner les éleveurs vers des modes et secteurs de production plus durables et porteurs d'avenir.

1) « L'homme a besoin de viande »

Monsieur Borsus commence par rappeler, fort utilement, que selon le Conseil Supérieur de la Santé, il n'est pas recommandé de dépasser 300gr. de viande rouge par semaine. Il affirme que ce chiffre correspond à la consommation moyenne actuelle, qu'il n'y a donc aucun problème. Pourtant de l'avis de ce même organisme, on apprend également que la consommation des belges est de 640 gr. de viande rouge par semaine. L'erreur du ministre est très fréquente : elle consiste à confondre viande bovine et viande rouge.

Qu'il nous soit permis de lui rappeler que ce terme de viande rouge est aussi utilisé pour la viande de porcs et de moutons et que les belges mangent une plus grande quantité de viande de porc que de viande bovine, plus coûteuse. Borsus oublie par ailleurs, fort à propos, de rappeler le pourquoi de cet avis du CSS. Il s'agissait de mettre en garde le grand public par rapport à des études récentes qui confirment une fois de plus le lien entre une consommation excessive de viande rouge et le risque de développer un cancer colorectal.

Ensuite il affirme que la consommation de viande aurait baissé de 50% en 30 ans, chiffre absolument inédit ! Nous voudrions connaître l'origine de ces informations qui permettent d'affirmer de pareilles énormités. D'après les statistiques du Service public des Finances, on peut tout au plus parler d'une diminution de 10%, surtout liée aux scandales alimen-

taires qui ne cessent de ternir l'image de ce secteur. Encore une fois la confusion doit porter sur la distinction entre viande rouge, viande bovine et viande blanche. Nous trouvons par contre honteux que sur la base de données erronées, le ministre de l'agriculture se permette ensuite d'affirmer, nous le citons : « Il faut maintenir le niveau actuel de consommation de viande. »

Voilà donc l'objectif de cette sortie médiatique, en dépit du bon sens, en dépit des appels du corps médical et des nutritionnistes, en dépit des rapports de l'OMS et de ses confrères du ministère de la Santé ainsi que du Plan National Nutrition Santé. Monsieur le ministre exhorte la population à ne pas changer d'habitudes alimentaires. Ce sont là de lourdes responsabilités. La suite montre encore que sa spécialité n'est pas la nutrition, mais le droit. Il affirme que l'homme étant omnivore, la consommation de viande est nécessaire. Pourquoi s'aventurer sur un terrain aussi glissant ? Pour vérifier l'affirmation du ministre, il faudrait montrer que s'abstenir de viande comporte des risques pour la santé, cela ne peut se faire que sur la base d'études scientifiques sérieuses. Heureusement elles existent, la plus significative étant celle publiée par le docteur Key, dans l'American Journal of Clinical nutrition en 1999 qui analyse les 5 plus grandes études jamais réalisées à ce jour et dont l'objectif principal était de comparer l'espérance de vie globale des végétariens et des omnivores. Les résultats ne plairaient pas au sieur Borsus, car ils contredisent ses affirmations.

Les végétariens bénéficient d'une espérance de vie supérieure aux omnivores et développent moins souvent de maladies car-

diovasculaires. Mais au-delà de ces études, vivent en Belgique plus de 300.000 végétariens et végétaliens. En Allemagne on en compte plus de 6 millions. Ce mode alimentaire est de plus en plus populaire ; partout dans les pays développés pour d'évidentes raisons éthiques. A ce jour, aucune maladie spécifique ne touche cette population. Pour exemple, les gouvernements allemands et suisses ont constitué une commission d'enquête à la demande d'associations de citoyens afin de répondre officiellement à la question : « Peut-on être en bonne santé sans manger de viande? ». Après enquête, ils sont arrivés à la même conclusion que l'American Dietetic Association, la plus grande association de nutritionnistes américaine (70.000 membres): « Les alimentations végétariennes (y compris végétaliennes) bien conçues sont bonnes pour la santé, adéquates sur le plan nutritionnel et peuvent être bénéfiques pour la prévention et le traitement de certaines maladies. Les alimentations végétariennes bien conçues sont appropriées à tous les âges de la vie, y compris pendant la grossesse, l'allaitement, la petite enfance, l'enfance et l'adolescence, ainsi que pour les sportifs. »

2) « C'est bon pour la planète »

Monsieur Borsus aimerait faire croire au citoyen que l'élevage est bon pour la planète, en faveur de son développement naturel et de son équilibre. Mais il oublie que son analyse se limite aux élevages bovins en Wallonie. Alors que les Belges consommaient en 2013, selon le Service Public Fédéral (SPF) des finances, 25 kilos de porcs, 15 kilos de volailles et 6 kilos de bœuf. Il apparaît donc que la consommation de viande bovine n'est pas l'élément décisif dans le bilan environnemental de la production de viande.

Pour rappel, 97% des élevages de porcs et 90% des élevages de poules en Belgique ont adopté un mode de production intensif; ce qui signifie que l'on nourrit principalement ces animaux avec du maïs et du soja, principalement OGM, et importés des États-unis, du Brésil et de plus en plus d'Argentine. Ces plantes, qui nécessitent l'utilisation abondante de pesticides, sont gourmandes en eau. De plus, Greenpeace, après une enquête de 4 ans, a montré qu'une des causes principales de la déforestation de la forêt amazonienne est imputable à la culture de soja destiné aux élevages européens. Une des firmes incriminées par ce rapport était la multinationale Cargill qui possède de nombreuses implantations en Belgique.

3) « Vive le local »

Nous sommes d'accord avec le ministre lorsqu'il nous apprend que la production de viande bovine implique un circuit de production local et nécessite peu de déplacements, ce qui est une bonne chose pour le bilan carbone. Mais une fois de plus, la viande la plus consommée en Wallonie est la viande de porc et de volaille, et cette production est majoritairement implantée en Flandre (cela représente plus de 90% de la production belge). Ces élevages intensifs sont de gros consommateurs de protéagineux importés par des transatlantiques très gourmands en énergie fossile. Finalement, le bilan carbone en prend pour son grade ! Malheureusement le bilan carbone de l'élevage bovin Wallon est aussi critiquable. Bien que ce secteur avance souvent l'argument que les pâturages peuvent être considérés comme des puits de carbone. La nécessité d'entretenir de vastes zones herbeuses pour l'élevage

peut, en effet, sembler bénéfique du point de vue de la lutte contre le réchauffement climatique. Mais à bien y réfléchir, si l'on veut que ces espaces puissent capturer le dioxyde de carbone via la photo-synthèse, il faudrait y planter des arbres et surtout ne pas y introduire de ruminants ! Car ces animaux, par la rumination, vont produire du méthane et contribuer à relâcher dans l'atmosphère le carbone piégé par la plante. Le méthane est un gaz dont la capacité à provoquer un effet de serre est 23 fois supérieure à celle du CO₂. Nous avons calculé, à partir de chiffres publiés par l'institut agronomique de Gembloux, qu'en un an, une vache était responsable de l'émission d'une quantité de GES comparable en équivalent carbone à celle d'un 4x4 parcourant 9.315Km. Chiffre qu'il faut multiplier par 2 millions et demi, ce qui correspond au cheptel belge en 2008.

4) « *Les ressources pour nourrir nos bêtes sont présentes. »*

Nous supposons que lorsqu'il parle de bêtes, le ministre fait encore référence aux bovins, une obsession décidément. Il nous explique aussi que nous avons de l'eau en suffisance et que donc nous ne devons pas nous occuper de ce paramètre. Contestant les chiffres du Fonds des Nations unies pour l'alimentation faisant état de l'utilisation de 1500 litres d'eau pour produire un steak, il propose une autre étude qui arrive à un résultat très inférieur. Le problème c'est qu'il ne fournit aucune référence pour cette étude française, il ne nous sera donc pas permis de savoir si cette étude provient d'un chercheur aussi objectif que Monsieur Yves Beckers, qu'il cite à deux reprises. Nous nous étonnons d'ailleurs que soient utilisés de pareilles sources d'informations : après tout Monsieur Beckers exerce ses talents dans une unité de zootechnie, scien-

ce dont l'objectif avoué est de faire produire toujours plus de viande, d'œufs ou de lait aux animaux. Le ministre ne se soucie pas de présenter l'avis éclairé d'experts impartiaux. Il ne semble pas voir l'once d'un conflit d'intérêt en utilisant ces références. Nous voudrions faire observer au ministre que si nous avons bien l'eau en quantité, qui le contesterait ? Nous ne sommes pas d'accord lorsqu'il dit que notre eau est de qualité, il ne peut ignorer que récemment l'Europe a fustigé la Wallonie pour sa mauvaise gestion de l'eau ! Elle est d'ailleurs menacée d'astreintes financières si elle ne construit pas rapidement plusieurs centres de traitement des eaux usées. Une des inquiétudes des technocrates de Bruxelles est la concentration inquiétante de nitrate que l'on y retrouve.

Nous voudrions porter à l'attention du ministre le rapport de l'évaluation européenne pour l'azote (ENA) qui suit une vaste étude menée par 200 experts provenant de toute l'union européenne. On y apprend que ce type de pollution est principalement dû aux élevages.

D'après ces experts, 80 % de l'azote utilisé en agriculture sert à produire de la nourriture pour l'élevage. L'excès de nitrate dans l'eau a pour incidence une augmentation des cas de cancers pour ceux qui en boivent régulièrement. S'ils sont présents en trop grande quantité dans l'air, ils provoquent une diminution de l'espérance de vie dans les zones concernées. Les nitrates entraînent également des phénomènes d'algues vertes et de « zones mortes » le long des côtes. Cette étude évalue à 700 euros par individu et par an les coûts de cette pollution pour un pays fortement touché...

5) « L'Agriculture, un secteur économique à part entière. »

L'agriculture est un secteur économique important, cependant nous aimerions rappeler qu'historiquement, c'est le passage d'un mode de production extensif à un mode de production intensif qui est responsable de la faillite des petites exploitations et de la disparition de nombreux emplois dans ce secteur ! Nous aimerions que soit prise en compte l'idée d'arrêter d'accorder des subventions à la production intensive et de concentrer nos efforts pour favoriser l'émergence d'exploitations respectueuses de l'environnement avec pour horizon une gestion à long terme de nos ressources. C'est à cette seule condition que nous garantirons la sécurité alimentaire des citoyens. L'agriculture doit changer de paradigme et doit inclure dans son bilan économique les dommages que subissent les écosystèmes et que devront payer un jour ou l'autre les citoyens. Si ces changements entraînent une perte de productivité, ce sera tout bénéfique en termes de création d'emplois.

6) « Il faut nourrir la planète. »

Nous nageons en plein délire : le ministre envisage de nourrir les 2 milliards et demi d'humains supplémentaires que comptera la planète en 2050 avec de la viande ? Nous lui suggérons de lire le rapport de la F.A.O : «Livestock's long shadow» et d'enchaîner par le récent rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) : «Produits et matières premières » pour qu'il puisse vite se rendre compte de la dangerosité de ses propos. En résumé, la F.A.O prévoit que si nous devons nourrir un cheptel aussi gigantesque, il

faudrait doubler la production agricole mondiale ! Or, aujourd'hui cette production stagne malgré les avancées technologiques. Pour augmenter les rendements agricoles, il faudrait : des sols en bonne santé, un climat favorable et de l'eau, beaucoup d'eau. C'est précisément ce dont on manquera en 2050. Actuellement, 45 % de la production mondiale de céréales est destinée à nourrir les animaux d'élevage; 90 % du soja mondial et 80% de la production de maïs américain leur sont consacrés.

En Belgique, 50 % de la production de blé est destinée aux élevages. Cela oblige à en importer pour nourrir la population (!), le blé panifiable étant différent du blé destiné au bétail. Si la demande en viande augmente encore, la demande en soja et en maïs augmentera également et donc les surfaces nécessaires pour les produire aussi. Borsus est-il d'accord de raser toutes les forêts pour fournir de la viande à toute la planète ? La demande de produits carnés fera également monter le cours de ces précieux aliments, les personnes les plus pauvres devront se serrer la ceinture, non pas pour manger de la viande dont le ministre plébiscite la consommation, mais uniquement pour pouvoir se nourrir d'aliments végétaux de base.

En consommant toujours plus de viande, on augmente la compétition pour l'usage des sols. Plantera-t-on, alors, des plantes destinées aux hommes, ou d'autres spécifiquement destinées aux animaux, en perdant au passage en moyenne 90 % des calories et 70 % des protéines ? Au train où cela va, Monsieur le ministre, en 2050 nous devons choisir entre nourrir les animaux d'élevage ou nourrir les humains !

7) « Le « Blanc bleu belge », une des fiertés nationales. »

Le Blanc bleu est un animal qui souffre d'une altération génétique provoquant une hypertrophie musculaire. Nous comprenons l'intérêt des producteurs, mais nous voyons moins l'intérêt du consommateur soucieux du bien-être des animaux utilisés pour l'élevage. Il faut savoir que cette malformation génétique a pour conséquence une augmentation très importante de la masse de l'animal qui sera donc davantage sujet aux problèmes articulaires. De plus, les femelles de cette race ne peuvent plus vèler naturellement mais nécessite l'intervention d'un vétérinaire pour pratiquer une césarienne (un marché bien lucratif !). Ces animaux, plus fragiles, reçoivent une plus grande quantité d'antibiotiques. Ce qui pose un problème sanitaire et nous amène à considérer ce problème majeur. Quid de l'augmentation de la résistance des bactéries pathogènes dans les élevages ?

En affirmant que le Blanc bleu belge est une fierté nationale, Borsus affirme qu'utiliser pour l'élevage des animaux présentant des malformations génétiques devrait rendre les citoyens fiers de l'inventivité de nos ingénieurs agronomes. Nous leurs suggérons d'observer la réaction du citoyen lambda lorsqu'il aperçoit une de ces bêtes difformes dont la morphologie ressemble étrangement à celle d'un bodybuilder gavé aux anabolisants.

8) « Notre élevage nous permet l'auto-suffisance. »

Gros exportateur de viande et de lait, la Belgique est bien évidemment auto-suffisante pour ces deux matières. Mais à quel prix ? La plus grande partie de notre territoire et une partie non négligeable du territoire d'autres pays est accaparée

par la production de végétaux destinés aux élevages. Pendant ce temps, nos sols se dégradent car les méthodes agricoles pour la production de ces plantes sont plus intensives que pour la production de plantes destinées aux êtres humains. Pour exemple, la Belgique est incapable de produire assez de blé panifiable pour fournir les boulangeries du royaume. Pourquoi cette situation ? L'explication est simple et nous a été donnée par la responsable de communication de la filière grande culture : 50 % du blé produit dans notre pays est destiné à nourrir les animaux parce que pour ce type de blé, le cahier de charges est plus favorable à l'utilisation de pesticides.

N'oublions jamais que la plupart des nuisances environnementales des élevages ont pour cause la production intensive de plantes bon marché ! Et qui dit bon marché dit agriculture intensive avec son cortège de produits chimiques et d'engrais. Une agriculture non durable qui, justement, devrait provoquer chez nos décideurs de légitimes craintes quant à la sécurité alimentaire des générations à venir. Malheureusement, nous avons compris que nous ne pouvons plus attendre de ce ministre qu'il puisse être au rendez-vous des défis de demain.

9) « Parce que c'est bon. »

Oui la viande c'est bon, des milliers de spots publicitaires nous le rappellent quotidiennement. Fallait-il, que le ministre prenne de son temps pour nous le rappeler ? Les 10 millions d'euros de frais de fonctionnement de l'agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité (APaqW) ne suffisent-ils pas ? Lorsque l'on sait que la plus grande part de son budget est consacrée à la promotion de produits animaux

dans un pays où les citoyens sont en situation de surconsommation. Il y a de quoi s'interroger. Par ailleurs, les belges mangent trop peu de fruits et de légumes. La dernière grande étude sur les habitudes alimentaire dans notre pays le montre clairement.

Ces incohérences criantes montrent bien que la santé des consommateurs ne fait pas partie des préoccupations de ce ministre. Nous espérons qu'il défendra avec autant de conviction les maraîchers respectueux des sols, de l'eau et des consommateurs et qu'il utilisera toute sa détermination pour venir en aide à la filière biologique trop peu soutenue.
(Communiqué co-signé par l'ASBL Végétik de Bruxelles, Liège et Charleroi.)

Cherchez l'erreur, ou plutôt, une fois de plus, cherchez la cause des causes...

Des élections ? Mais pourquoi faire ?

Si le fait de voter changeait véritablement les choses, les élections auraient été supprimées depuis longtemps.

Coluche

En une seule petite réflexion, Coluche nous a mis devant une évidence pourtant flagrante, reçue comme une gifle assénée pour bien nous réveiller. Si l'on ne retient que l'aspect boutade on ne risque évidemment pas de se prendre la tête pour tenter de construire quelque chose de neuf dans le prolongement d'un bon mot. On préfère généralement passer rapidement à autre chose. Dans l'attente du gag suivant, par exemple. Par contre si l'on préfère fouiller dans ce qui a suscité cette saillie, là on s'attaque à un gros morceau. Les élections nous ont toujours été présentées comme l'essence, le socle de bronze, l'autel sacré de la démocratie. Rien n'est plus faux. Dans ce cas il faut cesser d'appeler démocratie ce qui ne l'est pas ! Les élections sont en réalité les vitrines des partis, devant lesquelles l'électeur devrait se croire libre de son choix. On lui présente en réalité quelques bas morceaux, puis, en tête de faction celles et ceux censés être les meilleurs d'entre les meilleurs. Or, l'électeur, gavé de faux-semblant durant son éducation scolaire, et quotidiennement décervelé par les médias de recommandations patriotiques, civiques et citoyennes, croit dur com-

me fer que voter assure la pérennité de la démocratie, voue une dévote conviction à la geste électorale, rassuré qu'en votant il contribue à maintenir en place les acquis sociaux et économiques arrachés de dure lutte au patronat par ses aïeux. En fait, il est bel et bien dupe, car le but avéré de la compétition électorale n'est jamais que le gain d'un nouveau bail aux premiers rangs de l'État, bien avant que de proposer un quelconque programme concernant au premier chef les intérêts du peuple. La trame de la plupart des projets politiques des partis dits « traditionnels » ou non est sensiblement la même, à quelques différences près et surtout utiles à faire croire que la pluralité des partis empêche une démocratie à parti unique (comme en Chine). En réalité, parti de gauche ou de droite, c'est du kif, du moment qu'on se partage le gâteau, le reste n'est que théâtre pour occuper la galerie.

D'élections en élections, tous les apôtres du bonheur intégral affirment vouloir le bien de la population, tous proclament qu'ils feront tout pour que la situation économique et sociale supporte un indispensable lifting (entendons « restrictions budgétaires) dans l'intérêt de tous. Ce chœur évangélique entonne à chaque fois le même credo, à quelques variantes près : oui, oui, on vous le jure, tous vont retrousser leurs manches et s'occuper de protéger l'environnement, de faire en sorte d'éradiquer le chômage, de lutter contre la pauvreté, et que je t'en-fume... C'est sur ce canevas éculé que les partis comptent pour fidéliser leur électorat.

Sitôt les élections terminées, aucun des mandats n'étant impératifs (encore une magouille constitutionnelle) s'envolent à tire-d'ailes les belles et sentencieuses déclarations dévotes. Le côté affligeant des slogans est lui aussi significatif de l'insignifiance de la vision politique à long terme des quêteurs de voix, à bout de souffle, de sérieux et de crédibilité : *Ma promesse est de ne vous en faire aucune*. Tout un programme, en effet. Et vogue la galère. Voilà l'idée que certains candidats se font de leur engagement politique. Comme s'il s'agissait de nous pondre des promesses ou de n'en plus faire aucune, puisque de toute façon l'intérêt premier de ces messieurs-dames au pouvoir n'est pas là, et de surcroît c'est sans danger, alors... Seulement, nous, plus que de promesses, ce sont des actes qu'ils nous faut. Aussi, plus que de subir une austérité dont nous ne sommes pas responsables, c'est une vraie démocratie que nous devons, nous-même, mettre en place. Alors, pour commencer, désormais à démocratie nulle, ce sera bulletin de vote nul ! Il faut cesser de voter, et ce jusqu'à l'effondrement institutionnel : *La vraie démocratie ne viendra pas de la prise du pouvoir par quelques-uns, mais du pouvoir que tous auront de s'opposer aux abus de pouvoir*. (Indira Gandhi)

Un autre effet vicieux des campagnes électorales concerne le taux d'audience accordé aux partis. Plus ils sont « importants » plus on en parle. Place aux grands, les petits derrière, et tant pis si on ne les voit pas, de toute manière il ne s'agit que de menu fretin, une minorité sans impact. Ainsi les petits partis sont-ils muselés, interdits de

radio ou de télévision et doivent se rabattre sur des canaux médiatiques moins fréquentés ou n'ayant pas pignon sur rue. C'est que les partis au pouvoir tiennent à y rester - but premier des élections - et détiennent des budgets pharaoniques que leurs octroient celles et ceux qui ont tout intérêt à ce que les candidats déjà au pouvoir y restent. D'où matraquage soutenu par des médias eux-mêmes à la solde de certains partis, de leurs chefs de file, de l'un ou l'autre financier. Et le tour est joué. Les journalistes vont jusqu'à y perdre leur bon sens ou leur honnêteté pour prêter leur concours à ceux qui parviennent à leur jeter le plus de poudre aux yeux. Déblatérer sur les parvenus, les pires magouilleurs, c'est déjà leur faire une trop belle publicité, et pourtant qui s'en prive, puisque ça fait vendre ? C'est toujours ça de pris ! Et cela marche. Plus on parlera d'untel ou unetelle briguant le poste de premier ministre et plus on aura le sentiment qu'il ou elle est incontournable, l'homme ou la femme « de la situation ». Et que dire de la manière dont sont présentés, sur les listes, les candidats (souvent de complaisance) par ordre de « valeur » ou... degré de servilité au parti.

Appelé à participer exceptionnellement à ce cirque, l'électeur bien formaté réserve son vote à un parti, par habitude, ou parce que les candidats ont bonne mine. Il vote de manière routinière, en traînant les pieds, par peur du changement ou pour protester, par fanatisme imbécile ou par allégeance, pour une image ou une voix, une audace, une hargne plus que pour un programme. Puisque sa mémoire est décidément courte, surtout lors-

que cela lui convient, il tire un pudique rideau sur ce que ces mêmes médias ont pu déballer sur « son » parti durant le mandat précédant : « affaires », bévues, mensonges, trahisons, fiascos et autres compromissions, en somme tout ce qui fut bel et bien accompli de pervers, de fourbe, d'inique, tout ce qui ne fut pas accompli au lendemain de la précédente grande distribution de promesses.

Posons-nous un instant la question suivante : « le suffrage universel est-il toujours démocratique ? Tous les pays ne bénéficient pas du libre droit de vote, c'est un fait. Ce droit passe pour fonder l'esprit de la démocratie. Mais le fait de pouvoir voter assure-t-il vraiment que l'on vit effectivement sous un régime démocratique digne de ce nom ? Non. Le droit de vote ne garantit rien de tout cela, car il y a démocratie et démocratie. Il est encore un seul cas qui met en évidence un aspect démocratique authentique, c'est en matière de jugement aux assises. Les jurés sont les derniers citoyens tirés au sort : *Dès qu'il s'agit d'appliquer une règle décidée par le peuple, et de rien d'autre, et surtout pas de donner le pouvoir de modifier les règles, le tirage au sort ou la nomination administrative paraissent plus démocratiques que l'élection par suffrage. Ce principe est admis, sauf dans l'exception notable... de la nomination des gouvernants !** Les élections ne sont pas la bonne solution capable de limiter le pouvoir des dirigeants. Elles se révèlent tout aussi faibles pour modifier en profondeur l'appareil d'État.

* Jean-Paul Jouary, « Rousseau, citoyen du futur », Poche, p. 209

Devant le nombre de votants (des millions), une infime portion (quelques centaines) attire à elle tous les avantages, rendant injustes, sinon caduques des élections présentées comme l'expression magistrale de la démocratie. Ces élections sont inutiles, puisque incapables de répondre aux attentes des électeurs. D'ailleurs, les doléances de ceux-ci demeurent lettres mortes ou sont déviées de leur objet, vidées de leur substance par un jargon et une pratique politique qui ne se destine pas au bien intégral de la collectivité.

Auréolé de prestige, d'honorabilité et de dignité, le système électoral semble entrer dans le mythe de la participation du peuple au changement, exacerbé à coups de spots publicitaires incitatifs, à coups d'interventions sur toutes les ondes destinées à faire voter, car, ô horreur, si le peuple ne votait plus parce qu'il s'est réveillé?... Que deviendraient ces pauvres candidats au pouvoir si une majorité d'électeurs se désintéressaient d'eux totalement ? Un tel cas de figure mériterait que l'on y réfléchisse intensément car il constituerait une excellente occasion d'ouvrir le débat pro-démocratique non représentatif. On pourrait enfin respirer un air politique frais. L'apparente égalité que confère à chaque individu le système électoral truqué produit l'inégalité dans la balance peuple-état. La forme adoptée par les campagnes, leur aspect spectaculaire offre une image déformée de la réalité effective des candidats et d'une politique ravalée au niveau d'un rassemblement tumultueux, une foire à l'empoigne et à l'invective de laquelle émergera, par l'entremise apparemment indispensable de la *vox populi*

les meilleurs qui résoudre tous les problèmes ne l'ayant pas encore - étrangement ! - été jusque là. Ainsi, chaque élection n'est jamais que la répétition d'une mascarade identique à elle-même et à intervalles réguliers. On ne peut servir à la fois la démocratie et le suffrage universel.

Voter a toujours été erronément considéré comme un pouvoir conquis par le peuple, mais qui est en fait récupéré au moyen d'une séparation des pouvoirs illusoire. Dans une fausse démocratie, notamment la nôtre, depuis la révolution de 1830, le peuple n'est jamais l'égal du pouvoir, n'est jamais l'égal des candidats qu'on lui présente puisque l'élection ne consiste qu'en une factice liberté octroyée à la population, qui en a toutefois besoin pour « légitimer le privilège », la « liberté » du vote pour un candidat. Ce pouvoir tient plus que tout à ce que les électeurs, une fois le vote terminé, rentrent sagement au bercail et conservent du pouvoir l'image du bon berger qui ne les mènera jamais à l'abattoir.

De notre responsabilité

Il y a deux sortes d'éducation. L'une qui enseigne comment gagner sa vie et l'autre qui enseigne comment vivre.

Anthony de Mello

Il est avéré que c'est un mauvais départ scolaire qui contribue, par la suite et pour une part non négligeable, au mépris de la vie politique et sociale du pays. Assurément, la contestation destructrice, l'absence d'implication créative constituent autant de facteurs qui accroissent les risques de faire de chaque abstentionniste, de chaque indifférent non seulement un déplorable manque à gagner pour une démocratie renouvelable, mais aussi et surtout une proie toute désignée pour les groupes extrémistes, liberticides, anti-démocratiques. Retenons bien qu'un projet privé comme celui qui motive les avides de pouvoir ne peut, à long terme, qu'aboutir à une tyrannie, à l'institution d'abus, d'injustices de toutes sortes. A l'opposé, la démocratie non représentative doit être un projet commun qui ne peut aller sans bouleversements. En tant que tel, il doit inclure l'éducation et la participation active du plus grand nombre de citoyens. Nous avons vu que toute association, tout collectif en action pour un meilleur confort social, qui s'engage pour une plus grande justice, pour la promotion des valeurs les moins destructrices, pour la solidarité etc., considère tou-

jours son objectif comme absolument primordial et prioritaire. On le sait, les actions qu'ils entraînent ne se fondent que sur des conséquences. Ce phénomène peut être observé à peu près partout. Ce n'est pas autrement que s'opère le morcellement des tendances, la fragilisation et la dispersion des potentiels. Au lieu de fédérer autour d'une option unique, on divise. Plutôt que de se concentrer sur une idée canalisatrice, on s'éparpille. Le résultat est que rien ne parvient à émerger qui permettrait d'affronter l'origine de la succession d'effets contre lesquels s'acharnent tous ces mouvements pleins de bonne volonté et de détermination.

Il faut répéter et propager ce constat : lorsqu'on s'en prend aux conséquences, les jeux sont déjà faits, il n'y a plus grand-chose à espérer pour modifier quoi que ce soit. Les pétitions, les grèves, les manifestations, la fureur populaire seront inutiles. A ce stade de nos réactions, discrètes ou intempestives, nous ne comprenons pas que les intérêts personnels des décideurs sont tellement primordiaux pour eux qu'ils n'iront jamais jusqu'à les remettre en question devant l'agitation de la population mécontente. Toute protestation trouve illico devant elle un mur quasi inébranlable : soit celui de la « surdité » de l'appareil d'État, soit celui d'une répression violente. C'est valable pour tout motif, tout type et degré de résistance. Si l'on peut constater, parfois, une micro-victoire, ce n'est que poudre aux yeux, miettes compensatoires, qui se paie d'une autre manière. Le politique sait comment donner d'une main et reprendre de l'autre, avec intérêts.

Lutter contre des effets n'a guère de sens, ni de chance de provoquer un résultat majeur sur l'évolution des programmes politiques. Ceux-ci anticipant surtout les bénéfices que leur apporteront la récession économique ou les heurts avec les contribuables. La chasse au scrutin s'en ressent toujours, d'une manière ou d'une autre, à longue ou brève échéance.

Toujours est-il que si l'on peut librement choisir de tourner le dos à une vraie démocratie, libre de se contenter de son simulacre, on n'en demeure pas moins partie intégrante : *Nous sommes responsables de ce qui dépend de nous.** La Nature n'octroie aucun droit à aucun être vivant. Mais pour que la vie en société ne soit pas régie par des combats incessants, par la loi des plus forts, qui n'est pas une loi mais un mode de prédation chez les animaux humains et une tyrannie chez les hommes, il importe d'établir des règles qui définissent la légitimité des nécessités particulières ou des besoins indérogeables communs à l'espèce humaine. Pour parvenir à modifier un tant soi peu l'appareil politique, il importe que nous ayons le sincère souhait de nous impliquer.

Le désintérêt politique est la pire des choses qui puisse arriver aux membres d'une nation qui se veut véritablement démocratique. Adopter une attitude de repli est la meilleure façon de laisser le champ libre aux potentats,

* *Cornélius Castoridis, dont on lira notamment : « Stopper la montée de l'insignifiance », in « Le Monde diplomatique d'août 1998.*

à la déstabilisation et à l'escroquerie gouvernementale. Dans un état sain, la démocratie devrait faire l'objet d'une instruction permanente, d'une implication populaire suivie. Cette faculté d'élire, soit directement, soit par tirage au sort, les représentants du peuple est, avec celui d'écrire la constitution, le droit plus important qui puisse être légitimement accordé aux citoyens d'un tel État. Dans les faits, la réalité est assez différente sitôt que l'on a observé la manière dont les rouages politiques fonctionnent. Pour que ce droit puisse se vivre dans de bonnes conditions, il est fondamental d'être instruit du fonctionnement politique du pays, droit qui suppose également que l'on soit capable de choisir des dirigeants dont les intentions adhèrent au plus près des intérêts du peuple, étant également entendu que ces droits ne sauraient en rien réduire la responsabilité des décideurs envers leurs devoirs.

A tout moment de l'évolution d'un pays il est possible qu'au fil du temps des droits institutionnalisés viennent un jour à être remis en question ou soient carrément niés. Par exemple, suite à la venue au pouvoir d'un parti réfractaire à la liberté d'expression et/ou de circulation, opposé aux commodités sociales, aux échanges culturels et artistiques. Ce genre de parti sera qualifié d'*extrême*, de droite ou de gauche, et le danger est identique. Les moyens utilisés par les extrémistes sont par nature radicaux, exempts de nuances, éminemment dangereux et ne ménagent guère d'espace de dialogue puisqu'ils fondent leur politique sur base d'arguments faussés, sur la mauvaise foi et des théories racistes.

On connaît suffisamment d'hommes politiques, de chefs d'État, de ministres et généraux « respectables », cérémonieusement invités un peu partout dans le monde, à la table des « démocrates ». Le fait qu'ils soient couverts de ridicule, de honte, à l'origine de trafics abjects, et qu'ils aient des milliers de morts sur la conscience n'autorise en rien leur présence sur un sol qui se veut libertaire et la « diplomatie » de ceux qui en tirent quelques louches profits. Dans l'alternative la plus tyrannique, un régime gouverné par un parti liberticide sera, dans sa logique inepte, violemment opposé à la démocratie.

La responsabilité du maintien des droits acquis incombe autant aux hommes politiques qu'aux électeurs. Entre autres lois, celles relatives aux conditions de travail furent peu à peu repensées, améliorées. Ce fut une victoire de la lutte politique des classes contre la tyrannie des oligarques. Sans cette lutte, où en serions-nous de nos jours ? Sans renier certaines avancées, nous sommes pourtant toujours confrontés aux mêmes problèmes de pénurie d'emplois, d'exploitation des travailleurs et du chantage au chômage. Il semble bien que beaucoup reste encore à faire dans ce milieu-là, qui souffre encore et toujours de la mainmise des riches sur le capital mondial. Sous couvert d'imposer *manu militari* la démocratie dans diverses contrées du globe, l'armée américaine emmène dans ses bagages l'arsenal nécessaire à l'implantation de diktats à peine déguisés, tout en tirant au maximum les ficelles du trucage pour nous faire croire que leurs actions pacificatrices sont destinées à démocratiser des populations qui n'attendaient que ça. On ne dénombre

plus les mensonges qui sont à l'origine de la légitimation américaine des « frappes chirurgicales » dans les régions du monde les plus réfractaires à ses intérêts. Diffuser de fausses annonces de tueries, de massacres par l'un ou l'autre pays « chaud » suffit à soulever l'opinion publique, aussitôt prête à appuyer le gouvernement US pour agir « comme il se doit ». Toutes ces basses manœuvres n'ont, évidemment, rien à voir avec l'idée de cette autre démocratie que nous défendons. Mais sommes-nous si éloignés de ces pratiques ignobles ? Rien n'est moins sûr. Conséquence de ce qui précède : il est inadmissible que certains états qui s'affichent comme étant démocratiques pactisent, nouent des relations bassement financières avec de tels pays, allant parfois jusqu'à entretenir au vu et au su de la planète entière de très « diplomatiques » relations avec des tyrans, des anti-démocrates invétérés.

Qu'un tel état d'esprit se teinte de l'un ou l'autre dogme faisant office de Loi intangible et la voie du pire est dès lors tracée qui engendre détentions, prises d'otages, exécutions sommaires, tortures et jugements arbitraires, attentats et génocides. La démocratie ainsi que l'entendait Athènes dans l'Antiquité, peut parfois procurer le sentiment qu'elle complique l'organisation de la vie en société. Le relatif foisonnement de droits, l'élargissement des limites peuvent mener certains d'entre-nous à vivre cela dans la peur. Pour beaucoup d'entre-nous, la liberté n'est pas systématiquement rassurante et peut être une source d'angoisse pour tout qui doute de lui-même ou ne veut pas assumer ses responsabilités, préférant alors obéir à un maître qui assure gîte, nourriture, distractions.

Que faire de la liberté, que choisir et comment s'y retrouver ? Nous admettrons que nous nous sommes tous posés un jour ce genre de questions. Cette difficulté possible de faire des choix politiques sensés peut entraîner certains individus à opter pour une organisation de la société selon des règles strictes, rigides qui « rassurent », déresponsabilisent et régissent presque tout de leur vie, mettant chacun sur un pied d'égalité future de manière totalement arbitraire. Beaucoup de gens ne veulent pas le pouvoir, ni commander, ni être chefs, décider pour les autres. Leur solution consiste à s'en remettre aux plus aguerris, aux « meilleurs » (pensent-ils). Beaucoup de fonctionnaires nazis n'avaient pas d'autre ambition que de libérer ainsi leur conscience vis-à-vis des exigences et des projets du Troisième Reich. Nous serions surpris du nombre de nos contemporains préférant vivre de cette manière hiérarchisée, codifiée, « sécurisée », déresponsabilisante...

L'individu et « sa » démocratie

La politique consiste dans la volonté de conquête et de conservation du pouvoir, elle exige, par conséquent, une action de contrainte ou d'illusion sur les esprits, qui sont la matière de tout pouvoir.

Paul Valéry

*« La démocratie représentative, c'est la démocratie des casseroles et des banderoles. C'est, par obligation, celle de la rue, celle du désespoir de tout un peuple qui ne peut s'exprimer démocratiquement dans les urnes que tous les 4 ou 6 ans... le jour des élections politiques ! Puis, c'est l'allégeance aux partis politiques et la mise sous tutelle pendant toute la mandature. Belle démocratie ! Et pourtant, il faut savoir que lorsque la rue gouverne, lorsque les minorités dictent leurs lois il n'y a plus de loi, c'est ainsi que la chienlit s'installe dans nos villes et nos campagnes et que le chaos frappe à nos portes. C'est alors que la démocratie, la fraternité et la paix sont en danger. »**

D'emblée, retenons que l'intitulé est antinomique. On ne peut en effet parler de démocratie sitôt qu'on lui accole la notion de représentativité. Donc, il s'agit d'un oxymore, de termes qui se contredisent et cependant on

* Extr. du site « Rassemblement pour la démocratie directe. »

en use courtoisement, avec le sourire et en toute bonne foi sans s'en se rendre compte de l'in vraisemblance. A moins que ce ne soit voulu... En novlangue on n'appelle plus un chat un chat. Souvenons-nous, à l'avenir, qu'en terre de vraie démocratie, dans la Grèce Antique, celle-ci ne fonctionnait pas sur base de l'élection - excepté pour certaines fonctions attribuées à la magistrature - mais invoquait surtout la qualité du tirage au sort. Bien entendu, aucun système n'est parfait, aucun ne saurait assurer le contentement intégral d'une nation entière. Le but n'est pas là, puisqu'il s'agit essentiellement de *fonctionner* de manière réellement démocratique, chacun y ayant réellement sa chance de voir un jour ses idées remonter jusqu'au niveau décisionnel.

Même là où elle a conquis droit de cité, la démocratie que nous pratiquons n'est pas forcément comprise de la même manière par tous les électeurs. Les droits sont constamment confrontés à diverses impossibilités de mise en pratique. Il y a les freins accidentels et les autres, intentionnels, d'ordre politique la plupart du temps. Il peut arriver qu'un droit s'oppose à un autre, qu'il ne soit pas applicable instantanément. Cela est d'autant plus évident que chacun détient et représente, à sa manière, une parcelle de démocratie à lui tout seul. Par exemple, la notion de propriété est l'un des droits qui suscite le plus de problèmes au genre humain, parce que, par essence, le sentiment de propriété est totalement subjectif puisque, intrinsèquement, nous ne possédons rien de ce qui vient d'une Terre dont nul n'est propriétaire. C'est par injustice, annexion, épreuve de force, domination, extor-

sion, expropriation et abus de pouvoir qu'à vu le jour et s'est imposé le principe de propriété, chapeauté par un instinct très actif et chatouilleux. Pour la leçon : cette propension à la possession était inconnue et parfaitement viable chez les Indiens d'Amérique du nord. Dans un premier temps il faut donc bien s'en accommoder, de cette démocratie qui n'a rien d'un régime parfait. Étrange paradoxe : elle peut même couvrir en son sein le ferment de sa destruction, puisqu'elle donne la parole à tous, y compris aux partis politique anti-démocratiques. Il peut sembler à ces derniers que la démocratie engendre parfois des dérives, ce qui est loin d'être faux. Indiscutablement, c'est son plus grand point faible.

La solution à cet épineux problème n'est toujours pas trouvée, et cela tient dans la manière dont nous instituons notre actuel régime représentatif. La Chine, pour ne citer que ce pays, conteste nombre d'articles relatifs à la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme* et n'a d'ailleurs pas hésité à annexer le Tibet. La chose est gravissime lorsque l'on sait que la peine de mort (en place publique !) y est toujours d'application. En Irak elle vient d'être ré-instaurée pour des cas « particuliers »... Exemple effroyable : des personnes peuvent y être exécutées, simplement parce qu'elles adhèrent à des religions décrétées illégales. Nous pouvons nous poser beaucoup de questions quant à la bonne santé de notre conscience. Lorsque nous songeons que se sont déroulées là-bas les Jeux Olympiques de 2008, et que beaucoup d'entre-nous, beaucoup de nations n'y ont rien vu - ou si peu - à redire parce qu'elles ignoraient (?) pour la plupart que le stade

est souvent le théâtre d'exécutions capitales, nous n'avons pas de quoi être fiers de notre passivité. Mais le commerce du sport a eu le dernier mot sur une pratique moyenâgeuse.

Ceci aurait dû nous amener à la réflexion suivante : dans quel type de régime vivons-nous ? Mais aussi, quel genre de démocratie voulons-nous ? Dans les pays totalitaires, l'individu n'existe pour ainsi dire pas ou si peu. Il ne représente rien, n'a qu'une valeur accessoire. Le système dictatorial lui refuse toute identité et notoriété si elle ne se consacre pas entièrement à l'essor intégral du pouvoir. L'individu doit s'effacer devant l'intérêt national. Il n'est qu'une tache dans le peuple, un outil, l'obscur et insignifiant rouage d'une vaste et impitoyable machinerie exploiteuse.

C'est de ces zones-là du monde que nous avons les meilleures nouvelles du pire. Réduits à des nids d'insectes producteurs, ces peuples, écrasés sous l'injustice, doivent encore s'estimer heureux de fonctionner tel qu'on le leur ordonne, sans qu'on leur demande leurs avis, sans qu'ils puissent revendiquer l'une ou l'autre amélioration de leur situation, sans aucune perspective de confort privé. Tout indépendance y est malvenue, surveillée et rapidement reconditionnée. Les marginaux sont exclus, pourchassés, conspués en public. La norme idéale devient l'effacement, l'anonymat intégral, la négation de toute ambition personnelle. Tout doit profiter au pouvoir. Dans des conditions de soumission médiévale, se sont ainsi des millions de personnes, de par le monde, qui se laissent gouverner de la sorte par quelques poignées de dirigeants

qui y trouvent tout le sens de leur misérable existence. Pendant ce temps, en 2006, on projetait d'explorer Mars à coups de milliards de dollars, et même d'y faire bientôt (!) du tourisme spatial. Alors qu'un simple Tsunami ou une attaque de la rédaction de Charlie Hebdo suffit à faire paniquer le premier gouvernement venu et à nous remettre tous à notre juste place de dérisoires petits humains.

Obtenir des droits de haute lutte et s'abstenir d'en faire usage constructif n'a guère de sens ni d'intérêt pour quiconque. Aussi, notre monde à plus que jamais besoin de cerveaux positifs, d'humanistes, de chercheurs sensibilisés, responsables. Mais, quoi que l'on fasse et en dépit des nombreux efforts consentis par des femmes et des hommes de dialogue, il y aura toujours des mécontents pour estimer que le tirage au sort, ou la démocratie directe est excessivement ou insuffisamment tolérante. Le tirage au sort des constituant pourrait leur sembler une foire trop mouvante et mouvementée, ingérable, trop floue, qui implique et contraint trop le peuple. Mais cela ne peut gêner que ceux qui brigueraient le pouvoir, qui aimeraient que revienne au galop le bon vieux temps de l'oligarchie.

Une démocratie portée pâle

Contrairement à ce que pensent certaines personnes, la sagesse du peuple est bien souvent plus grande que celle de ceux qui le dirigent.

Kevin Lone

Le souhait de modifier un tant soit peu la société ne peut faire l'économie d'une politique qui soit au centre des préoccupations des citoyens, et entraîner au moins une exigence élémentaire : celle du devoir de *se donner* les moyens d'agir et de se convaincre que par une action motivée et réfléchie, par le truchement de l'unification des volontés, beaucoup des problèmes que vit notre société pourraient être réduits en partie, voire supprimés. Tout changement s'avère toujours un petit ou grand un bouleversement, parfois difficile à vivre, lent à être compris. Si c'est au contact avec le terreau associatif, avec les plus faibles des citoyens que l'on diagnostique l'état de santé d'un régime politique, l'éducation populaire ne peut, elle, se résumer à la programmation d'activités purement et simplement artistiques ou plus ou moins culturelles. Qui n'a pas remarqué qu'un parti majoritaire à toujours tendance à installer un panorama politique qui se voudrait immuable ? Évidemment, ce genre d'ambition ne fait aucun bien à la démocratie. On aura intérêt à s'en souvenir, puisque nous sommes tous

responsables de ce dont nous nous plaignons à longueur d'année et de vie. D'ailleurs, une grande part de vérité sous-tend le dicton qui veut que nous avons les élus que nous méritons. C'est sans doute que nous sommes très mal informés de ce qu'est une démocratie. Si les changements politiques sont relativement lents - rien de durable ne se construit dans la hâte, cela ne doit pas décourager ceux qui voudraient y mettre leur grain de sel. Sachant ce qu'il en est, depuis des générations, de notre univers politique européen, pourquoi continuer à voter pour des personnes méconnues, sinon totalement inconnues, pas forcément compétentes, obnubilées par le pouvoir et qui ne font la une des médias qu'à travers des « affaires », des décisions arbitraires, des déclarations sans lendemain et autres lois liberticides ?

La démocratie ne peut s'imposer sans le concours, sans la participation active de la majorité du peuple, parce que celui-ci n'a aucun intérêt à déléguer son pouvoir décisionnel à des individus qui finissent par faire de la politique une activité professionnelle, coupée des difficultés quotidiennes vécues par la population. Cette dernière ne devrait plus ignorer que le suffrage universel (soit la volonté nationale) tant porté aux nues ne nourrit qu'un régime représentatif qui n'est pas du tout issu de la volonté populaire. Dans ce cas, voter ne représente plus qu'une vicieuse contrainte, une vaste imposture, bref le plus trompeur de tous nos droits, même si, en son temps, une lutte fut engagée avec le pouvoir pour l'obtenir. Et pourquoi, alors, ce virage de bord ? Parce que à chaque soulèvement du peuple, le ferment insurrectionnel est ha-

bilement récupéré, dévoyé. Les combattants, fascinés par ce droit de vote qu'il imaginent être démocratique ne perçoivent pas qu'il s'agit en réalité d'un simulacre de droit. Car un vrai droit doit apporter un réel bénéfice, obtenu par consentement mutuel irrévocable. L'histoire nous dépeint la révolution belge de 1830 comme un magnifique tableau d'exaltation populaire, de libération définitive, dans la joie et la liesse des « citoyens », mais... : *Faites attention à l'Histoire que l'imposture se charge d'écrire.* (Chateaubriand) Retenons aussi qu'un électeur ne saurait prétendre être un citoyen digne de ce nom (la novlangue se charge astucieusement d'affirmer le contraire...), puisqu'il ne l'est que durant le bref moment du vote électoral, qui n'est qu'un simulacre de démocratie tout juste utile à procurer une impression de liberté de choix, au cours d'une pantalonnade qui ne sert qu'à maintenir en l'état un système politique non transparent, dénué de toute auto-critique, surpayé, à l'abri de tout contrôle et dans lequel ne pourra intervenir l'électeur prétendument libre (uniquement libre de voter pour ses maîtres !) une fois les élections terminées.

Avant, pendant et après une révolution, une des premières exigences du peuple devrait concerner l'obligatoire soumission des nouveaux responsables politiques à de constants contrôles et à rendre, en fin de mandat (non renouvelable) des comptes, pénalisés par d'éventuelles sanctions effectives. Ce tout petit exemple d'exigence véritablement démocratique ne peut trouver sa place que dans une constitution écrite par le peuple. Un peuple qui sait que trop d'élus n'assument pas les impératifs de leurs

mandats, ne prennent pas leurs responsabilités, un peuple qui ne peut ignorer qu'il est trompé d'élections en élections, et qu'à chaque cycle répétitif ses pâles représentants cumulent une série de fonctions qui ne peuvent que réduire la qualité de leur travail, et qu'ils finissent tôt ou tard par vouloir demeurer au sommet d'un système vertical de droite plutôt que de disparaître dans un système démocratique horizontal. Et cela, nantis d'appointements plus que confortables. L'homme de la rue, un tant soit peu attentif n'ignore plus que les valeurs sociales, l'art et les modes de vie communautaires constituent, en parallèle avec une honnête instruction politique, le fondement même de la culture, capable d'alimenter les moyens de promotion et d'éducation à la paix, capable de motiver l'essor d'une société la plus juste possible. Mais l'art et la culture n'y suffisent pas. Alors, reste la politique.

A ce propos, voici le discours-testament présenté à la nation belge, en juillet 1993, par le Roi Baudouin, qui ne manque pas de sel :

« La désaffection vis-à-vis de la politique est stérile et comporte des dangers pour nos institutions. On a vu, dans les années 1930, à quelles dérives cela pouvait mener. Un de nos soucis sera donc de promouvoir une citoyenneté responsable, dans laquelle les femmes et les hommes de notre pays s'intéresseraient de façon constructive aux grands enjeux de notre société. »

Ou quand les « grands enjeux » des dirigeants ne sont pas ceux du peuple... Étonnant discours de la part d'un

monarque sans pouvoir - que certains aujourd'hui, iraient même jusqu'à le canonisé (rien que ça !), se mêlant, dans un pays non démocratique, d'inciter la population à plus de célérité, de vigueur vis-à-vis des grands enjeux (lesquels ?) dont la vraie démocratie serait, on s'en doute, évidemment exclue... Alors, certes, il reste à s'investir plus que jamais en politique. Mais laquelle ? La politique de qui, de quoi, par qui et pour quoi ? Pour rêver à l'impossible ou pour s'instruire de ce qui est faisable ? Pour tenter de s'enrichir, d'obtenir des privilèges ou faire du monde une terre de désolation ? Pour continuer comme si tout allait bien ou pour cesser de scier la branche sur laquelle nous sommes assis ?

Notre société industrialisée concentre à l'excès son intérêt de l'individu d'après le taux de *contribuabilité* que représente celui-ci. Disons-le clairement et à l'unisson avec tous les adeptes d'une vraie démocratie : L'Europe n'a pas à être qu'une Europe des banques, une Europe marchande, une Europe du chômage de masse, de l'émigration de masse, de la privatisation systématique. On ne bâtit pas une société pérenne, égalitaire, juste, démocratique uniquement sur l'industrie, délocalisée ou non, ou sur les lobbys, les banques et des bataillons d'actionnaires sinon engendrer un pouvoir à deux vitesses, avec une tendance nette à l'autocratie, à l'arbitraire d'une bande de privilégiés. Il n'y a pas d'adhésion constructive à une démocratie si elle ne se traduit pas au quotidien par des actes équitables, profitables à la majorité des électeurs. Une Europe aussi bancal ne peut que mener au fracas généralisé. Il faut donc en sortir.

Confrontés que nous sommes à la langue de bois politicienne, la réalité est tout de même beaucoup plus nuancée, moins hypocrite. En effet, pourquoi ne plus *oser dire*, tel quel, ce qui nous entrave, ce qui nous préoccupe purement et simplement ? Pourquoi devoir être si faux et politiquement hypocrite... donc « correct » si ce n'est pour mieux manipuler, alors qu'il serait plus judicieux d'être vrai ? Mais honnêteté et justice ne riment pas avec régime représentatif. On veut faire croire au peuple qu'en adoptant un langage édulcoré, aseptisé de tout ce qui peut irriter les sensibilités vaniteuses, on tranche dès lors dans la rigueur et l'honnêteté. Grâce à cette novlangue, tout devient miraculeusement possible, et désormais il y a ceux qui ne disent *que* la vérité et les autres, les affreux menteurs invétérés, les « racistes », les « fascistes », les « antisémites », et les meutes d'anti-n'importe quoi qui rejoignent prestement les troupeaux de boucs émissaires. Sombrier de la sorte dans le ridicule le plus abouti s'opère par le biais d'une langue sciemment modifiée au louche profit de certains élus qui s'imaginent ainsi se prémunir de l'esprit critique populaire et faire œuvre innovante en matière de soi-disant « respect » des sensibilités chatouilleuses. Or ils nous conditionnent bel et bien à leur langue favorite, de bois, dont ils font un généreux usage en toutes circonstances.

Dans un état de droit tel que le nôtre, il conviendrait que nous puissions appeler un chat un chat, et admettre, par exemple, que de faux réfugiés s'infiltrèrent chez nous afin de semer le trouble, point final.

Mais si cela devient difficile, la faute en incombe aux faiblesses d'un régime, qui a plus d'une fois permis de faire de la Belgique, et de ses pays voisins, le refuge idéal pour quantités de malfrats, de génocidaires et autres fomenteurs d'attentats dont on a pu ainsi retrouver l'un ou l'autre spécimen jusque parmi des demandeurs d'allocation, dans certains centres publics d'assistance sociale (devenus centres publics d'actions sociales, pour mieux dissimuler la merde au chat. Le mot assistance ayant sans doute choqué quelques bobos haut placés...) Honorable et brave régime ridiculement nommé démocratique, bel et bien alimenté par des visées clientélistes, népotistes par des partis corrompus qui permettent d'offrir presque pignon sur rue à des groupuscules terroristes, à des radicaux violents, méprisants totalement l'Occident et ses modes de vie.

Sans doute il y en aura-t-il toujours pour ignorer que, nulle part dans le monde, les attentats ou les génocides n'ont réussi à imposer justice, stabilité, prospérité sociale et économique. L'espoir de faire de la Terre une sorte d'Éden habité par une civilisation uniculturelle a été caressé, de longue date, par plus d'un mégalomane historique. Tous y ont échoué, parce qu'il ne peut en aller autrement, parce que nul, quel qu'il soit, quoi qu'il fasse, quelle que soit sa langue, sa religion, la teneur de son programme politique ou la dureté de son pouvoir ne peut prétendre faire l'unanimité de l'humanité entière et à jamais. L'échec est la rançon répétitive d'une poignée d'humains malades qui misent leur survie et leur gloire sur un système-macédoine, dans lequel chèvres et loups

évolueraient en parfaite et angélique harmonie. Les génocides à répétitions devraient pourtant suffire à rappeler à l'entendement de notre civilisation qu'il nous faut créer de nouvelles solutions face aux ambitions de « grands mélanges fraternels » dont la sagesse n'est jamais sortie des manuels théoriques...

L'une de ces solutions novatrices consiste peut-être à rétablir une démocratie digne de ce nom, histoire de faire le ménage parmi quelques malades de pouvoir. Son actuel simulacre actuel ne parvient pas à punir les tyrans tel qu'ils le méritent et abandonne trop aisément à leur sort les victimes. On oublie trop aisément que ces despotes, sûrs de leurs bons droits, sarcastiques, presque fiers, convaincus d'échapper à la vindicte de leurs rescapés et de toute justice n'existent que parce qu'ils ont tout fait pour que la démocratie ne soit pas d'application sur leur territoire. On les voit menacer le monde, se vanter de détenir le pouvoir de détruire des nations entières. Un tel degré de fanatisme, de barbarie et d'imbécillité creuse la voie d'une ignominie qui ne mérite aucune circonstances atténuantes. Ceci dit, s'il importe de ne jamais occulter la mémoire, la conscience universelle, il est tout aussi vital d'entretenir le réflexe du refus des amalgames.

La peur et la méfiance, vécues comme un frein ou un tremplin vindicatif, ne conduisent à rien de viable à long terme. La peur semble faire beaucoup mieux en se muant en énergie capable d'agir sur les bas instincts, tenants de l'animalité, mais c'est une illusion dont nous ne pouvons plus nous prévaloir : il ne peut y avoir ni émancipation ni

créativité nées de la peur. Qui, viscéralement, ne souhaite pas vivre en paix ? Lequel d'entre-nous est incapable de reconnaître toute la tragédie qu'il y a de subir la part d'inhumanité que peut receler l'être humain ? C'est l'une des motivations fondamentales qui doit nous amener à inciter *tous* les électeurs volontaires, toutes provenances et origines confondues, à mettre en branle un mouvement populaire exigeant une démocratie qui ne soit pas une farce. Il semble pour le moins impératif de rappeler que nous vivons au sein d'une société dont le pilier majeur est, et doit rester, la laïcité. Sans elle, une vraie démocratie ne pourvoit que des leurres. La laïcité représente une idéologie qui tolère toutes les religions, pour autant qu'elle ne dérive pas elle-même jusqu'à devenir une espèce de religion. Elle souligne qu'un dogme, quel qu'il soit, concerne avant tout et surtout ses seuls adeptes. Elle tient à faire savoir que toute adhésion à un culte religieux doit demeurer une affaire strictement personnelle qui n'a pas à affecter, sous quelque forme que ce soit, ni sous aucun prétexte de sacralité, la vie démocratique dans son ensemble.

Les hommes évoluent (au moins un tout petit peu) et ils ne feront pas marche arrière, quelle que soit le futur qu'ils se choisissent. En Occident, l'évolution la plus remarquable de ce siècle a certainement consisté en la mise à l'écart de toute forme de pouvoir dogmatique, de toute tentation théocratique, pour choisir une modernité axée sur le développement du savoir, de la raison, donc des sciences, des philosophies, de l'économie, de la justice ainsi qu'une libération des mœurs qui, il est vrai, ne

nous donne pas à vivre que du beau ou du bon. Ainsi, n'est-il plus aujourd'hui question que les théologiens, sous prétexte de foi, s'immiscent peu ou prou dans les cénacles politiques. Tel est, d'une certaine manière, ce qu'il convient d'entendre par *laïcité citoyenne*. Sur notre territoire, aucune foi, aucune loi divine immuable ne gère ni ne remplace les Lois édictées - hélas, par les si peu représentatifs du peuple que sont les élus. La constitution dans laquelle sont recensées les premières et principales lois représentent l'unique référence, l'essentiel régulateur qui fonde les bases progressistes d'une société. Même si, en l'occurrence, il s'agit d'anti-constitution, doivent s'y conformer tous les électeurs, de quelque provenance géographique, de quelque niveau social, mode de vie, coutume, tradition, conviction politique et religieuse que ce soit. De même, le travail des citoyens sur les Lois devrait être permanent, s'afficher comme le signe de la vitalité politique de toute société qui se prétend démocratique et œuvrer dans le sens du maintien de l'indéfectible souveraineté populaire, sous peine de retomber aussitôt dans un système dictatorial.

Dans notre législation, la loi est censée suivre le cours de la société, qui en est la source. Au sein d'un régime démocratique, la loi n'exprime aucune vocation personnelle. Elle découle obligatoirement d'un accord entre les citoyens, ce qui n'est pas le cas dans un régime représentatif. À l'opposé du principe tyrannique, le régime faussement démocratique est multiple et modifiable... en apparence seulement, modulé qu'il reste par les seuls élus eux-mêmes, et pour autant qu'ils se sentent suffisamment

concernés par les besoins des électeurs. Face aux déterminations violentes, il est des progressistes humanistes qui résistent. Sans systématiquement refuser l'idée divine, ils admettent en toute humilité - c'est bien là le moindre de leur droit - qu'ils puissent, en toute liberté, ne pas y adhérer. Nous pouvons constater, à la lumière des événements meurtriers de ces dix dernières années, qu'une religion ne nuit à la santé de ses adeptes (et à leurs contemporains ne partageant pas leurs convictions) qu'à partir du moment où : soit elle n'est plus adaptée à son temps, ni aux impératifs d'une société par essence évolutive, soit lorsqu'elle quitte le champ d'interprétation personnelle pour envahir l'espace privé d'autrui, s'instituant dès lors loi inabrogeable réglementant l'intégralité de la vie des êtres humains. Ce qui revient à dire que ce ne sont évidemment pas les religions qui sont directement en cause dans les conflits mais ceux qui les interprètent, qui les pratiquent et en font le prosélytisme d'une manière fanatique et guerrière.

Dans le fond comme dans la forme, l'immixtion de la religion dans les affaires d'État n'est ni souhaitable ni acceptable au sein d'une société dont les principes constitutionnels s'articulent sur la libre expression, la libre circulation des idées, en parallèle avec la reconnaissance de l'évolution des sciences. Ce qui, forcément, situe l'homme de plus en plus loin du centre de l'Univers... Et puis, s'il ne s'agissait *que* d'une lutte contre la démocratie, où donc sont les projets capables de nous faire miroiter un système éprouvé par une expérience qui se révélerait encore plus démocratique ?...

La haine de la démocratie existe bel et bien. Est-elle due au fait qu'elle a rangé les affaires du culte sur une voie parallèle aux affaires sociales, politiques et culturelles ? Est-elle due au refus de la liberté d'expression et des possibles remises en question qu'elle permet vis-à-vis des pratiques religieuses ? En partie, probablement. Cela justifie-t-il de lutter, les armes à la main, contre la démocratie... que nous ne pratiquons pas vraiment, du reste ? Peut-être, pourquoi pas. Pour autant qu'il s'agisse alors de nous en établir une meilleure, une vraie, en œuvrant avec les outils de l'intelligence constructive. L'Occident ne se prétend nullement parfait. Cependant il est en droit de condamner tous les intégrismes, toutes les idéologies qui nient toute égalité des droits entre électeurs de toutes les nations.

Démocratie et lois liberticides

Dans toute magistrature, il faut compenser la grandeur de la puissance par la brièveté de sa durée.

Montesquieu

Nous prenons plaisir à nous divertir, à nous préoccuper que de nos petits problèmes, nos petits intérêts. Durant ce temps, à cause de quelques illuminés qui pensent encore changer le monde à coups d'attentats, de tueries, quelques élus paniquent (autant qu'une bonne part de la population), versent dans l'autoritarisme liberticide, enclenchent un effet de masse liberticide et rêvent d'une société passée en permanence à la loupe. Cela devrait nous rappeler quelque chose, non ?

Ce qui se passe aujourd'hui en France concerne tout autant l'Europe entière. Ainsi, si nous ne réagissons pas, si nous ne nous mobilisons pas, les lois les plus restrictives, les plus coercitives finiront par nous ôter - à tous, de quelque bord politique que nous puissions être, tout espoir de sursaut libérateur, toute possibilité de penser et d'agir autrement que selon une norme tyrannique, toute possibilité d'aller plus avant dans la construction d'une société censément démocratique, et notre existence y perdra tout son sens. En avril 2015, à quelques jours du vote de ce scandaleux, de cet immon-

de et intolérable projet de loi sur le renseignement, Edwy Plenel nous écrit un long article, dont voici un large extrait. L'idée première qui en découle est que s'il y a quelque chose de suspect dont il faut s'alarmer et qu'il faut dénoncer, c'est bien l'attitude de certains élus, et ce à quoi pensent ceux qui votent pour cette élite-là...

Un attentat aux libertés

Le projet de loi relatif au renseignement, dont le vote final est prévu le 5 mai, instaure une surveillance généralisée de la population, sans contrôles efficaces ni contre-pouvoirs forts. Comme l'ensemble des défenseurs des libertés, des associations et professions concernées, des autorités administratives impliquées, des acteurs de la révolution numérique, Mediapart dit non à cette loi scélérate. (...) Un attentat à nos libertés fondamentales est en cours. Ses auteurs sont ceux qui nous gouvernent, tous embarqués aux côtés de l'auteur principal, le premier ministre, jusqu'à celle qui devrait protéger nos droits et nos libertés, la garde des Sceaux, dont le profond silence vaut approbation. Leurs complices sont ceux qui nous représentent, droite et gauche confondues, empressés, à quelques rares et courageuses exceptions, d'approuver ce crime officiel, au point de l'aggraver par leur zèle législatif.

Des amendements cosmétiques n'y changeront rien : cette loi instaure une société de surveillance généralisée. Profitant des potentialités techniques de la révolution numérique et des opportunités politiques de l'émotion sécuritaire, elle autorise l'État profond, cette part d'ombre du pouvoir exécutif qui, à l'abri du secret-défense, n'a pas de visage et ne rend jamais de compte, à espionner tout un chacun, n'importe qui, n'importe

quand, n'importe où. L'avènement de cette loi signifiera qu'en France, désormais, de façon légale, l'État de police l'emportera sur l'État de droit. Que le pouvoir en place pourra faire surveiller des citoyens et leurs entourages sans restrictions solides, sans contrôles indépendants, sans autorisations judiciaires. Que le soupçon remplacera la preuve. Que des opinions deviendront des délits. Que des fréquentations s'avéreront coupables. Que des curiosités se révéleront dangereuses. Que des différences ou des dissidences à l'égard des pensées dominantes ou des politiques officielles seront potentiellement criminelles. (lire l'avis circonstancié que vient de rendre à l'unanimité la Commission nationale consultative des droits de l'homme.)

D'emblée, la CNCDH souligne que la façon dont ce projet de loi a surgi en dément totalement les intentions vertueuses proclamées. Elle souligne que ce texte est passé en conseil des ministres « à peine deux mois » après les crimes terroristes de janvier et « quelques jours seulement avant la tenue d'élections cantonales dont la campagne a été marquée par une forte présence du populisme et de l'extrémisme ». Qu'il a, de plus, été élaboré quelques mois après l'entrée en vigueur d'une énième loi antiterroriste, consécutive à l'affaire Nemmouche », elle-même faisant suite à deux autres lois antiterroristes récentes, « consécutives, elles, à l'affaire Merah ». Tandis que chômage, précarité, insécurités sociales et injustices économiques, mal-vivre et mal-être sont relégués en fond de décor de notre vie publique, sans urgences ni priorités de nos gouvernants, plus de vingt-cinq lois relatives à la sécurité intérieure ont été adoptées ces quinze dernières années, entre 1999 et 2014. Déplorant « cette prolifération de textes législatifs relevant davantage de l'opportunité politique que du travail

législatif réfléchi », la CNCDH « rappelle l'importance d'une politique pénale et de sécurité pensée, cohérente, stable et lisible, dont la qualité ne se mesure pas à son degré de réactivité aux faits divers et aux circonstances du moment ». Traduite par la procédure accélérée imposée par le gouvernement, la « plus grande précipitation » a été voulue pour ce projet de loi, selon les mots de la CNCDH qui rappelle sa « ferme opposition » à cette procédure. Aucune urgence effective ne la justifie. C'est en fait une arme de pouvoir, un moyen de faire taire les oppositions, de prendre de court les protestations, d'entraver le fonctionnement normal du Parlement, de restreindre « considérablement le temps de réflexion et de maturation nécessaire au débat démocratique ». Cette procédure arbitraire dévoile l'intention de ses promoteurs : jouer sur l'émotion pour imposer la régression. Le pouvoir exécutif réclame un chèque en blanc pour l'État profond, de surveillance, de police, sans expertise ni bilan, sans critique ni autocritique.

Aucun débat préalable, aucune enquête parlementaire, aucune audition contradictoire pour évaluer les récents fiascos sécuritaires des services chargés de la lutte antiterroriste, alors même que les itinéraires de Merah, de Koulibali et des frères Kouachi le justifieraient amplement, révélant des failles de surveillance et des manques de vigilance. Pis, la CNCDH relève « la pauvreté » de l'étude d'impact qui accompagne le projet de loi, son caractère succinct, ses formulations vagues, sa façon de procéder « par simple affirmation en s'exonérant de toute référence documentaire ». Car cette loi n'est pas seulement un mauvais coup, elle est aussi de mauvaise qualité, mal rédigée, imprécise ou incomplète. Voulu, ce flou cache évidemment mille loups : c'est un moyen d'échapper à l'exigence d'extrême

précision pour toute disposition permettant de porter atteinte au droit au secret privé et familial, une ruse pour ne pas se plier à l'encadrement rigoureux d'un pouvoir de surveillance qui, toujours, s'accompagne du risque de l'arbitraire.

Appelant en conclusion à des « amendements du Gouvernement et du Parlement [qui] permettent de renforcer la garantie des libertés publiques et des droits fondamentaux », la CNCDH ne va pas jusqu'au terme logique de son réquisitoire : le retrait ou la suspension de cette loi attentatoire à nos droits fondamentaux, au respect de nos vies privées et familiales, à nos libertés d'opinion, d'expression et d'information, à notre droit de savoir et de communiquer. Car c'est bien « une surveillance de masse », écrit-elle, qu'autorise ce projet, par la collecte généralisée et la conservation durable de données collectées sur nos ordinateurs, nos téléphones, nos tablettes, tous les instruments électroniques qui, désormais, sont le quotidien de nos vies. À plusieurs reprises, son avis affirme que le dispositif de la loi contient « une violation flagrante de l'article 8 » de la Convention européenne des droits de l'homme énonçant le « droit au respect de la vie privée et familiale ». « Le risque d'un "État panoptique" est à prendre au sérieux », ajoute-t-elle, autrement dit d'un État ayant à sa libre disposition des instruments technologiques qui lui donnent accès à une transparence totalitaire sur la vie privée des individus, leurs pensées secrètes, leurs personnalités intimes. Pis, en étendant le recours aux techniques de renseignement jusqu'aux intérêts de la politique étrangère comme aux intérêts économiques et industriels, sans compter la surveillance préventive des violences collectives, le projet de loi offre un champ « potentiellement illimité » aux curiosités intrusives des services de renseignement.

Quant à la « Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement » que la loi entend instaurer, son indépendance, son impartialité, sa technicité et sa compétence sont radicalement mises en doute par la CNCDH pour qui elles « ne sont pas garanties ». Son contrôle, conclut-elle, « risque fortement de ne pas être effectif ».

Ultime reproche, et non des moindres, de cette commission qui réunit l'ensemble des acteurs français de la promotion et de la défense des droits humains : en faisant basculer dans le champ de la police administrative des mesures répressives qui devraient bénéficier de garanties judiciaires, ce projet de loi « porte atteinte au principe de la séparation des pouvoirs ». Faire payer à la liberté les frais d'une sécurité menteuse, autrement dit, ce projet de loi est anticonstitutionnel, violant notre loi fondamentale, celle dont le président de la République est normalement le gardien. « Toute Société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution. », énonce l'article 16 de la Déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen.

Comment François Hollande ou Christiane Taubira, qui ni l'un ni l'autre ne sont juristes, peuvent-ils rester inertes face à ce réquisitoire aussi rigoureux qu'implacable de la CNCDH, commission éminemment représentative de la société dans sa diversité dont l'efficace présidente, Christine Lazerges, est de ces professeurs de droit qui se font fort de « raisonner la raison d'État » ? Si, d'une manière ou d'une autre, ils ne se mettent pas en travers de ce coup d'État à froid contre nos droits fondamentaux, leurs noms resteront définitivement associés à la pire régression de nos libertés individuelles et collectives depuis l'État d'exception de l'aveuglement colonial, ces pou-

voirs spéciaux imposés à leur majorité par, déjà, des gouvernants de gauche. L'auraient-ils oublié ? Une République en est morte, gangrenée par des factieux et des tortionnaires, des hommes qui se voulaient gardiens sans contrôle d'une sécurité devenue un absolu au mépris de la liberté, promue fin en soi, quels qu'en soient les moyens. Voulu par le premier ministre Manuel Valls, qui s'en est fait symboliquement le rapporteur devant l'Assemblée, porté par le député socialiste Jean-Jacques Urvoas, qui se comporte en représentant des services bien plus qu'en élu de la Nation, ce projet de loi est bien un Patriot Act français tant ses intentions et la méthode pour les imposer sont similaires à celles des néoconservateurs américains en 2001, après le 11 Septembre. Il s'agit bien d'autoriser une surveillance étatique de la société sans limites sérieuses ou solides en jouant sur l'affolement provoqué par les attaques terroristes. Avec ses mots feutrés, la CNCDH souligne ce chantage dont la représentation nationale et l'opinion publique sont actuellement l'objet : « Tout se passe comme si la simple invocation d'une plus grande efficacité pouvait justifier l'adoption, sans aucune discussion, des mesures les plus attentatoires aux libertés. »

C'est pourquoi elle prend la peine de « réaffirmer avec force que les États ne sauraient prendre, au nom d'intérêts considérés à juste titre comme primordiaux, n'importe quelle mesure ». « La plus grande victoire des ennemis des droits de l'homme (terroristes ou autres), ajoute-t-elle, serait de mettre en péril l'État de droit par l'émergence et la consolidation d'un État prétendu de sécurité qui se légitimerait par l'adoption de mesures de plus en plus sévères et de plus en plus attentatoires aux droits et libertés fondamentaux. » Outre l'abandon par la

gauche de gouvernement du terrain des libertés, de leur élargissement et de leur conquête, le plus stupéfiant dans cette régression démocratique est le spectacle d'un pouvoir qui prétend défendre la société contre elle-même.

Il n'y a en effet aucune voix discordante parmi tous les acteurs sociaux : des avocats aux magistrats, des journalistes aux blogueurs, des autorités administratives indépendantes au Défenseur des droits, des associations de défense des droits de l'homme aux organisations syndicales, des acteurs du numérique aux réseaux sociaux, etc., tous ont fait part unanimement de leur refus d'une loi liberticide. Pour ceux qui prétendent nous gouverner, leurs cabinets et leurs communicants, cette expertise citoyenne ne compte pas, y compris quand elle s'exprime jusqu'à l'Assemblée nationale, au sein d'une commission sur le droit et les libertés à l'âge du numérique composée de parlementaires et de représentants de la société civile. Pour eux, la société qui proteste a forcément tort. Elle est mal informée, mal éduquée, mal intentionnée. Il y a là une pédagogie anti-démocratique au possible, où les représentants ignorent superbement ceux qu'ils sont supposés représenter, où le pouvoir exécutif s'affirme tuteur autoritaire d'une société ignorante ou menaçante, dans tous les cas mise à distance et sous contrôle.

« La France a connu à plusieurs reprises, au cours de ce siècle, ces paniques provoquées par certains attentats, savamment exploitées par la réaction et qui ont toujours fait payer à la liberté les frais d'une sécurité menteuse. » Ainsi commence, en 1899, l'article du fondateur de la Ligue des droits de l'homme, Francis de Pressensé, contre les lois d'exception votées en 1893 et 94, sous le choc des attentats anarchis-

tes qui ensanglantaient la IIIème République. Intitulé « Notre loi des suspects », il s'en prenait à ceux qui, en l'ayant adoptée, abaissaient la République, son idéal et ses principes : « Un Président-parvenu qui joue au souverain, un premier ministre sournoisement brutal qui tente d'adapter à sa lourde main la poignée du glaive de la raison d'État, un Parlement où tout est représenté, sauf la conscience et l'âme de la France. » Forgés par la haute bataille du dreyfusisme qui les occupait alors, de Pressensé et ses pareils, dont Jaurès, en concluaient qu'il revenait à la société, aux citoyens qui la composent, bref au peuple souverain, de relever cette conscience et cette âme, abandonnées et meurtries par la politique professionnelle.

Si l'on doutait encore de quoi peut accoucher un régime représentatif, cela doit à présent être plus clair : « *Pour connaître les hommes, il faut les voir agir.* » (Jean-Jacques Rousseau). Avec la récente analyse de Philippe Dutilleul*, dont voici un large extrait, on verra que la Belgique n'est pas prête de parier sur le futur, vu l'état de santé maladif de sa « démocratie » :

« Le gouvernement Michel reproduit ce que disait déjà celui de Di Rupo : « Il faut sauver le pays ! » ? Di Rupo puis Michel ont endossé avec enthousiasme le même costume et ce ne sont pas les jérémiades du triste 07 janvier 2015 de Di Rupo qui y changeront quelque chose. Rik Torfs, recteur de la KUL, ancien sénateur CD&V, réputé Flamand modéré, « La Belgique est tellement complexe que si l'on devait la constituer aujourd'hui on ne le ferait vraisemblablement pas ! » .../...

* blogandcrows.blogspot.com

(...) J'ai écrit dans l'introduction de mon dernier ouvrage « Ils sont fous ces Belges », que je n'ai jamais eu de rapport passionnel avec ce pays, n'étant pas nationaliste pour un sou bien que francophile convaincu. J'y ai même écrit qu'il ne me déplairait pas d'acquérir une autre nationalité, française par exemple, mais sans esprit cocardier ou chauvin qui caractérise trop souvent nos voisins d'outre-Quévrain. Ce qui doit faire frémir de colère tous les bons Belges francophones pas encore remis des blagues de Coluche. En fait, je n'ai aucun désamour avec la Belgique, mais de la lassitude, de l'ennui et même de la colère en tant que citoyen d'un pays dont les élus et les ministres placent la barre du curseur trop souvent au niveau de la médiocratie, du consensus mou, des accords boiteux, des arrangements entre amis. Les exemples foisonnent, j'ai écrit sur mon blog tout neuf le mal que je pensais de la particratie, cette forme dévoyée de la démocratie, qui tente par tous les moyens de maintenir ce pays en vie pour conserver ses privilèges et qui a trouvé un adversaire, un punching-ball rêvé en la personne de De Wever, l'ennemi public numéro un en Wallonie et à Bruxelles.

« Marianne » dans son édition de samedi dernier (mars 2015) a d'ailleurs publié une carte blanche que j'ai écrite et qui a été refusée par « La Libre » et « De Standaard ». Conséquence visible de cette très belge façon de conduire les affaires publiques : le niveau de dépolitisation de la société atteint des sommets, le corps social est assoupi, endormi, le débat réduit à la portion congrue. L'alternance politique n'existe pas puisqu'on retrouve les quatre partis traditionnels à l'un ou l'autre niveau de pouvoir d'une Belgique fédéralisée où les exécutifs se sont additionnés, dont je rappelle qu'un décret régional vaut sur le plan normatif une loi fédérale...

La majorité des Belges francophones sont démobilisés, sous-informés (quelle est leur connaissance réelle du mécano institutionnel belge par exemple ?), transformés en moutons de Panurge, prêts à avaler toutes les couleuvres du pouvoir quel qu'il soit. Car le système belge, miné de l'intérieur par ses contradictions et conflits, avec une pression fiscale, parmi les plus élevées au monde). Notre pays est confronté aux mêmes problèmes économique-financiers, sociaux, écologiques qui secouent l'Europe et la planète entière. Si l'on en croit la communication officielle, la Belgique s'en sort plutôt mieux que ses voisins. Je ne partage pas ce point de vue mais je ne veux pas verser dans une querelle de chiffres et d'experts qui se trompent plus souvent qu'à leur tour. (...) La démocratie est d'abord une exigence qualitative dont chaque citoyen devrait se sentir concerné et capable de peser sur les décisions en toute connaissance de cause.

Dans cette perspective, même si notre Histoire est très différente, je pense que le modèle suisse pourrait être une référence intéressante, sinon à copier, mais dont nous pourrions nous inspirer. Notre pays n'en prend pas le chemin. Ce seront peut-être des éléments extérieurs qui obligeront la Belgique à se réformer fondamentalement au risque de la voir disparaître à terme ou à ne plus représenter une entité cohérente, même coiffée d'une couronne.

Des élections pour une démocratie de théâtre

Le gouvernement changeait sans cesse : le peuple étonné cherchait la démocratie et ne la trouvait nulle part.

Montesquieu

« L'illusion du vote et de la démocratie parlementaire : il n'existe pas d'opposition, car les partis politiques dominants sont d'accords sur l'essentiel, qui est la conservation de la présente société marchande. Il n'existe pas de partis politiques susceptibles d'accéder au pouvoir qui remette en cause le dogme du marché. (...) La démocratie réelle se définit d'abord et avant tout par la participation massive des citoyens à la gestion des affaires de la cité. Elle est directe et participative. Elle trouve son expression la plus authentique dans l'assemblée populaire et le dialogue permanent sur l'organisation de la vie en commun. La forme représentative et parlementaire qui usurpe le nom de démocratie limite le pouvoir des citoyens au simple droit de vote, c'est-à-dire au néant, tant il est vrai que le choix entre gris clair et gris foncé n'est pas un choix véritable.

Les sièges parlementaires sont occupés dans leur immense majorité par la classe économique dominante, qu'elle soit de droite ou de la prétendue gauche social-démocrate. Le pouvoir n'est pas à conquérir, il est à détruire. Qu'il soit exercé par un roi, un dictateur ou un président élu, il est, par nature, tyrannique. La seule différence dans le cas de la démocratie parle-

mentaire, c'est que les esclaves ont l'illusion de choisir eux-mêmes les maîtres qu'ils devront servir. Le vote a fait d'eux les complices de la tyrannie qui les opprime. Ils ne sont pas esclaves parce qu'il existe des maîtres, mais il existe des maîtres parce qu'ils ont choisi de demeurer esclaves. » (Jean-François Brient, « De la Servitude moderne »)

On ne saurait mieux définir la réalité de ce que nous sommes bel et bien ! Et comment ne pas admettre que notre obscurantisme politique, notre inconscience citoyenne contribue amplement au quasi consentement de notre impuissance ? La manipulation, la désinformation et l'endoctrinement y ont également leur part de responsabilité. Et pour ce qui est de la pertinence des partis, rares sont ceux qui ont le courage de dénoncer qu'ils sont autre chose que ce qu'il cherchent à nous faire croire qu'ils sont :

« Pour apprécier les partis politiques selon le critère de la vérité, de la justice, du bien public, il convient de commencer par en discerner les caractères essentiels. On peut en énumérer trois : un parti politique est une machine à fabriquer de la passion collective.

Un parti politique est une organisation construite de manière à exercer une pression collective sur la pensée de chacun des êtres humains qui en sont membres. La première fin et en dernière analyse l'unique fin de tout parti politique est sa propre croissance, et cela sans aucune limite. Par ce triple caractère, tout parti est totalitaire en germe et en aspiration. S'il ne l'est pas en fait, c'est seulement parce que ceux qui l'entourent ne le sont pas moins que lui. Ces trois caractères sont des vérités de fait évidentes à quiconque s'est approché de

*la vie des partis. (...) Supposons un membre d'un parti - député, candidat à la députation ou simplement militant, qui prenne en public l'engagement que voici : « Toutes les fois que j'examinerai n'importe quel problème politique ou social, je m'engage à oublier absolument le fait que je suis membre de tel groupe, et à me préoccuper exclusivement de discerner le bien public et la justice. » Ce langage serait très mal accueilli. Les siens, et même beaucoup d'autres, l'accuseraient de trahison. Les moins hostiles diraient : Pourquoi alors a-t-il adhéré à un parti ? Avouant ainsi naïvement qu'en entrant dans un parti on renonce à chercher uniquement le bien public et la justice. Cet homme serait exclu de son parti ou au moins en perdrait l'investiture ; il ne serait pas élu.**

Jusqu'à quel point nous obstinerons-nous à ne pas voir ce qui se voit à des années-lumières, à ne pas comprendre ce qui est pourtant aisément compréhensible depuis toujours ? Exiger une vraie démocratie ne suffira pas. La tâche pour y parvenir est énorme, c'est un fait. Son accomplissement ne dépendra jamais que de notre engagement obstiné, de notre volonté de formation, de notre souci du long terme et de notre adhésion à autre chose qu'aux mensonges institutionnalisés, à la duperie, à l'empire des financiers, à la haine et à toutes les guerres qui servent les intérêts des « grands » de ce monde. Incroyablement volatile, la mémoire humaine doit sans cesse être réactivée...

* Simone Weil, « Notes sur la suppression générale des partis politiques », L'Herne, pp.19, 20, 27.

Lire des documents instructifs plutôt que de perdre son temps en loisirs futiles, permet de se rendre compte combien sont nombreuses les personnes dont les réflexions se rejoignent. Ce terreau de pensées constructives doit contribuer à notre lucidité :

« Aujourd'hui, l'électeur isolé souille son temps vacant dans la consommation et le divertissement, persuadé que sa liberté est à ce prix-là. L'important c'est de jouir... même de sa servitude ! Nos médias et pouvoirs actuels sont d'ailleurs omniprésents pour le lui rappeler : un temps pour le travail, un autre pour le loisir et le confort. Ce qui est notablement différent des 40.000 citoyens athéniens qui jouissaient du travail de leurs 200.000 esclaves, leur permettant de se consacrer pleinement à l'organisation de leur cité. Mais à y réfléchir sérieusement, c'est un faux procès. C'en est même devenu un prétexte pour ne plus s'investir, démocratiquement parlant. Car finalement, les progrès techniques de nos sociétés industrialisées n'ont-ils pas relayé la production de cette main-d'œuvre asservie ?

Une moissonneuse-batteuse, un monte-charge, un camion, une machine à laver ou un ordinateur cela remplace combien d'hommes ? C'est dans l'intérêt de nos maîtres-penseurs de nous convaincre qu'aujourd'hui il est impossible de participer au pouvoir autrement qu'en mettant le bulletin dans l'urne. L'élite, qu'elle soit intellectuelle, politique, religieuse, économique ou médiatique n'a jamais cessé de dévaloriser la réelle démocratie pour promouvoir un pouvoir aristocratique plus à même de l'honorer. Ce pouvoir qui, chez les grecs, se croyait justifié par la richesse, n'avait pourtant aucune influence dans le gouvernement, du fait d'être minoritaire... On comprend

mieux ainsi pourquoi, désormais, nous ne sommes absolument pas en démocratie, car si tel était le cas, la majorité du peuple, même pauvre, ne pourrait être dépossédée de son pouvoir le plus légitime : le droit de disposer de lui-même. » (Cédric Bernelas, sur diktacratie.com)

On comprend mieux, également, que ce genre de discours a de quoi horripiler - ou faire ricaner, c'est selon, nos braves et doctes élus, surgonflés de leur importance, mais dont pourtant il ne faut surtout pas attendre qu'ils nous offrent spontanément, la mine repentante, le tirage au sort d'une assemblée constituante sur un plateau. Autant vouloir essayer de reprendre sa gamelle à un molosse. Donc, nous aurons à retrousser haut nos manches, à nous familiariser avec une vraie constitution, en même temps qu'à la manière de faire pacifiquement et intelligemment boule de neige, pour ne pas nous perdre dans un inutile rapport de force fatalement inégal, si nous voulons redevenir responsables devant la communauté citoyenne. Pour en finir avec l'abandon de notre liberté, lors des prochaines campagnes électorales, il nous faudra impérativement conserver vif à l'esprit que :

« La souveraineté ne peut être représentée, par la même raison qu'elle peut être aliénée, elle consiste essentiellement dans la volonté générale, et la volonté ne se représente point : elle est la même, ou elle est autre, il n'y a point de milieu. Les députés du peuple ne sont donc ni ne peuvent être ses représentants, ils ne sont que ses commissaires ; ils ne peuvent rien conclure définitivement. Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle, ce n'est point une loi. Le peuple (...)

pense être libre, il se trompe fort ; il ne l'est que durant l'élection des membres du Parlement : sitôt qu'ils sont élus il est esclave, il n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde » (Jean-Jacques Rousseau, Du Contrat social ou Principes du droit politique.)

Ce qui amène immédiatement à nous remémorer ce que nous clame Pierre Derain* :

« L'Union européenne n'a aucun sens, puisqu'elle n'est pas démocratique et qu'il faut en sortir : Les élites nous disent « Vous êtes anti-européen ou vous êtes contre l'Europe ! » Demanderiez-vous à un Thaïlandais s'il est anti-asiatique ou s'il est contre l'Asie ? Comme l'Asie ou l'Afrique, l'Europe est un continent. On ne peut être ni pour ni contre ! Ceux qui s'opposent au fédéralisme, à juste titre, sont contre l'Union européenne ; ils ne sont pas contre l'Europe ni anti-européens !

Et s'entendre dire que l'on n'aime pas l'Europe est tout aussi débile. Lorsqu'elles sont employées, ces expressions créent immédiatement un mur de pensées dans le dialogue qui empêche tout débat de fond. Cette manipulation tire son fondement de l'émotion que suscite l'Europe. Elle est à la base du travail de sape des élites pour terroriser l'interlocuteur qui critique l'Union européenne. Vous ne voulez pas d'une Europe capitaliste ? Vous êtes contre l'Europe ! Vous ne voulez pas d'une Europe fédérale soumise aux États-Unis ? Vous êtes anti-européen ! C'est imparable... »

* « Les manipulateurs de l'Europe », Manipulation 1 , p. 54

Démocratie et tirage au sort

Quoi qu'il en soit, à l'instant qu'un peuple se donne des représentants, il n'est plus libre ; il n'est plus.

Jean-Jacques Rousseau

Au terme de ces quelques considérations qui nous ont permis d'être suffisamment échauffé, il est grand temps d'en venir aux aspects pratiques d'un des piliers d'une démocratie qui ait du sens : le tirage au sort : « *Le tirage par le sort est de nature de la démocratie. Le suffrage par le choix est de celle de l'oligarchie.* » (Montesquieu) « *Il est démocratique, par exemple, de tirer au sort les magistrats, oligarchique de les élire.* » (Aristote) Et pour faire taire définitivement tout doute qui pourrait éventuellement encore brouiller notre esprit, redonnons encore la parole à Mogens H. Hansen :

« Dans une démocratie, la volonté de limiter le pouvoir des magistrats s'associe avec celle de faire servir tout un chacun à son tour en qualité de magistrat. La rotation est assurée en partie par une multiplication des postes aussi grande que possible : si par suite, une très large proportion de la population civique est destinée à exercer tôt ou tard une fonction, le tirage au sort est le moyen logique pour le réaliser. Même en démocratie, certaines charges, prestigieuses et avantageuses, sont les plus convoitées : le tirage au sort assure que

la question de savoir qui les obtiendra sera réglée par le hasard, alors que l'élection ouvre le champ aux querelles et, en dernière analyse, à la stasis : les démocrates préféraient le tirage au sort parce qu'il prévenait la corruption et les divisions du corps civique. Leurs détracteurs répliquaient en affirmant que le sort pouvait bien favoriser des magistrats sympathiques à l'oligarchie et que le risque de stasis était en réalité aggravé si des ennemis du régime se glissaient parmi ses magistrats. Nous ne savons pas ce qu'y répondaient les démocrates, mais on peut le conjecturer : après le tirage, les candidats devaient tous se soumettre à la *docimasia* (procédure de contrôle que subissaient les citoyens appelés à remplir des fonctions politiques), réformée après 403, de manière à donner au Tribunal du Peuple la possibilité de récuser sur l'heure quiconque pouvait être soupçonné de tendances oligarchiques.*

Si aujourd'hui on ne le pratique plus que dans le contexte judiciaire (cour d'assise), on en faisait un usage quotidien dans la Grèce antique, afin de désigner, parmi les citoyens volontaires, les responsables de la gestion politique de la cité. Le tirage au sort a connu quelques tentatives (Venise, Florence, Aragon), jadis, et il est toujours d'actualité en Suisse, dans trois de ses cantons. Voyons-en rapidement le *modus operandi* : le citoyen y vote quatre fois l'an (soit plus qu'un français durant toute son existence...), selon les principes de la démocratie directe, qui suscite entre l'État et les (vrais) citoyens un

* « La démocratie athénienne à l'époque de Démosthène », *Les Belles lettres*, p. 275.

rapport totalement différent de celui que vit un électeur belge ou français. C'est donc une démocratie qui sollicite fréquemment ses citoyens et implique de leur part une responsabilité certaine, une information de qualité concernant des sujets mis en votation et des mécanismes politiques. C'est dire que le votant doit être à la hauteur de ce qui est attendu de lui, puisqu'il est partenaire de l'État.

Le *référendum* est facultatif. Celui-ci impose d'avoir réuni 50.000 signataires dans les trois mois après la promulgation d'une loi par le Parlement (délai référendaire). Durant cette période, la population a le temps de réfléchir, et de décider elle-même si la loi promulguée est insatisfaisante, auquel cas elle sera supprimée, même si le Parlement y aura planché durant une très longue période. Le peuple est souverain et conserve le dernier mot. Toucher à la Constitution est impossible sans passer par le peuple. Dans ce cas, nul besoin de rassembler des signatures, c'est le Parlement qui se charge d'organiser une votation populaire.

L'*initiative populaire* implique qu'il revient soit au peuple, soit à un parti ou à une association de proposer une modification de la Constitution. Pour ce faire, il faut pouvoir rassembler 100.000 signatures. Lorsque c'est chose faite, la décision populaire fera office de loi, si le gouvernement et le Parlement donnent leur aval à la volonté référendaire. Le référendum d'initiative populaire doit être contraignant. Un droit de veto est dévolu au peuple. C'est un mécanisme issu de la base, voulu par le peuple et destiné à empêcher les excès (grèves, manifes-

tations, émeutes) puisque le peuple parvient à se faire entendre et à agir, grâce au mécanisme institutionnel démocratique. Quant à savoir si la démocratie suisse est transposable en France ou en Belgique, il faudrait d'abord que ces pays quittent l'Union européenne, qui dicte 80 % de ses propres lois aux nations membres, sans qu'il y ait place pour la démocratie ! Ensuite il conviendrait de prévoir dans les constitutions l'entrée du référendum d'initiative populaire et sa mise en pratique effective, non négociable... Sur le site des « Gentils virus » et le blog du « Plan C » on peut aisément apprendre et transmettre au plus grand nombre qu'à l'opposé du tirage au sort, l'élection sélectionne préférentiellement :

- Ceux dont la communication est la plus efficace.
- Ceux qui paraissent les meilleurs, les plus compétents.
- Ceux qui disposent de temps, de moyens financiers et de relations.
- Ceux qui sont mis en avant par un parti.
- Ceux dont le « charisme » est le plus attractif.

En nous faisant croire qu'ils nous « représentent »... La notion de représentativité a été inventée par les monarchies anglaises, puis françaises aux 12^{ème}/13^{ème} siècles. En faisant élire des représentants dans des corporations, les monarques avaient constatés que les impôts rentraient mieux. Ces élus faisaient une promesse d'obéissance au pouvoir. Dans le système moderne du régime représentatif, la promesse d'obéissance a changé de camp. Ce ne sont plus les élus qui obéissent au pouvoir, ce sont les électeurs qui obéissent aux élus. Ceux-ci ressentent forcé-

ment un sentiment d'obligation d'accepter le résultat d'abord (même quand la faiblesse de la participation est telle que l'élection devrait purement et simplement être déclarée caduque), puis de s'incliner devant les décisions prises par ceux qui ont été élus « démocratiquement ». L'élection permet ainsi de mieux garantir l'obéissance populaire à une « aristocratie » élective composante de l'oligarchie, se partageant les postes de pouvoir dans un jeu de chaises musicales. Ne pas vouloir admettre cela doit relever de la psychiatrie...

Toute constitution - qui, sous peine d'être un faux - doit protéger les citoyens de tout abus des responsables politiques, doit boulonner le principe du tirage au sort comme principe incontournable de désignation des citoyens volontaires à l'une ou l'autre responsabilité, en acceptant de se prêter à des formations. La première étant d'apprendre qu'une constitution identifie les règles relationnelles entre les institutions, entre les gouvernants et les gouvernés, qu'elle institue les pouvoirs (en fait la limitation de ceux-ci) au sein de l'État, qu'en somme elle détermine le « droit du droit ». Surmontant toutes les règles juridiques, elle représente la loi fondamentale qui légitime toutes les normes qui lui sont inférieures. Quelle que soit sa présentation et son contenu, une constitution est le principe suprême du droit d'un État, et son respect est assuré par un Conseil ou une Cour constitutionnelle. Il s'agit d'un acte juridique créé par le pouvoir constituant originaire imposé par le pouvoir constituant à tous les organes de l'État et à la société.

La constitution écrite en plusieurs parties (les titres), elles-mêmes divisées en articles et alinéas. Elle inclut aussi une charte des droits fondamentaux. Ce qui suit nous apprendra les avantages du tirage au sort, qui sont nombreux et n'ont que peu à voir avec ceux conférés par l'élection :

- *Le tirage au sort est une entrave à toute tentative de truquage et procède d'une totale impartialité. Nul ne détient la responsabilité du choix.*
- *Si l'égalité du tirage au sort peut paraître discutable, il faut se souvenir qu'il s'effectue parmi des volontaires qui l'acceptent en connaissance de cause, et que les votes pour des candidats pré-selectionnés ne sont pas plus égalitaires.*
- *Le tirage au sort rend impossible le favoritisme d'une quelconque « élite ».*
- *Sa procédure est contrôlée, au même titre que toutes les autres procédures démocratiques, à tous les échelons et ne permanence, ce qui limite fortement la corruption (rotation des contrôleurs).*
- *La rotation des mandats et leur limitation dans le temps garantit la participation de tous les volontaires, qui auront toutes leurs chances, au moins une fois dans leur vie, d'être désignés par le sort et de pouvoir influencer sur les affaires de l'État, ce qui entraîne la responsabilisation des volontaires.*
- *Associés à la révocabilité, à la rotation des tâches et des fonctions ainsi qu'à la reddition des comptes, le tirage au sort neutralise la compétition, les conflits d'intérêts, la course à l'élection, les luttes inter-partis et supprime le professionnalisme politique.*

- *Le tirage au sort offre un résultat immédiat et une rapide entrée en fonction des choisis.*
- *Le risque d'incompétence est limité par la responsabilisation des volontaires, par leur auto-formation et le partenariat avec les experts, eux-mêmes tirés au sort et limités dans leurs prérogatives. Dans le régime représentatif, les « meilleurs » ne sont pas forcément les plus compétents et doivent de toute manière s'associer le concours des experts, pas forcément toujours fiables non plus.*
- *On peut estimer le tirage au sort comme arbitraire, mais il ne l'est pas plus que l'élection pour des candidats. Le résultat du tirage au sort suscite l'intérêt et la participation d'une grande majorité de citoyens. Il institue une démocratie participative, constructive, évolutive dans laquelle tout qui veut se faire entendre peut y parvenir et possède sa chance d'intervenir réellement, un jour ou l'autre dans les changements de société.*
- *Le risque du tirage au sort n'est pas plus fort que l'élection. Le risque ne peut qu'entraîner soit la réussite, soit un résultat qui ne correspond pas aux attentes. Dans le premier cas c'est une source d'inspiration, dans l'autre une source d'apprentissage.**

Voilà de quoi faire passer des nuits blanches à nos chers élus. Mais ne nous leurrons pas : ils savent parfaitement ce dont il retourne, en quoi consiste une démocratie et surtout tout ce qu'ils perdraient en reconnaissant nous avoir grugés et en abdiquant leur pouvoir. Raison pour

* *Blog du Plan C d'Etienne Chouard, et des « Gentils virus ».*

laquelle la démocratie, répétons-le, ne naîtra que de la volonté du peuple tout entier. Devenir libres ou rester esclaves, il faut choisir : « Pour éviter que les affaires publiques soient aux mains de « spécialistes », la participation de tous les citoyens est encouragée, voire prescrite, afin que chacun sache « gouverner et être gouverné ». Autrement dit : puisque tout le monde est concerné, tout le monde doit participer. Dans ces conditions, le tirage au sort joue un rôle éducatif ».¹

Après avoir détaillé et bien compris les avantages méconnus du tirage au sort (appliqué durant deux siècles, rappelons-le, à Athènes) voyons à présent les objections faites à la démocratie directe et au tirage au sort, avec les réponses les plus pertinentes face à notre revendication : « Nous voulons une Assemblée constituante démocratique, donc tirée au sort. »² :

Objection : *Nous sommes en crise, ce n'est pas le moment de faire des expériences...*

Réponse : *Dans le régime actuel, les médias sont des entreprises fonctionnant de manière pyramidale, les débats économiques sont donc dépendants des propriétaires de médias, qui sont, par leur statut social, en conflit d'intérêt. La neutralité de ces débats n'est donc pas assurée. L'une des missions de l'assemblée constituante sera de rendre démo-*

¹ « Sommes-nous en démocratie ? », *Les Renseignements généraux*, mars 2008

² Sharu

cratique et indépendant le fonctionnement des médias, afin que toutes les conditions nécessaires pour affronter la crise de manière démocratique et efficace soient réunies. De plus, il y a bien sûr un lien entre le prix d'un journal et les publicités qui s'y trouvent, dépendance là encore entre l'information et les grandes entreprises.

La démocratie directe a déjà été testée plusieurs fois et le résultat est à chaque fois le même : dans un régime où les pauvres gouvernent, les pauvres sont automatiquement servis en priorité. Il est donc urgent, en temps de crise, de donner le pouvoir au peuple afin que la sévérité de la crise ait un impact sur tous les membres de la société, sans faire de privilégiés. La « DD » permet de responsabiliser les citoyens aux problèmes économiques, dans le régime actuel, la faute est, à tort ou à raison, systématiquement rejetée par l'État. Les défauts mathématiques de l'élection font que les décisions économiques du pays peuvent être différentes de celles voulues par le peuple, ce qui est très grave.

O : Le tirage au sort (ou la DD) était adapté aux petites cités, mais serait inadapté à notre société moderne.

R : Aussi étonnant que cela puisse paraître, tirer au sort dans un très grand ensemble peut se faire très simplement, sans ordinateur (par exemple, un moyen consiste à effectuer huit tirages avec remise dans une urne contenant dix chiffres, pour tirer un nombre au hasard entre 0 et 99 999 999 - nos mathématiciens se feront un plaisir de nous trouver un moyen plus rapide et vérifiable par tous.) La DD consiste à faire voter les lois par le peuple, dans des assem-

blées populaires ou dans les urnes. Au niveau logistique il n'y a aucun problème avec les moyens dont nous disposons pour compter le nombre de voix. Rappelons que dans l'actuel régime, les députés gagnent 6.000 euros par mois, ce qui prouve que de l'argent pour faire fonctionner les institutions, il y en a !

O : Avec le tirage au sort ou la démocratie directe, des incompetents dirigeront.

R : *Dans un régime où les pauvres gouvernent, les pauvres sont automatiquement servis en priorité (voir la Suisse, Marinaleda, Venezuela, la démocratie athénienne). Le problème de l'incompétence n'est pas absent de l'élection et il n'est pas rare que le peuple soit déçu de l'incompétence des dirigeants. Refuser la démocratie directe pour des raisons de compétence est une opinion aristocratique, qui est tout à fait tolérable, mais il est important de le savoir.*

O : Il est aisé de pointer les élus du doigt, mais gouverner est une tâche difficile et la DD est une ingratitude par rapport aux efforts fournis par les élus.

R : *De même qu'une loi promulguée afin d'interdire l'homicide volontaire, par exemple, ne sous-entend pas que tous les citoyens soient des meurtriers, de même une saine constitution ne sous-entend pas que tous les politiciens soient mauvais. Il s'agit d'un principe de prudence établi au cas où l'on aurait affaire à un politicien corrompu.*

O : Choisir nos représentants c'est la liberté.

R : *Au niveau des lois, l'élection provoque des problèmes de dénombrement par rapport au nombre et à la composition des candidats. Voter directement les lois est nettement plus libérateur.*

O : Nous sommes dans un état de droit qui vaut mieux qu'une dictature.

R : *Le régime représentatif peut parfaitement aboutir, insidieusement, à une dictature. Dire que la démocratie se résume à l'élection revient à rendre la population allemande de 1933 responsable de l'arrivée au pouvoir d'Hitler. Le résultat pourrait être une dictature ploutocratique à travers l'utilisation des technocrates, qui « conseilleraient » les tirés au sort, la corruption de « représentants » trop faibles, et les menaces des grands lobbys qui auraient très largement les moyens de ruiner leurs vies.*

Actuellement les lobbys doivent soumettre des tiges, le tirage au sort leur permettra de soumettre des agneaux...

O : Avant de passer au tirage au sort il faudrait corriger d'abord le système actuel.

R : *Le tirage au sort est un processus excellent pour bonifier le système actuel, par exemple par le biais des jurys populaires destinés à contrôler les députés et à les révoquer ou les sanctionner en cas de fautes graves (parjure, absentéisme, conflit d'intérêt, vente de vote,...)*

O : Dans l'Union européenne, les décisions importantes

sont prises pas des non-élus indépendants des états, donc la DD ne sert à rien, il faut d'abord quitter l'UE.

R : *La décision concernant la sortie ou le maintien d'une nation au sein de l'UE est prise par les états.*

O : Avec le tirage au sort on mettrait des « affreux » aux gouvernes du pays.

R : *Le tirage au sort est notamment utilisé pour créer des assemblées citoyennes, et entre autres, désigner ceux qui appliqueront les lois. Pour une assemblée, la loi des grands nombres garantit qu'il y aura la même proportion d'« affreux » que dans la société. Et pour ce qui est de l'application des lois, le pouvoir est suffisamment partagé et contrôlé pour que le danger soit rapidement décelé et écarté.*

O : Le peuple est trop divisé pour régner.

R : *Le peuple est tout à fait compétent pour faire des compromis, et les débats contradictoires n'ont rien de neutralisant en terme de gouvernance. Il s'agit au contraire d'un excellent moyen de progresser.*

O : Si la démocratie a pris fin un jour et n'est jamais réapparue, c'est bien la preuve que le système était mauvais.

R : *D'autres expériences de DD ont eu lieu et la fin de la démocratie athénienne est surtout due à une défaite militaire. Rappelons qu'à l'époque il n'existait pas de système de communication comme nous en possédons et que*

l'analphabétisme était très élevé, ce qui peut expliquer, en partie, le fait que la démocratie ne fut pas très connue, bien qu'il exista malgré tout de nombreuses autres cités voisines qui la pratiquaient sous des formes diversifiées.

O : Ne doit-on pas craindre qu'une personne malveillante se serve de la démocratie directe comme publicité ?

R : *Le danger existe, mais c'est l'idée et les principes de fonctionnement de la démocratie directe qui doivent être répandue, non l'un ou l'autre de ses « représentants ».*

O : Nous devons faire confiance aux personnes pour lesquelles nous votons.

R : *Tout escroc efficace s'offusque de la méfiance de ses détracteurs, sachant cela, la méfiance et le doute cartésien doivent être un droit et même un devoir citoyen.*

O : Dans la Grèce antique, ce système était utilisé par les riches marchands pour contrôler le peuple.

R : *Les citoyens athéniens étaient au nombre de 30.000 à 60.000, et l'assemblée à laquelle tous les citoyens avaient accès (exceptés les métèques et les esclaves) pouvaient en contenir 6.000. Ceux-ci disposaient du pouvoir législatif. Il est peu probable que cette assemblée fut composée de plus de 50 % de riches marchands...*

O : Il faut se révolter d'abord et ensuite écrire une constitution, pas l'inverse.

R : *Nous avons assisté à des révolutions arabes qui n'ont*

pas abouti à quelque chose de satisfaisant. Avant toute insurrection, il faut impérativement que le peuple ait une bien idée précise de ce qu'il lui faut. Dans le cas d'une volonté d'établir une démocratie il faut que chacun connaisse ce qu'est une constitution, une démocratie, le tirage au sort et soit en mesure de défendre ces notions, de ne plus se laisser escroquer, au risque de voir la révolution être immédiatement récupérée par des fonctionnaires, des politiciens, des militaires, des riches, des aristocrates,... Dans un processus révolutionnaire il est primordial de réunir la société entière autour d'une idée simple, approuvée par tous, totalement indépendante de toute personnalité politique ou autre et complémentaire avec toutes les résistances aux abus de pouvoir.

O : Tout seul, que voulez-vous que l'on fasse ?

R : *S'il est difficile de comptabiliser toutes celles et ceux qui approuvent les fondements de la démocratie, il est clair que ce nombre est loin d'être négligeable. Chacun d'entre-nous peut convaincre plus de deux personnes dans son entourage, qui à leur tour pourront en sensibiliser deux autres, etc. Ce simple processus permet déjà de faire une belle « boule de neige », la propagation étant exponentielle. N'oublions pas non plus qu'il s'agit d'un sujet de conversation supplémentaire pour les discussions entre amis, voisins, etc. Ce message doit conserver sa validité en tout temps et en tous lieux, pour tous les pays et toutes les époques tant qu'une démocratie digne de ce nom n'aura pas été établie pour le bien d'un maximum de peuples, quels*

qu'ils soient. Cela prendra évidemment du temps, c'est pourquoi il faut commencer tout de suite et miser sur le long terme, la permanence de l'effort, tout comme la nature nous ramène avec constance le printemps, chaque année, alors que nous croyons que l'hiver tue tout.

Par rapport à ce tout ce qui précède, il faut souligner que le plus irritant, dans le cas des interventions, c'est qu'il est flagrant que beaucoup de personnes révèlent par la plupart de leurs questions qu'elles n'ont pas vraiment assimilés (ou sérieusement écouté) les fondements, les principes et les moyens de ce qui leur a été transmis, ou se sont arrêtées à l'un de leurs préjugés, ne se donnant dès lors pas la peine de pousser plus loin leur compréhension du sujet. Idem ici, dans le cas de cette modeste approche de la démocratie, dont les éléments présentés répondent toutefois amplement à la majorité des questions qui peuvent être posées. Dans ce cas, une relecture et une meilleure information est vivement conseillée.

Relire Cornélius Castoriadis, l'un de ces philosophes si attachants, me semble tout aussi adéquat, tant il nous apporte une eau fraîche à un moulin qui ne doit jamais cesser de tourner, tant il nous amène une instruction conjointe à une analyse toujours vivace :

« Nous devrions vouloir une société dans laquelle les valeurs économiques ont cessé d'être centrales (ou uniques), où l'économie est remise à sa place comme simple moyen de la vie humaine et non comme fin ultime, dans laquelle on renonce à cette course folle vers une consommation toujours accrue. Cela n'est pas seulement nécessaire pour éviter la destruction défi-

*nitive de l'environnement terrestre, mais aussi et surtout pour sortir de la misère psychique et morale des humains contemporains. Il faudrait donc désormais que les êtres humains (je parle maintenant des pays riches) acceptent un niveau de vie décent mais frugal, et renoncent à l'idée que l'objectif centrale de leur vie est que leur consommation augmente de 2 ou 3 % par an. Pour qu'ils acceptent cela, il faudrait qu'autre chose donne sens à leur vie. On sait, je sais ce que peut être cette autre chose, mais évidemment cela ne signifie rien si la grande majorité des gens ne l'accepte pas, et ne fait pas ce qu'il faut pour qu'elle se réalise. Cette autre chose, c'est le développement des êtres humains à la place du développement des gadgets. Cela exigerait une autre organisation du travail, qui devrait cesser d'être une corvée pour devenir un champ de déploiement des capacités humaines, d'autres systèmes politiques, une véritable démocratie comportant la participation de tous à la prise de décisions. »**

La démocratie ne verra pas son avènement tant que l'on nous confinera dans l'impuissance politique à cause d'une constitution qui devrait être la nôtre. Aucun parti, aucun stratège financier n'admettra que le peuple s'autonomise et fasse usage d'une démocratie égalitaire et libertaire. C'est pourquoi nous devons cesser de fonctionner comme nous le faisons, face aux procédés électoraux, vis-à-vis des partis et de la politique en général, et cela même si selon notre âge, notre statut social, notre état de santé ou nos projets, familiaux, sportifs, professionnels ou autres

* *Extr. de « Sommes-nous en démocratie ? », p. 21, in « Les Renseignements généreux », mars 2008.*

accaparent notre esprit non sensibilisé à la vie politique, à la citoyenneté. Mais dans la société que l'on nous construit, tôt ou tard viendra un moment où la question démocratique reviendra à l'avant-plan. Pour qu'elle s'impose, nous devons - tant que nous le pouvons encore, tous nous ressaisir.

Démocratie : à quand la vraie ?

Un arbre qui tombe fait beaucoup de bruit. Une forêt qui germe ne s'entend pas.

Gandhi

L'Histoire regorge de centaines de références sociétales, politiques, militaires, économiques dont, jusqu'à ce jour, jamais nous n'avons daigné tirer les leçons qui s'imposaient. Elle nous l'a démontré maintes fois : dans quelque domaine que ce soit, avant de commencer à renverser la vapeur, les êtres humains vont *toujours jusqu'au bout* dans leurs erreurs. Mais, finalement, quelle politique, quelle démocratie voulons-nous vraiment ? La complexification de notre société engendre une grande fragilisation de sa gestion dans l'ensemble de ses ramifications, avec pour conséquence des problèmes qui pèsent diablement lourds dans la balance de notre mode prétendument « économique » et dont les résultats sur notre environnement naturel sont catastrophiques, indignes de notre civilisation. Celle-ci perd constamment de vue qu'aucune n'a été capable d'amener sur Terre, que ce soit à coups de guerres, de massacres, d'idéologies coercitives l'harmonie entre les peuples et des conditions d'existence qui fassent un minimum de mécontents, d'exclus, de pauvres. Or, tout cela n'est pas inéluctable.

A l'origine de la grande majorité de nos agissements, il y a cette quête du confort, de la facilité, bref, du bonheur - qui n'a en réalité besoin que de peu de choses - qui subit notre capitulation au profit de dirigeants irréalistes, d'industriels et de financiers retors, sans parler du joug des dictateurs. Nous abdiquons devant ceux qui misent sur notre crédulité, sur notre indigence critique, notre soumission fataliste ou découragée. Quel que soit leur domaine, les concepteurs de notre « modernité » anticipent aisément nos faiblesses et parviennent sans peine à nous conditionner. Sous leur houlette faussement généreuse, nous vivons en pantins, en dérisoires concurrents, voire en ennemis déclarés et vindicatifs... de quoi fortement douter de notre intelligence. Mais alors, comment encore croire que nous sommes capables de civisme, capables de défendre le retour de la démocratie, de nous engager dans une résistance qui allie bon sens, patience, analyse et déduction ?

Nous ne pouvons abandonner notre sort entre les mains de personnages politiques peu fiables, identiques à eux-mêmes, élus et encore réélus par l'effet d'un pervers conditionnement. Il est temps que nous comprenions que la politique est d'abord et surtout l'affaire de chacun d'entre-nous. Toute passivité, tout mépris à son sujet se paie par un affaiblissement de notre liberté. Voilà pourquoi, lorsqu'elle se mêle de notre avenir, nous ne devons sous aucun prétexte nous abstenir de nous mêler à notre tour de *notre* politique. Ce ne sont pas les possibilités qui font défaut : *Nous disposons aujourd'hui des ressources techniques et matérielles pour satisfaire aux*

*besoins animaux de l'homme. Mais nous n'avons pas développé les ressources culturelles et morales - ni les formes démocratiques d'organisation sociale - qui rendent possible l'utilisation humaine et rationnelle de notre richesse et de notre puissance matérielles. Il est concevable que les idéaux libéraux classiques tels qu'exprimés et élaborés sous leur forme socialiste libertaire soient réalisables. Si oui, cela ne sera possible que grâce à un mouvement révolutionnaire populaire qui plonge ses racines dans de larges couches de la population et qui s'engage à supprimer les institutions répressives et autoritaires, tant étatiques que privées. Créer un tel mouvement, voilà le défi auquel nous faisons face et que nous devons relever si nous voulons échapper à la barbarie contemporaine.**

La démocratie se veut mouvement humaniste, de droits sociaux et politiques égalitaires devant une justice indépendante. Elle doit donc être le fait des citoyens, jamais celui d'une poignée de privilégiés, sûrs de l'absence de contrôles, sûr de ce qu'ils n'auront à craindre ni révocations, ni sanctions, ni impérativité de leurs mandats, ni brièveté de ceux-ci, ni limitation de leurs abus parce qu'ils auront pris soin d'écrire eux-mêmes, à huis-clos, les conditions de leur pouvoir dans le texte constitutionnel, limitant de la sorte au maximum les prérogatives du peuple, asseyant le plus solidement possible un pouvoir qui les rendra maîtres de la finance, maîtres du travail et

* Noam Chomsky, « Quel rôle pour l'état ? », *Ecosociété*, p. 44 et 45.

de la politique. Réaffirmons-le : seule une participation citoyenne active, vigilante et permanente pourra garantir le retour d'une démocratie dont le peuple ne se sente plus écarté. Cette démocratie-là ne tiendra pas à faire de ses citoyens des guerriers car ils pourront refuser de participer à la guerre, ils pourront refuser de cibler un « ennemi », un bouc émissaire.

Cette démocratie-là leur permettra de se mêler de toutes les affaires publiques, de tous les sujets politiques, sociaux, environnementaux, culturels et économiques. Chaque problème crucial impliquera l'engagement, l'étude, la réflexion, le débat et le vote de lois exclusivement par des citoyens volontaires, entraînant des actions et des décisions toujours modifiables parce que conçues dans l'esprit démocratique et au seul bénéfice de la population. Tout citoyen aura son mot à dire, pourra librement, s'il le souhaite, participer à la limitation des abus, des injustices, de la pauvreté. Il pourra s'engager dans la création d'une société de transition vouée au bien commun dans laquelle, politiquement parlant, chacun sera l'égal de chacun. C'est exactement ce que nous donnent à espérer les partis, les ministres, les présidents élus dans leurs promesses, mais qu'en pratique ils ne mettent pas - ne mettrons jamais, à exécution. Désormais il faut cesser de participer à la duperie des élections qui ne sont pas le fondement de la démocratie, car elles mettent en place le mécanisme capitaliste, autrement dit un sordide, un vicieux, un maladif droit à l'accumulation illimitée. Une démocratie saine doit départager et limiter strictement les pouvoirs de tous les responsables politiques, qui doi-

vent apprendre à être responsables aux yeux de tous, à s'impliquer pour le bien commun, à reconnaître leurs torts, leurs excès, leurs incohérences, et tenir compte du regard que porte le peuple sur eux :

*« (...) J'évaluerai mes bienfaits non d'après leur nombre ou leur importance, mais d'après rien d'autre que l'estime que je porte à celui qui les reçoit. Jamais il ne me semblera trop donner à celui qui est digne de recevoir. Je ne ferai rien pour l'opinion, tout pour ma conscience, je croirai agir sous le regard de tout le monde chaque fois que je le ferai devant ma seule conscience. »**

Derrière les plus belles ou les plus sordides idées nées des « grands cerveaux » il n'y a jamais que des ressortissants du règne animal. Les plus riches d'entre-eux n'ont pu résister à user et abuser de la naïveté, de la crédulité de leur entourage. Ils ont inventé la propriété, ont imposé l'« honorabilité » du travail et en faire la finalité de toute existence. De près ou de loin, ils ont toujours contribué à façonner sans fin des vallées de larmes et de sang. C'est pourquoi leur pouvoir doit impérativement être limité, surtout et avant tout en politique ! L'homme s'habitue trop facilement à tout, surtout au pire. Il faut sonner le réveil. Le temps est venu de tourner cette infecte page et d'entamer le chapitre de la vie d'abord, de la vie avant tout, pour la reconnaître comme première grande valeur méritant d'être célébrée à chaque instant. Il ne tient qu'à la grande masse des populations mécontentes d'appeler

* Sénèque, « La vie heureuse », Flammarion, p. 36

au rassemblement, de s'instruire, de s'unir et former des groupes citoyens, discrets, réduits en nombre mais efficaces, agissant d'abord au niveau local, puis accroissant leur nombre, devenant plus imposants, mais toujours libres, vigilants et critiques, finissant par ne plus craindre le pouvoir, cela jusqu'à ce que les abstentions massives aux élections marquent le coup d'envoi de l'insurrection, après avoir appris à détecter instantanément les faussaires, appris à savoir ce qu'il faut exiger et protéger afin de ne plus se laisser berner par un quelconque jargon mensonger issu par les maladifs avides de pouvoir. En tant qu'artisans de notre destin, nous pouvons élever l'altruisme, l'intérêt collectif, la connaissance aux niveaux qu'ils méritent. Appliquons des modèles de paix, de justice, de solidarité.

A contrario, si nous persistons à refuser de négocier ce vital virage citoyen, nous n'entendrons jamais qu'un seul discours : celui qui a valu à nos prédécesseurs - autrement dit des millions de victimes - de connaître les banqueroutes, le chômage de masse, l'hyper-pollution, les dictatures, les kamikazes, la haine, les autodafés, les camps, une vie dans le mode *THX 1138*, *Métropolis*, *Equilibrium* ou encore *1984*, quelque chose comme une joyeuse société à la Pinochet, Pol Pot et consort. Dans ce pathétique scénario, une constante est pourtant évidente : tant que l'humain sera éduqué sur des bases identiques à celles de ce siècle, tant que ses valeurs ne seront pas remises en question, tant que son esprit ne se remodelera pas, son histoire demeurera inchangée et se répétera.

Nous devons (hélas) nous souvenir sans cesse des el-Béchir, Mswati III, Antonescu, Biya, Ouhou, Mugabe, Khadafi, Franco, al-Assad, Hussein, Bouteflika, Pacha, Jong-un, Kagame,... (et de tous leurs incalculables complices), bref, une liste longue de quelques 152 sinistres individus ayant toujours trouvé à s'associer une partie de leurs peuples respectifs pour perpétrer leurs sinistres frasques des années durant. De quoi faire des millions de morts, tout en dormant sur leurs deux oreilles et souvent avec la bénédiction des grandes puissances « démocratiques » dans lesquelles nous vivons... Et tout ça pour que rien, au final, ne change vraiment. Peu de zones du monde ont échappé à ce type d'engeance.

Face à ces hordes de misérables, les sages se comptent sur les doigts d'une seule main. C'est dire assez que nous sommes très mal entourés, que nous éduquons décidément mal nos enfants à ce qu'est la liberté et la démocratie. Ce qui devrait tout autant nous faire prendre conscience des dangers que nous courons à somnoler, politiquement parlant, de nous désintéresser du fonctionnement de la démocratie. Désormais, nous savons ce qu'il en coûte de se dresser contre le « salvateur » impérialisme américain, de quoi est capable ce dernier pour maintenir sa dictature au goût du jour et l'objectif final de l'Union européenne. Et le marché Transatlantique est bien conçu pour mettre l'Europe complètement à genou devant l'Empire capitaliste anti-démocratique. Au passage, songeons aux fonds secrets octroyés à la défense américaine, qui dépassent les 40 milliards d'euros par an, et ce que l'on pourrait en faire au sein d'une démocratie

qui ne serait pas une farce à laquelle nous prêtons si bêtement notre concours. Pour transformer le monde, il faudra du temps, de la conviction, et conserver l'espoir. Cela fera peur à bon nombre d'entre-nous :

« Ce que nous prenons pour des effondrements, ce ne sont que des métamorphoses. Ce n'est pas l'histoire humaine qui fait naufrage, c'est une séquence de celle-ci qui s'achève. Ce n'est pas « le » monde qui nous tombe sur la tête mais « un » monde qui fait place au suivant. (...) Interrogeons-nous sur ces responsables qui « décident » quotidiennement (ou croient le faire) le nez sur leur guidon ou les yeux rivés à leur écran, tétanisés par l'immédiateté, devenus incapables de regarder vers l'avant. Inquiétons-nous de voir, en matière d'information, la hâte pathologique démanteler notre rapport à la vérité. Craignons que le crétinisme médiatique, qui en est le produit, n'engloutisse définitivement nos sociétés dans un bourdonnement nihiliste.

Dans un autre domaine, demandons-nous s'il est bien raisonnable d'accorder tant d'attention aux indices niais, et toujours chiffrés, qui scandent notre prétendue actualité et sont censés mesurer notre bonheur : niveau du CAC 40, prévisions de croissance, moral des ménages, popularité de monsieur Tartemuche, taux d'audience, nombre d'entrées, cours de l'euro, etc. Deux minutes de réflexion suffisent pour comprendre que tous ces signes, mesures, nombres et indices sont autant de leurres. Ils colonisent notre esprit. Ils détournent notre attention des véritables questions : où allons-nous ensemble ? Quelle sorte de société voulons-nous construire ? Comment échapper à la violence de tous contre tous ? (...) C'est en transformant le monde qu'on le sauvera.

*Y compris, et même surtout, du désastre écologique. Combattre l'incivisme des oligarchies toutes-puissantes qui s'arrogent un droit au gaspillage, au pillage, au consumérisme ostentatoire, c'est bien contribuer au sauvetage du monde. Lutter contre la brutalité des firmes multinationales motivées par l'appât du gain, et indifférentes aux dégâts écologiques qu'elles provoquent, c'est aider à sauver le monde. Bien des luttes sociales sont, de facto, écologiques.**

La démocratie que nous devons prôner et défendre ne permettra plus de nier les impératifs de solidarité, de respect et de protection de l'environnement, tant social, qu'économique et écologique. Ce projet est capable d'animer chaque individu sans exception, pour lui apprendre à oser être son propre maître, à savoir servir et à être servi dans une réelle égalité de justice et de droits. Investi de devoirs plus que de pouvoirs, tout citoyen proactif sera indispensable au bon fonctionnement de cette démocratie-là. Si nous la voulons vraiment, elle passera d'abord par l'éveil de notre conscience, de notre courage. Décidons d'apprendre à devenir les dignes représentants d'une démocratie qui trouve son sens ailleurs que dans la violence des riches, autrement que dans le dogmatisme politique, le mépris social ou la quête névrotique du pouvoir. C'est seulement au prix de nos quotidiennes investigations politiques que nous aurons le sentiment vrai d'être des citoyens et non les esclaves du pouvoir.

* Jean-Claude Guillebaud, « Une autre vie est possible », Pocket, pp. 83,125,126,129.

Plutôt que de penser que notre civilisation est entrée dans un processus d'auto-éradication, tel que l'énonce Pierre Rabhi, et comme j'ai pu l'écrire moi-même au gré de mes réflexions précédentes*, aujourd'hui je pense qu'elle se dirige vers sa disparition ou, sous l'action grandissante des humains les plus éveillés, vers sa transformation, le résultat étant assez approchant. Je vois cela comme quelque chose d'encourageant, de très positif finalement, et qui plus est inéluctable. Car, c'est évident, nous avons été trop loin, nous avons défié la vie et elle nous fait savoir de mille façons que nous ne sommes que ses dérisoires et turbulents sujets. Il va donc falloir rapidement mettre un sérieux bémol à toutes nos prétentions égocentristes et revenir à des modes de vie plus respectueux de nous-mêmes, de notre vie en société et de notre rapport à la nature. En outre, nous ne devrions plus jamais perdre de vue que le savoir conditionne notre devenir, nos expériences futures et aussi nos croyances. En d'autres termes, nous deviendrons ce que nous saurons, et nous agirons selon ce que nous serons devenus, suite à la qualité de notre savoir. Et plutôt que de nous résigner, par manque de conviction et par paresse intellectuelle, par défaut de courage ou de confiance en nous, nous devrions pouvoir préférer l'affrontement avec un éventuel échec démocratique - qui ne pourrait être que passager, comme tous les échecs, peut-être, par manque de préparation, par manque de bonne volonté ou que sais-je, plutôt que de nous contenter d'un stupide fa-

* « *On ne méprise pas impunément la nature* », *Lirenligne*.

talisme suicidaire. Il n'y a pas d'utopie, il n'y a que des possibles qui s'ignorent. Il ne tient qu'à nous de nous impliquer, de reprendre goût à une autre forme de politique pour en incarner le meilleur au bénéfice entier de la collectivité, toutes catégories sociales, culturelles, ethniques, générationnelles confondues.

Nous arrivons à la phase la plus importante, sans doute, de cette humble approche de la démocratie et de ce qu'il convient désormais d'en penser. Avant de passer à l'indispensable action, il importe de s'entraîner non seulement à débattre, mais surtout à aborder la manière dont une vraie constitution gage de vraie démocratie peut être écrite, alors que l'on n'est pas professionnel de la chose. Pour ce faire il faut passer par des « ateliers constitutants », dont nous devons l'idée à Étienne Chouard. A ce sujet, ce qui suit est adapté de :

[http://wiki.gentilsvirus.org/index.php/Cat%C3%A9gorie: Atelier_constituant](http://wiki.gentilsvirus.org/index.php/Cat%C3%A9gorie:Atelier_constituant)

*« Qu'est-ce qu'un atelier constituant ? Une séance pratique, au cours de laquelle on s'entraîne, personnellement et réellement, seul ou à plusieurs, à écrire des articles d'une constitution. (voir le blog du Plan C) « C » comme Constitution, « C » comme Citoyen. L'idée de ce plan c'est que **ce n'est pas aux hommes au pouvoir d'écrire les règles du pouvoir.** Nous n'avons pas de constitution parce que nous la laissons écrire par les professionnels de la politique (qui sont précisément ceux qui ne devraient pas l'écrire, puisqu'ils devraient la craindre). Nous n'aurons de constitution que lorsque nous l'aurons écrite nous-mêmes. La proposition qui nous intéresse ici consiste à faire en sorte que nous devenions ca-*

pables d'instituer nous-mêmes notre puissance politique, en écrivant d'abord - et en protégeant ensuite, toujours nous-mêmes, une constitution d'origine citoyenne.

Les ateliers constituants mettent en pratique la proposition théorique du « Plan C », pour démontrer que des personnes dont ce n'est pas le métier peuvent très bien concevoir et écrire elles-mêmes les règles supérieures qui instituent des pouvoirs publics (parlement, gouvernement, justice, médias et banques), et surtout des contre-pouvoirs (séparation des pouvoirs, rotation des charges, chambres de contrôle tirées au sort, révocabilité des acteurs, reddition des comptes et référendums d'initiative populaire). Non seulement les simples citoyens peuvent le faire, mais ils sont les seuls à pouvoir le faire correctement : les professionnels de la politique, eux, sont en conflit d'intérêts dans le processus constituant.

Toute personne motivée est capable d'organiser un atelier constituant, n'importe où et n'importe quand. Cet entraînement pratique transforme un électeur constitué (un « enfant » politique) en citoyen constituant (un adulte politique). Par ce biais, nos « utopies » deviennent des projets politiques. Ce que nous prenions pour des obstacles insurmontables devient un potentiel de solutions.

Quelques suggestions d'ordre pratique :

1) Favoriser les petits groupes pour augmenter le temps de parole individuel : mieux vaut deux groupes de 3 personnes plutôt qu'un groupe de 6. Inciter les groupes à

écrire des phrases très claires, en précisant que ce sont les organisateurs, lors de la mise en commun, qui liront ce qui aura été anonymement écrit.

2) Ne pas admettre dans l'atelier une personne qui refuserait d'écrire et tiendrait essentiellement à avoir un débat avec l'assemblée entière sur un sujet de son choix.

3) Demander aux personnes si elles savent ce qu'est une constitution. Insister sur le fait que c'est un texte de droit qui s'impose à tous les autres textes législatifs, un texte « Premier » auquel obéissent police, armée et administration. Insister sur son rôle de limitation des pouvoirs plutôt que son rôle d'organisation des pouvoirs (les pouvoirs n'ont pas besoin d'une constitution pour s'organiser). Métaphore du contrat d'assurance : on y prévoit que tout va mal se passer, et c'est précisément l'intérêt du contrat écrit. Partir du principe que les dirigeants vont fatalement abuser du pouvoir et qu'il faut les limiter, par écrit, dans la constitution.

4) Expliquer le but de l'atelier : faire la démonstration que nous sommes capables de réfléchir aux règles du pouvoir. Expliquer le thème de l'atelier (commun à tous les groupes) en proposant quelques sous-thèmes précis. Exemple : pour un atelier dont le thème est « *L'organisation du pouvoir au niveau communal* », les sous-thèmes peuvent être « *L'indemnisation du conseiller municipal* », « *Le mode de désignation des conseillers municipaux* », « *Le nombre d'assemblées municipales dans la commune* », « *La définition de la commune* »,...

5) Pour éviter l'inertie des groupes : annoncer le début de l'atelier pour un quart d'heure avant l'heure réelle de commencement. Prévoir un temps de propos introductif, un autre de mise en commun et un dernier de conclusion.

6) Pour le propos introductif : expliquer ce qu'un atelier constituant n'est pas : ni une conférence, ni un temps de débat tous ensemble, mais un travail en petits groupes pour s'exercer à écrire des articles de constitution menant à un bilan collectif.

7) Rappeler que l'on œuvre dans des conditions différentes des conditions réelles : on ne dispose ni de mois, ni des experts. Par conséquent il ne faut pas s'attendre à un résultat très élaboré.

8) Insister sur le but de l'atelier, qui n'est pas de rédiger une constitution entière ni même un projet d'article qui convient à tous dans l'atelier. Rédiger un article qui conviendrait à tout le monde pourrait très bien prendre une semaine entière en situation réelle ! Mais dans le cadre d'un atelier constituants de quelques heures, l'objectif est uniquement de faire la démonstration que nous pouvons tous participer à un débat constituant et réfléchir à des règles constitutionnelles. Peu importe si le résultat est léger et s'il ne convient pas à tout le monde.

9) Pour éviter la dispersion dans les groupes : s'assurer que chaque groupe travaille bien à l'écriture d'un article de constitution plutôt que de se perdre dans des débats interminables (pas de « monopolisateurs » de la parole).

10) Repérer les bavards et les timides afin d'inciter les premiers à se mettre en groupe avec les seconds. Aux groupes qui se perdent dans des débats interminables et sans rapport avec le thème : leur rappeler que le but de l'atelier n'est pas de se mettre dans la peau d'un vrai citoyen constituant qui aurait des mois devant lui pour réfléchir à tous les aspects devant être traités dans la constitution, et qu'ils doivent seulement écrire une ou deux règles simples dans le temps imparti, du type « *Les conseillers municipaux perçoivent une indemnité horaire de 10 euros* ».

11) Aux groupes où tout le monde n'arrête pas de se couper la parole : proposer de se discipliner avec un « bâton de parole » (ne peut parler que celui qui l'a en main).

12) Pour éviter l'instabilité des groupes : repérer les personnes qui doivent partir avant la fin pour leur donner les tracts et leur proposer de s'inscrire aux lettres d'informations pour recevoir le compte-rendu. Repérer les personnes qui arrivent pendant l'atelier, et leur expliquer ce qui est en train de se faire. Leur proposer, selon le moment, de rejoindre un groupe, d'assister au bilan ou de s'inscrire à la lettre d'informations pour connaître les prochaines dates d'ateliers constituants.

13) Aux groupes qui se sentent incompetents : expliquer que dans une vraie assemblée constituante, ils auraient la possibilité de consulter des experts juridiques qui pourraient leur expliquer ce qui se fait ailleurs dans le monde.

En tant qu'organisateur, on peut essayer de remplir ce rôle d'« expert juridique » pour les groupes en manque d'inspiration, en leur parlant de ce que nous savons sur la démocratie athénienne : fonctionnement de la *Boulè*, de l'*Ecclésia*,...

14) Pour le bilan collectif : lire chaque proposition. Demander le vote général afin de choisir l'une des propositions en vue de l'approfondir. Insister sur le fait qu'une proposition qui n'est pas choisie lors du vote n'est ni une proposition nulle ou perdue : elle reste à l'esprit des gens qui l'ont rédigée, et cela leur permet d'être efficaces pour formuler des objections lorsqu'ils étudient la proposition d'un autre groupe qui a travaillé sur le même thème. Recopier la proposition choisie sur le chevalet de conférence. Écouter les objections.

Donner la parole, éventuellement avec un « bâton de parole » si les participants ont tendance à ne pas s'écouter et à se couper la parole. Lorsque le débat a avancé, redemander s'il y a toujours des objections. Continuer à les traiter sous réserve que le temps imparti ne soit pas écoulé. Ne pas dépasser une demi-heure de mise en commun (au-delà c'est lassant). La discussion en assemblée est frustrante pour tout le monde, car le temps de parole individuel est limité. S'il reste beaucoup de temps, reformer des petits groupes en tentant d'unir un maximum de personnes qui se sont révélées être en désaccord lors du débat de mise en commun. Ainsi les objections peuvent-elles être débattues directement dans des petits groupes. Puis refaire une mise en commun.

15) Pour apaiser la frustration de ceux qui auraient aimé débattre davantage : leur proposer de s'inscrire à la lettre d'informations et de participer aux prochains ateliers.

A présent, que vous soyez vieux rebelle, apprenti-insurgé, fringant colibri, étudiant gentil-virus, révolutionnaire en herbe, copiez ce livre (aussi disponible sur « *Lireligne* », n'hésitez pas à l'améliorer autant que possible puis, surtout, distribuez-le gratuitement. Faites autour de vous un ou deux « convertis » à la cause démocratique, et qu'à leur tour ils fassent de même. Et ainsi, répétons-nous le plus souvent possible, pour passer ensuite à l'action : « *Si nous nous y mettons tous, si chacun fait sa part, nous pouvons bouleverser le monde.* » (Pierre Rabhi).

Livres et sites conseillés

Petite histoire de l'expérimentation démocratique - Yves Sintomer, La Découverte/Poche.
 Comment les citoyens peuvent décider du bien commun - Jacques Testart, Seuil.
 Une société à la dérive - Cornélius Castoriadis, Seuil.
 Défendre la démocratie directe - Antoine Chollet, Opinions, coll. Le Savoir suisse.
 Radicaliser la démocratie - Dominique Rousseau, Seuil.
 La démocratie athénienne - Mogens H. Hansen, Les Belles lettres.
 Lettre ouverte aux gourous de l'économie qui nous prennent pour des imbéciles - Bernard Maris, Points, coll. Économie.
 Le nouvel espoir de la démocratie - Loïc Blondiaux, Seuil.
 Faut-il faire sauter Bruxelles ? - François Ruffin, Fakir.
 L'émergence des créatifs culturels - Paul H. Ray et Sherry R. Anderson, éd. Yves Michel.
 La haine de la démocratie - Jacques Rancière, La Fabrique.
 Rousseau, citoyen du futur - Jean-Paul Jouary, Poche.
 Brochures des renseignements généreux.
 Youtube : « Orwell se retourne dans sa tombe »
 « L'impossible révolte des peuples d'occident », G. Rabhi
<http://occir.free.fr/plaidoyer.htm>
<http://objectifdemocratie.org>
<http://lescitoyensconstituants>.
<http://diktacratie.com/le-pouvoir-au-peuple/>
<http://lavraiedemocratie.fr/4-a-propos.html>
<http://www.lecolibri.org/2010/11/stochocratie/>
www.lavraiedemocratie.fr
www.democratie-locale.org
www.unevraiedemocratie.net/bonjour-tout-le-monde/
www.article3.fr
www.info-resistance.org/politique/democratie-reelle
www.scoplacatalyse.org
www.citerre.org
www.revolution-lente.coerrance.org
www.chouard.org/blog/
www.democratiereelle.fr
www.democratiedirecte.fr
www.onpeutlefaire.com

DE LA DÉMOCRATIE AVANT TOUTE CHOSE

J-M. Luffin

La démocratie appartient au peuple, l'oligarchie aux riches. Les élections ne sont pas le fondement de la démocratie... Vous n'avez jamais appris cela à l'école, n'est-ce pas, et pour cause !

Rien d'étonnant à ce que la politique dégoûte ou indiffère la majeure partie d'entre-nous, et il y a de quoi, alors qu'elle règle l'entièreté de notre vie sans jamais nous demander notre avis, ou si peu. Elle fait de nous des électeurs moutonniers, non des citoyens (alors qu'elle ose prétendre le contraire). Nous votons et rien ne change, parce que tout est conçu pour que nous nous croyions en démocratie alors que c'est faux.

Face à un régime représentatif qui ne permet pas que nous nous occupions de ce qui nous regarde, nous devons apprendre à nous réapproprier notre politique, pour ne plus être soumis à celles et ceux qui décident de tout à notre place au nom d'une pseudo-démocratie. Nous pouvons nous y préparer intelligemment, en en apprenant les principes démocratiques qui ne font jamais bon ménage avec la langue habituelle de nos élus : celle de bois.

Pour cesser d'être les dupes d'un système qui a fait ses preuves dans le pire, qui a été intégralement conçu par les riches, pour les riches et à qui nous devons l'ensemble de nos problèmes socio-économiques, il nous faut redevenir de vrais citoyens, quotidiennement impliqués dans une démarche politique visant réellement le bien de la collectivité, et non plus celle d'un parti, de l'un ou l'autre privilégié, d'un quelconque ministre ou président-pantin à la solde des riches, que nous ne cessons, naïvement, de hisser au pouvoir, pour nous en plaindre aussitôt après...

J-M.L. Thon-Samson, 2015